



Bibliothèque St-Sulpice
340 rue St-Denis,
Montréal

Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 9 JUIN, 1928

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 9TH JUNE, 1928

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE"

TO ADVERTISERS IN THE "OFFICIAL GAZETTE".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c. par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c. par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c. par 100 mots.

"Gazette officielle", par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur récep-

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

"Official Gazette", 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception

tion de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi,

L.-AMABLE PROULX.

Hôtel du gouvernement.

2103

of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

L. AMABLE PROULX,

King's Printer.

Government House.

2104

Lettres patentes

"Bishop, Read & Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mai 1928, constituant en corporation: Francis-Curzon Dobell, avocat, Francis-George Bush, gérant, Herbert-William Jackson, comptable, Alexander-Gordon Yeoman et Clifford-George Meek, clercs avocats, tous de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Faire le commerce de bailleurs de fonds, de capitalistes, financiers, concessionnaires, courtiers et agents, et entreprendre et exercer et faire toutes sortes d'opérations financières, commerciales et autres, et exercer toutes autres affaires qui sembleraient susceptibles d'être conduites convenablement en rapport avec aucune des affaires de cette compagnie ou calculées pouvoir, directement ou indirectement, augmenter la valeur ou faciliter la réalisation de, ou rendre profitable aucune des propriétés de la compagnie;

Souscrire, conditionnellement ou non, garantir, vendre à commission ou autrement, prendre, détenir, trafiquer et convertir des valeurs, actions et valeurs de toutes sortes, et entrer en société ou faire tout arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, les concessions réciproques ou la coopération, avec tout individu, société ou compagnie, et promouvoir et aider à la promotion, et organiser des compagnies, des syndicats ou sociétés de toutes sortes, dans le but d'acquérir toute propriété ou entreprise et engagements de cette compagnie ou de toute autre compagnie, ou d'en favoriser directement ou indirectement les objets ou pour toutes autres fins que la compagnie croirait avantageuses;

Placer de l'argent à intérêt dans ou sur la garantie de terrains à bail et en franc-alleu, mines, plantations, fabriques, établissements industriels, stocks, actions, valeurs, marchandises et autre propriété, et généralement prêter et avancer de l'argent à telles personnes et sous tels termes et

Letters patent

"Bishop, Read & Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1928, incorporating: Francis Curzon Dobell, advocate, Francis George Bush, manager, Herbert William Jackson, accountant, Alexander Gordon Yeoman and Clifford George Meek, law clerks, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as investors, capitalists, financiers, concessionaries, brokers and agents, and to undertake and carry on and execute all kinds of financial, commercial, trading and other operations, and to carry on any other business which may seem to be capable of being conveniently carried on in connection with any of these objects, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or facilitate the realization of or render profitable any of the company's property;

To subscribe for, conditionally or unconditionally, to underwrite, sell on commission or otherwise, take, hold, deal in and convert stocks, shares and securities of all kinds, and to enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, reciprocal concessions or co-operation with any person, partnership or company and to promote and aid in promoting and to organize companies, syndicates or partnerships of all kinds for the purpose of acquiring any property or any undertaking and liabilities of this or any other company, or of advancing directly or indirectly the objects thereof or for any other purpose which this company may think expedient;

To invest money at interest on the security or freehold and leasehold lands, mines, plantations, factories, industrial establishments, stocks, shares, securities, merchandise and other property, and generally to lend and advance money to such persons and upon such terms and subject

sujet à telles conditions qui sembleraient avantageux;

Acheter, vendre, améliorer, administrer, faire valoir, disposer et trafiquer de terrains, mines, plantations, manufactures, établissements industriels, valeurs, actions, valeurs, marchandises et autres propriétés sur la garantie desquels des avances ont été faites par la compagnie et, en ce qui concerne les terrains, en développer les ressources en nettoyant, drainant, faisant des plantations, construisant ou améliorant, minant, vendant ou érigeant des travaux publics et autres accommodations, et généralement exercer toute autre commerce, manufacturier ou autrement, qui pourrait être exercé convenablement, conjointement avec aucun des objets de la compagnie;

Recevoir de l'argent en dépôt, à intérêt ou autrement, et avancer et prêter de l'argent et des valeurs de toutes sortes, sous telles conditions qui pourraient être fixées;

Prendre part à l'administration, à la surveillance ou au contrôle des affaires ou opérations de toute compagnie ou entreprise, et, à cette fin, nommer et rémunérer toutes personnes, comptables ou autres experts ou agents;

Employer des experts pour faire des recherches sur et examiner les conditions, les projets, les valeurs, le caractère et les circonstances de toute maison d'affaires et de toute entreprise, et généralement, de tous biens, propriété ou droits;

Transiger ou exercer toutes sortes d'opérations d'agences et, en particulier, agir comme agents pour le placement, le prêt, le paiement, la transmission et la collection d'argent, pour le transfert de bons, débiteures ou actions ou autres valeurs et pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement, l'administration de propriété, comprenant des maisons d'affaires et les entreprises, et généralement transiger et se charger de toutes espèces d'affaires d'agence, que ce soient des affaires commerciales, industrielles ou des affaires financières;

Exercer aucune autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec le commerce de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens, droits ou produits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Demander, acheter, ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis au sujet de ou rendre profitables les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage ou les faire valoir autrement;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous biens mobiliers et immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements et de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie

to such conditions as may seem expedient;

To buy, sell, improve, manage, turn to account, dispose of and deal in land, mines, plantations, factories, industrial establishments, stocks, shares, securities, merchandise and other property on the security of which any advances shall have been made by the company, and as regards lands, to develop the resources thereof by cleaning, draining, planting, building or improving, mining, selling or constructing public works and conveniences and generally to carry on any business, manufacturing or otherwise, which can be conveniently carried on in connection with any of the company's objects;

To receive money or deposit at interest or otherwise, and to advance and lend money and assets of all kinds upon such terms as may be arranged;

To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking, and for that purpose to appoint and remunerate any persons, accountants or other experts or agents;

To employ experts to investigate and examine into the condition, prospects, value, character and circumstances of any business concerns and undertakings and generally of any assets, property or rights;

To transact or carry on all kinds of agency business, and in particular to act as agents for the investment, loan, payment, transmission and collection of money, for the transfer of bonds, debentures, shares or other securities and for the purchase, sale and improvement, development and management of property, including business concerns and undertakings, and generally to transact and undertake all kinds of agency business, whether in respect of commercial, industrial or financial matters;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company; and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the

que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire dans une ou plusieurs compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet qui semblera susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie, garantir aussi le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt des actions, parts, obligations, débetures et autres titres, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins semblables, avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds à, garantir les contrats de ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'actions dans le capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions-débetures ou toutes autres valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures, ou d'autres valeurs ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer aucune partie de l'actif de la compagnie entre ses membres, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus de la compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre ou autrement disposer de l'industrie, des propriétés ou des entreprises de la compagnie, en tout ou en partie, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs

company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To distribute any assets of the company among its members by way of dividends legally declared out of the surplus of the company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other

d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et à la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital, ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débetures, actions hypothécaires ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Bishop, Read & Company";

Le capital-actions de la compagnie consistera en mille (1,000) actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie exercera son industrie est de cinq mille piastres (\$5,000.00);

L'émission et la répartition de telles actions sans valeur au pair ou nominale seront faites pour telle considération qui sera fixée de temps à autre par le bureau de direction de la compagnie.

Il est ordonné que:

a. Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt, non compris les employés actuels et les anciens employés de la compagnie;

b. Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions;

Les actions de la compagnie ne seront pas transférables sans le consentement de la majorité des directeurs, démontré par une résolution passée par eux et enregistrée dans les livres de la compagnie, pourvu que tel consentement ne soit pas déraisonnablement refusé.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mai 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2841 ALEXANDRE DESMEULES.

"Brière & Bisson, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de mai 1928, constituant en corporation: Alphonse Bisson, de Lennoxville, Léon Brière, Alphonse Matagne, de Sherbrooke, tous mécaniciens, dans les buts suivants:

Faire soit par soumission, à forfait, à la pièce ou à la journée, ou de toute autre manière, tout ouvrage en fer, acier, pierre, ciment, béton, bois, terre, macadam et généralement toutes constructions, structures, escaliers de tous genres et de toutes espèces;

Agir comme principal ou agent, entrepreneurs généraux ou sous-entrepreneurs et en toutes autres qualités ou titres;

company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay all of any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to, or any money borrowed for the purposes of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Bishop, Read & Company";

The capital stock of the company shall consist of one thousand (1,000) shares without nominal or par value, and the amount with which the company will carry on its business is five thousand dollars (\$5,000.00);

The allotment and issue of such shares without nominal or par value shall be made for such consideration as may be fixed from time to time by the Board of Directors of the company.

It is to be ordained that:—

a. The number of shareholders of the company shall be limited to twenty, exclusive of employees and past employees of the company;

b. Any invitation to the public to subscribe for shares of the company shall be prohibited;

The shares of the company shall not be transferable without the consent of the majority of the directors, evidenced by a resolution passed by them and recorded in the books of the company, provided that such consent be not unreasonably withheld.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of May, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
2842 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Brière & Bisson, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of May, 1928, incorporating: Alphonse Bisson, of Lennoxville, Léon Brière, Alphonse Matagne, of Sherbrooke, all mechanics, for the following purposes:

To carry on either by tender, by the job, piece or day work or in any other manner, every kind of iron, steel, stone, cement, concrete, wood, earth and macadam works and generally any kind of buildings, structures, stairways of all sorts;

To act as principal or agent, general or sub-contractors, or in any other quality or under any title;

Se livrer aux opérations de construction de toute manière et d'entreprises de toutes catégories et descriptions;

Faire l'achat, la vente, la préparation, la fabrication, l'utilisation et l'installation de matériaux de construction, de machineries et outillages de tous genres;

Exercer l'industrie de constructeurs et entrepreneurs ainsi que de fournisseurs de matériaux en décorations;

Faire affaires comme entrepreneurs, constructeurs, importateurs, exportateurs, manufacturiers, commerçants et exécuter généralement sous toutes ses formes le commerce de manufacturier et négociants, en gros et en détail, du bois, acier, fer, métal quelconque, couvertures et autres matériaux qui peuvent servir directement ou indirectement aux manufacturiers, entrepreneurs, constructeurs ou couvreurs, avec pouvoir d'agir comme agents pour d'autres personnes ou corporations exerçant une industrie semblable, exercer aussi tout autre commerce de même nature ou se rattachant au précédent;

Posséder, construire, exécuter, faire, outiller, améliorer, exploiter, développer, administrer, gérer, louer, céder à bail, contrôler des constructions, structures et commodités de toute sorte, d'ordre public ou privé, expression dont le sens général n'est d'aucune manière limité par ce qui précède;

Acheter, louer, détenir, acquérir, vendre tout commerce de même nature que celui exercé par la compagnie et notamment acquérir, assumer, exploiter les affaires, les entreprises, les contrats, les propriétés immobilières et mobilières ainsi que l'actif et le passif de toute industrie identique, en payer le prix en parts acquittées ou en capitaux, en obligations ou autrement;

Acheter, détenir, posséder ou autrement acquérir tous meubles ou immeubles appartenant à des corporations ou compagnies quelconques ou à toutes personnes ou individus;

Payer à même les fonds de la compagnie le coût de l'organisation et de l'incorporation de la compagnie;

Payer toutes dettes ou tous comptes de la compagnie ainsi que tous services rendus à la compagnie ou requis par elle, ou pour toute acquisition de meubles ou d'immeubles par la compagnie, en actions libérées de la compagnie ou partie en actions libérées et partie en deniers ou en deniers seulement;

Vendre, louer, céder à bail ou autrement aliéner la totalité ou aucune partie de l'entreprise de la compagnie en considération de ce qu'elle jugera avantageux ou s'unir à aucune personne, société ou corporation exerçant un commerce dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie pour les conditions, stipulations et prix estimés convenables, et, en paiement d'icelles, accepter au lieu de numéraire, des parts entièrement acquittées et non sujettes à appel, des bons, des débetures ou d'autres valeurs d'aucune compagnie;

Tirer, faire accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissaires, des lettres de crédit, des connaissements, des traites, chèques, débetures et d'autres instruments négociables et transférables;

Emprunter sur le crédit de la compagnie, émettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels bons,

To carry on building operations in any manner and undertakings of any category and description;

To carry on the buying, sale, preparation, manufacture, utilization and installation of building materials, machinery and equipment of any kind;

To carry on business as builders and contractors and also purveyors of decoration materials;

To carry on business as contractors, builders, importers, exporters, manufacturers, dealers, and generally carry on, under all its forms, a wholesale and retail business as manufacturers and merchants in lumber, steel, iron, metal of any kind, roofing and other materials which, directly or indirectly, may be used by manufacturers, contractors, builders or roofers, with power to act as agents for other persons or corporations carrying on a similar business; to carry on also any other business of the same kind or connected with the business aforesaid;

To possess, construct, execute, make, equip, improve, develop, manage, conduct, lease, give on lease, control buildings, structures and commodities of every kind, whether public or private, the generality of which expression shall in no wise be limited by the foregoing;

To buy, lease, hold, acquire, sell any business of a like nature to that carried on by the company; and especially to acquire, assume, exploit the affairs, undertakings, contracts, immovable and movable property and also the assets and liabilities of any similar business and to pay therefor in paid up shares or stock, bonds or otherwise;

To purchase, hold, own or otherwise acquire any movables or immovables belonging to any corporations or companies whatever or to any persons or individuals;

To pay out of the funds of the company the cost of the organization and incorporation of the company;

To pay all the company's debts or accounts and also for any services rendered to or required by the company or for the acquisition of movable or immovable property by the company, with fully paid up shares of the company, or partly in paid up shares and partly in cash, or in cash only;

To sell, lease, give on lease or otherwise alienate the whole or any part of the company's undertaking for such consideration as may be deemed advantageous or to amalgamate with any person, firm or corporation carrying on a business the objects of which are in whole or in part similar to those of the present company, on and for such conditions, stipulations and price as may be deemed expedient, and to accept as payment therefor, instead of cash, fully paid up and non-assessable shares, bonds, debentures or other securities of any other company;

To draw, make accept, endorse, discount, pay and issue promissory notes, letters of credit, bills of lading, drafts, cheques, debentures and other negotiable or transferable instruments;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, obligations or other securities of the company and to give as security or sell the same for any sum deemed suitable; to hypothecate or give as security the immovables or give as security the movable property of the company or to give both as security to insure the payment of such bonds, obligations and of any

obligations, et de tout emprunt de deniers fait pour les fins de la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété foncière et personnelle, aucuns droits, options ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux objets de son commerce et particulièrement des machines, outillages et fonds de commerce;

Emettre des actions de la compagnie en paiement de la propriété acquise par elle ou, avec l'approbation des actionnaires, des services rendus à la compagnie, y compris les services rendus aux promoteurs en rapport avec la constitution ou l'organisation de la compagnie ou pour des franchises, options, contrats ou autres droits, bénéfices ou privilèges;

Les pouvoirs contenus dans chacun des paragraphes de la présente requête ne sont pas limités ni restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe sous le nom de "Brière & Bisson, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de mai, 1928.

2843 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

loan of money made for the purposes of the company;

To purchase, take on lease or in exchange, lease or otherwise acquire any real estate or personal property, any rights, options or privileges which the company may deem necessary or advantageous for the purposes of its business and particularly machinery, equipment and stock-in-trade;

To issue shares of the company as payment for property acquired by the company, or, with the approval of the shareholders, for services rendered to the company, including the services rendered by the promoters in connection with the incorporation or organization of the company or for franchises, options, contracts or other rights, benefits or privileges;

The powers contained in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Brière & Bisson, Limitée", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, in the district of St. Francis.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of May, 1928.

2844 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"Bryce Gold Mines Syndicate, Inc." (No personal liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mai, 1928, constituant en corporation: Delphé Maranda, contracteur, Romuald Blouin, courtier, Lucien Moraud, avocat et Conseil du Roi, tous de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption ou tout intérêt en ces droits ou propriétés; des appareils mécaniques, des brevets d'inventions ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celle dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques ou autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la loi des mines, chapitre 80, de Québec, en la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie pour ses employés ou ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, et affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

"Bryce Gold Mines Syndicate, Inc." (No personal liability)

Notice is hereby given that under the Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the fifth day of May, 1928, incorporating: Delphé Maranda, contractor, Romuald Blouin, broker, Lucien Moraud, advocate and King's Counsel, all of Québec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever and sell or otherwise dispose thereof;

Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interests therein, mechanical contrivances, patent rights of invention or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

Build, maintain and exploit, upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

Exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Québec Mining Act (Chap. 80) in the manner therein prescribed;

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émises par une compagnie minière et les garder ou en disposer;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant toute industrie ou commerce que peut exercer une compagnie constituée en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, et les payer en tout ou en partie, si elle le désire, par la remise d'actions libérées, et assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions, sous le nom de "Bryce Gold Mines Syndicate, Inc." (No personal liability) avec un capital total de cinq cent mille dollars (\$500,000.00), divisé en cinquante mille (50,000) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mai 1928.

Le sous-secrétaire de la province,
2845 C.-J. SIMARD.

Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which a company incorporated under the Quebec Mining Companies' Act may exercise or carry on, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid up shares, and undertake the debts and charges of the same;

Do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "Bryce Gold Mines Syndicate, Inc." (No Personal Liability), with a total capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into fifty thousand (50,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of May, 1928.

C. J. SIMARD,
2846 Assistant Provincial Secretary.

"Carling Distributing, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mai 1928, constituant en corporation: Léo MacKay, J.-Howard St-George, comptables, demeurant à Ottawa, Ontario, Reine-Aimée Larose, sténographe, fille majeure, demeurant à Hull, Québec, pour les fins suivantes:

Faire, sous toutes ses formes, le commerce de manufacturiers, producteurs, importateurs, exportateurs, en gros et en détail, sans limitation quant à la classe des produits et marchandises;

Faire affaires comme marchands, scit en gros ou en détail ou les deux;

Etablir, maintenir et conduire une agence générale comme négociants, commissionnaires et courtiers;

Faire seuls ou avec d'autres toutes les choses nécessaires pour l'exercice des dits commerces;

Faire seuls ou avec d'autres toutes les choses qui sont directement ou indirectement pour le meilleur intérêt de la compagnie;

Payer les services de toute personne en donnant des actions de cette compagnie ou toute autre propriété de la compagnie;

Acquérir par achat, location, échange ou autrement et détenir, et jouir et louer, vendre et échanger ou autrement disposer de terrains et édifices et propriétés à bail ou de tous droits en iceux; et y ériger sur tels terrains et ailleurs des édifices, entrepôts et travaux de toutes sortes;

Solliciter, obtenir, acheter, louer ou autrement acquérir et vendre, louer et disposer, en tout ou en partie, de brevets d'invention, améliorations ou procédés, marques de fabriques, noms de commerce, droits d'auteurs ou tous droits, titres ou intérêts en iceux;

Se fusionner avec toute autre compagnie exerçant un commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou tout commerce semblable;

Emettre et répartir comme entièrement libé-

"Carling Distributing, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1928, incorporating: Leo MacKay, J. Howard St-George, accountants, residing at Ottawa, Ontario, Reine Aimée Larose, stenographer, spinster, residing at Hull, Quebec, for the following purposes:

To carry on any or all lines of business as manufacturers, producers, importers, exporters, wholesale or retail, without limitation as to class of products or merchandises;

To carry on the business of merchants, either wholesale or retail or both;

To establish, maintain and conduct a jobbing, commission, brokerage and general agency business;

To do alone or with others everything necessary to carry on above said business;

To do alone or with others everything which is directly or indirectly in the best interest of the Company;

To pay the services of anyone by giving shares in the Company or any other property of the Company;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, and to hold and enjoy and to lease, sell and exchange or otherwise dispose of lands and buildings and leaseholds, or any right therein, and to erect thereon and elsewhere buildings, warehouses and works of every class;

To apply for, obtain, purchase, lease or otherwise acquire, and to sell, lease and dispose of in whole or in part any patents of invention, improvements or processes, trade-marks, trade names, copyrights or any rights, title or interest therein;

To amalgamate with any other company carrying on business which this Company is authorized to carry on or any business similar thereto;

To issue and allot as fully paid up the whole or

rées la totalité ou toute portion du capital-actions de la compagnie en paiement ou paiement partiel de toute propriété quelconque, soit réelle ou personnelle, acquise par la compagnie, et particulièrement, sans limiter la généralité des termes susdits, de tout commerce, franchise, entreprise, terrain, édifice, matériel, droits, pouvoirs, privilèges, bail, permis, brevets, inventions, actions, titres, débetures, valeurs, actif ou autres biens ou droits acquis par la compagnie;

Acquérir par achat, gage ou autrement et vendre, échanger ou autrement disposer des actions, titres, débetures ou valeurs de toute corporation et, durant la détention de ces valeurs, exercer tous les droits, privilèges et pouvoirs de propriété qui leur appartiennent et qui lui sont attachés, y compris le droit de voter pour telles valeurs et promouvoir aucune telle compagnie;

Placer les argents de la compagnie de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

Distribuer en espèces ou autrement, comme dividendes légalement déclarés à même le surplus de la compagnie ou de la manière énoncée dans l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, toute partie de l'avoir de la compagnie entre ses membres et particulièrement toutes actions, obligations, débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou de toute portion des biens de la compagnie ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou toute partie de l'actif et du passif de cette compagnie;

Payer à même les fonds de la compagnie tous les frais et dépenses qui se rattachent à l'incorporation et l'organisation de la compagnie;

En résumé, et sans limiter la généralité des pouvoirs susdits, faire toutes les choses, et exercer tout commerce qui sembleront nécessaires ou utiles pour la réalisation des fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Carling Distributing, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Hull, dans le district de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de mai 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2847 ALEXANDRE DESMEULES.

"Gaspé Sea Products, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de mai 1928, constituant en corporation: Meinart-A. Wick, Capitaine, de Anse à Beaufils, Comté de Gaspé, Paul Guertin, agent financier, et Mademoiselle Adrienne Tremblay, sténographe, de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, fabriquer de la farine de poisson (fishmeal), de l'huile de foie de morue et autres sous-produits de l'industrie de la pêche;

Acheter, vendre, mettre en conserves du poisson et toutes sortes d'autres produits alimentaires;

Opérer des bateaux et faire le commerce de la navigation en général;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens et des droits de la Compagnie ou les rendre profitables;

any portion of the capital stock of the Company in payment or part payment for any property whatsoever, whether real or personal, acquired by the Company and in particular, without limiting the generality of the foregoing, for any business, franchise, undertaking, lands, buildings, plant, right, power, privilege, lease, license, patent, invention, shares, stocks, debentures, securities, assets or other property or rights acquired by the Company;

To acquire by purchase, pledge or otherwise, and to sell, exchange or otherwise dispose of the shares, stock, debentures or securities of or in any corporation, and while holding the same, to exercise all the rights, privileges and powers of ownership thereof and incidental thereto, including the right to vote thereon and to promote any such company;

To invest the moneys of the Company in such a manner as may from time to time be determined;

To distribute, in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus of the Company, or in the manner set out in Sec. 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the Company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the Company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this Company;

To pay out of the funds of the Company all costs and expenses of and incidental to the incorporation and organization of the Company;

In summary and without limiting the generality of the above powers, to do all things and carry on any business which may be deemed necessary and useful for the attainment of the purposes for which the Company was incorporated, under the name of "Carling Distributing, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the Company will be at Hull, in the district of Hull.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of May, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
2848 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Gaspé Sea Products, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of May, 1928, incorporating: Meinart A. Wick, captain, of Anse à Beaufils, county of Gaspé, Paul Guertin, financial agent, and Miss Adrienne Tremblay, stenographer, of the city of Quebec, for the following purposes:

To purchase, sell, manufacture fishmeal, cod liver oil and other by-products of the fishing industry;

To purchase, sell, can fish and any other kind of foodstuffs;

To operate boats and carry on the navigation business in general;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property and rights;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la Compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la Compagnie;

Acquérir par achat, location échange, octroi, concessions ou autre titre légal, et détenir et posséder des terrains, biens fonds et immeubles de toute description, nécessaires ou utiles pour fins commerciales de la Compagnie, et y ériger des édifices, et les vendre, louer transporter, échanger, hypothéquer ou autrement en disposer;

Garantir et donner des garanties et se porter garants du paiement des franchises que la Compagnie pourra légalement acquérir et payer pour des services rendus et à rendre à la Compagnie, en actions entièrement acquittées, obligations, débetures ou autres valeurs de la Compagnie;

Hypothéquer ou grever la propriété immobilière de la Compagnie ou donner en garantie ou autrement affecter la propriété immobilière ou donner toutes telles garanties, pour garantir le paiement de prêts faits autrement que par l'émission de débetures, ainsi que le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat, ou obligations de la Compagnie;

Vendre ou céder l'entreprise de la Compagnie ou une partie quelconque de la dite entreprise pour la compensation que la Compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente Compagnie;

Donner pour acquisition de droits, de meubles, d'immeubles, de fonds de commerce ou pour services rendus, comme prix ou partie du prix, des actions entièrement acquittées de son capital-actions;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets susdits;

Se faire administrer par un bureau de direction composé de cinq membres, mais sans qu'il soit nécessaire d'élire les cinq directeurs à la première assemblée générale des actionnaires, sous le nom de "Gaspé Sea Products, Limited".

Le capital-actions de la Compagnie est divisé en trois mille actions sans valeur au pair ou nominale et en trois cents actions privilégiées de cent dollars chacune, et le montant avec lequel la Compagnie commencera ses opérations est de dix-huit mille dollars.

Le privilège attaché aux dites actions privilégiées sont les suivants:

Elles auront droit de priorité sur les actions ordinaires pour le capital et le dividende;

Elles auront droit à un dividende cumulé de 8% par année;

Elles n'auront pas le droit de vote.

La Compagnie se réserve le droit de racheter une partie ou toutes ces actions privilégiées au prix de cent cinq dollars chacune et l'intérêt couru, à n'importe quelle date après le 1er mai 1933.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de mai, 1928.

Le sous-secrétaire de la province,
2849 C.-J. SIMARD.

"J.-A. Francœur & Compagnie, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or other legal title, and to hold and own lands, real estate and immovables of every description, necessary or useful for the commercial purposes of the company, and thereon to erect buildings and to sell, lease, rent, convey, exchange, hypothecate, dispose of the same;

To guarantee and give security for and to become responsible for the payment of franchises which the company may legally acquire, and to pay for services rendered or to be rendered to the company in fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company;

To hypothecate or mortgage the immovable property of the company or pledge or otherwise affect the immovable property, or give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

To sell or dispose of the undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To give as payment or part payment for the acquisition of rights, movables, immovables, stock-in-trade or for services rendered, fully paid up shares of its capital stock;

To do any other things connected with or conducive to the realization of the objects aforesaid;

To be managed by a Board of Directors composed of five members, but without its being necessary to elect the five directors at the first general meeting of the shareholders, under the name of "Gaspé Sea Products, Limited".

The capital stock of the company shall be divided into three thousand shares without par or nominal value and into three hundred preferred shares of one hundred dollars each, and the amount with which the company will begin its operations shall be eighteen thousand dollars.

The privileges attached to the said preferred shares are the following:

They shall be entitled to priority over the common shares both as to capital and dividend:

They shall be entitled to a cumulative dividend of 8% per annum;

They shall not have a right to vote.

The company shall reserve the right to redeem part or the whole of such preferred shares at a price of one hundred and five dollars each and accrued interest, at any date after the 1st of May, 1933.

The head office of the company will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of May, 1928.

C. J. SIMARD,
2850 Assistant Provincial Secretary.

"J.-A. Francœur & Compagnie, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the third day of

troisième jour de mai, 1928, constituant en corporation: Auguste Mathieu, Edward-Mortimer Macdonald, Jr., avocats, et George Noel, comptable, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et la fabrication des matériaux de plomberie, de ferblanterie, d'appareils de système de chauffage, de couvertures et de tous matériaux et articles servant à la construction, faire le commerce de tels objets fabriqués ou non par la compagnie et agir comme entrepreneurs plombiers et entrepreneurs généraux en constructions;

Exercer toute industrie ou faire tout commerce semblable connexe aux précédents et que la compagnie jugerait susceptible d'être exercé convenablement en rapport avec son autre industrie et son autre commerce;

Importer, exporter, manufacturer, produire, échanger tous produits, marchandises, articles et effets en rapport avec le dit commerce et la dite industrie, et tout matériel brut qui peut être requis à cette fin et relativement au dit commerce, et agir comme agents pour les manufacturiers, les producteurs et les marchands d'articles semblables;

Solliciter, acheter, ou autrement acquérir des patentes, brevets d'inventions, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif, à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtra susceptible de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Eriger, acheter ou autrement acquérir des usines, machines ou fabriques pour la fabrication de tous produits qui peuvent servir pour aucune des fins ou aucun des objets de la compagnie;

Acquérir par achat, location, échange ou autrement, des lots de terre urbains ou ruraux, et toute description de biens-fonds et de propriétés mobilières ou immobilières ou de tous intérêts ou droits sur iceux, légaux ou équitables ou autres, de quelque nature qu'ils soient; prendre, bâtir, détenir, posséder, maintenir, exploiter, développer, vendre, louer, échanger, améliorer ces terrains, terres, emplacements, immeubles et propriétés ou tout intérêt en iceux, ou autrement faire le commerce et en disposer;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement ces dites personnes ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter

May, 1928, incorporating: Auguste Mathieu, Edward Mortimer MacDonald, Junior, advocate, and George Noel, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and the manufacture of plumbing and tinware materials, heating system apparatus, roofing and any other materials and articles used in construction work, to deal in such objects, manufactured or otherwise by the company, and to act as master-plumbers and general building contractors;

To carry on any trade or exercise any similar business in connection with the foregoing and which the company may deem capable of being suitably carried on in relation with its other trade and other business;

To import, export, manufacture, produce, exchange any products, merchandise, goods and wares in connection with the said business and the said trade, and any raw material which may be required for such purpose and relating to the said business, and act as agents for the manufacturers, producers and merchants of similar wares;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company;

To erect, purchase or otherwise acquire workshops, machines or factories for the manufacture of any products which may be used for any of the purposes or any of the objects of the company;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, urban or rural lots of land and any description of real estate and moveable or immoveable property or any rights or interests therein, legal or equitable or other, of any nature whatever; to take, build, hold, own, maintain, exploit, develop, sell, lease, exchange, improve such lots, lands, emplacements, immoveables and property or any interests therein or otherwise deal in and dispose thereof;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession, or for any other similar purposes, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the present company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the present company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to

directement ou indirectement à la présente compagnie; benefit the company;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie, ou de la conduite de ses opérations;

Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie, et les donner en garantie ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, nantir, ou gager les propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, appartenant à la compagnie pour garantir toutes obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre, ou autres obligations pour lesquelles cette compagnie est responsable, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "J.-A. Francœur & Compagnie, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en cent (100) actions de quatre cent quatre-vingt-dix piastres (\$490.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de mai, 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2851 ALEXANDRE DESMEULES.

"James Thom & Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mai 1928, constituant en corporation: John-Norman Thom, commis de banque, James-Burnett Taylor, gérant, et Paul-Henry Hecht, comptable, et Berthe Maysenhoelder, sténographe, fille majeure et usant de ses droits, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer les métiers d'entrepreneurs, constructeurs, couvreurs, importateurs, commerçants et manufacturiers de béton, ciment, asphalte, métal en feuilles, préparations pour toitures et tous autres matériaux qui sont employés directement ou indirectement par des entrepreneurs, constructeurs ou couvreurs;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement, de toute personne, firme ou compagnie, la totalité ou partie des propriétés et affaires de tout commerce en tout ou en partie semblable à celui de la présente compagnie, avec ou sans les terrains et édifices destinés à son exploitation et tout son actif en général, et les payer en deniers ou en obligations; ou en actions libérées de la compagnie;

Bâtir et exploiter aucun des immeubles détenus ou acquis par la compagnie, et tous les édifices qui peuvent être jugés nécessaires;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue or other obligations for which the company is responsible, or any money borrowed for the purposes of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of "J. A. Francœur & Compagnie, Limitée", with a total capital-stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into one hundred (100) shares of four hundred and ninety dollars (\$490.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of May, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
2852 Acting Assistant Provincial Secretary.

"James Thom & Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1928, incorporating: John Norman Thom, bank clerk, James Burnett Taylor, manager, and Paul Henry Hecht, accountant, and Berthe Maysenhoelder, stenographer, *fille majeure et usant de ses droits*, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors, builders, roofers, importers, dealers in and manufacturers of concrete, cement, asphalt, sheet metal, roof preparations and all other materials which can be used directly or indirectly by contractors, builders or roofers;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any person, firm or company, the whole or part of the property and affairs of any business in whole or in part similar to that of the present company, with or without the lands and buildings intended for its exploitation and all its assets in general, and to pay therefore in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To build and exploit, on any immovables held or acquired by the company, any buildings which may be deemed expedient;

Vendre, échanger ou louer ou autrement aliéner ou disposer de la totalité ou d'aucune des propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie, faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie, émettre des obligations et débetures et gager, hypothéquer ou nantir les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie, ou les deux, pour garantir ces obligations, débetures et toute somme d'argent ainsi empruntée;

Acquérir, détenir, vendre et transporter des actions et débetures de toute compagnie ou corporation et toutes sortes de propriétés immobilières;

Et généralement faire et exécuter tous les actes et toutes les choses qui peuvent être utiles ou avantageux pour mener à bien la totalité et aucun des objets susdits;

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt, non compris les employés actuels et les anciens employés qui peuvent être actionnaires de la compagnie ou qui ont continué de l'être après avoir quitté son emploi, et il ne sera fait aucun appel au public pour faire souscrire les actions de la compagnie, sous le nom de "James Thom & Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de mai 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2853 ALEXANDRE DESMEULES.

"La Renardière Pasteur, Limitée.—The Pasteur Fox's Burrow, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'avril 1928, constituant en corporation: Olivier Prud'homme, comptable, du village de la Côte Saint-Luc, Antoine Prud'homme, vulpicauteur, Charles-Edouard Tremblay et Achille-Donat Tremblay, comptables, ces trois derniers de Laval-des-Rapides, dans les buts suivants:

Exercer le commerce des pelleteries sous toutes ses formes, faire principalement l'élevage du renard et des autres animaux à fourrure sauvages ou domestiques;

Garder, pensionner, posséder, acquérir, vendre et échanger de toutes manières et à quelques prix que ce soit, des renards et autres animaux à fourrure domestiques ou sauvages;

Eriger, construire des édifices, travaux, machineries et manufacturer tout ce qui est susceptible d'être manufacturé et de faire tout commerce en rapport avec les objets de ladite compagnie;

Acquérir toutes marques de commerce, dessins, industrie, brevets, droits de brevets, patentes, privilèges et autorisations, pour et relativement à toute invention jugée utile à la compagnie, et vendre, louer et aliéner les dites marques de commerce, dessins, industries;

Détenir et posséder des actions et valeurs dans toute autre compagnie exerçant un commerce de même nature, ou les vendre ou les négocier autrement;

Etre partie à toute convention pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques, et pour toutes autres fins avec toute personne ou

To sell, exchange or lease or otherwise alienate or dispose of all or any of the movable and immovable property of the company, to borrow on the credit of the company, issue bonds and debentures and pledge, hypothecate or mortgage the movable and immovable property of the company, or both, to guarantee such bonds, debentures and any money thus borrowed;

To acquire, hold, sell and transfer shares, debentures of any company or corporation and all kinds of immovable property;

And generally to do and execute any acts and anything capable of being useful and advantageous for the carrying out of all and any of the aforesaid objects;

The number of shareholders shall be limited to twenty, exclusive of the present and past employees who may be shareholders of the company, and who have continued so to be after leaving its employ, and no appeal shall be made to the public to subscribe for shares of the company, under the name of "James Thom & Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of May, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
2854 Acting Assistant Provincial Secretary.

"La Renardière Pasteur, Limitée.—The Pasteur Fox's Burrow, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of April, 1928, incorporating: Olivier Prud'homme, accountant, of the village of Côte St. Luc, Antoine Prud'homme, fox-breeder, Charles-Edouard Tremblay, and Achille Donat Tremblay, accountants, the three latter of Laval des Rapides, for the following purposes:

To carry on a fur business in all branches thereof, and especially to carry on the breeding of foxes of all kinds and of any other wild or tame animals;

To keep, feed, hold, acquire, sell and exchange in any manner and for any price whatever, all kinds of foxes and other wild or tame animals;

To erect and contract buildings, works, machinery and manufacture anything capable of being manufactured and carry on any business in connection with the objects of the said company;

To acquire any trade marks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, privileges and authorizations for or in respect of any inventions which may be useful to the company, and to sell, lease or alienate the said trade-marks, designs, undertakings;

To hold and own shares and securities in any other company carrying on business of a like nature and to sell or otherwise deal with the same;

To enter into any agreements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions and for any other purposes with any person or company carry-

compagnie exerçant ou ayant entrepris, ou sur le point d'entreprendre tout commerce ou toute transaction que la compagnie, dont la formation est présentement projetée, a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre, et prendre ou acquérir autrement des actions ou valeurs d'aucunes telles compagnies, et les vendre, détenir, revendre avec ou sans garantie ou les négocier autrement;

Acquérir de toute personne, société ou corporation, tout commerce de même nature ou qui se rattache au commerce sus-indiqué et émettre des actions entièrement libérées en paiement intégral ou partiel de son prix d'achat;

Prendre et acquérir ou détenir des garanties de toute nature et espèces mobilières ou immobilières, pour dettes, engagements ou obligations envers la compagnie, contractés ou qui seront contractés relativement aux fins et objets de la compagnie;

Émettre des actions libérées communes ou préférentielles, des actions-obligations, bons ou autres valeurs de la compagnie, en paiement total ou partiel de toutes propriétés mobilières ou immobilières qui peuvent être acquises par la compagnie ou pour tous services rendus, ou à être rendus à la compagnie, ou en paiement ou en vue de paiement pour règlement de dettes ou obligations dues par la compagnie ou pour toutes autres fins de la compagnie;

Emprunter sur le crédit de la compagnie toutes sommes nécessaires pour les fins de son commerce, et hypothéquer pour garantir les emprunts de la compagnie, tout ou partie de l'actif des meubles et immeubles, dettes de livres, achalandage de la compagnie;

Émettre des bons ou débetures ou donner en garantie ou nantissement, suivant le cas, en faveur d'un ou plusieurs fiduciaires, tout ou partie des biens meubles et immeubles, achalandage, crédits et actif de la compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées ci-haut en qualité de propriétaire direct ou autrement, et soit séparément ou conjointement avec d'autres;

Et pour les fins ci-dessus indiquées, faire tous actes ou toutes opérations qui ont rapport à l'élevage et à l'entretien des renards aussi bien qu'à l'achat, la vente et l'échange des renards, et à tous genres d'opérations se rapportant directement ou indirectement au commerce que les dits requérants ont l'intention d'exploiter, sous le nom de "La Renardière Pasteur, Limitée—The Pasteur Fox's Burrow, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Laval-des-Rapides, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour d'avril 1928.

Le sous-secrétaire de la province,
2855 C.-J. SIMARD.

"Les Ingénieurs Associés, Limitée.—Associated Engineers, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de mai 1928, constituant en corporation: Henri Labrecque, Ingénieur Civil, Gustave Papineau, Ingénieur et Arpenteur, et Maxime Cailloux, Ingénieur Civil, tous des cité et district de Montréal, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaires comme constructeurs de char-

ing on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, and to take or otherwise acquire shares or securities of any such companies, and to sell, hold, re-sell with or without guarantee or otherwise deal with same;

To acquire from any person, firm or corporation any business of a like nature or incidental to the foregoing and to issue fully paid up shares in payment or part payment of the purchase price thereof;

To take, acquire and hold securities of any nature or kind, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the company, incurred or to be incurred in respect to the purposes and objects of the company;

To issue paid up shares, common or preferred, debenture-stock, bonds or other securities of the company in whole or part payment for any moveable or immovable property which may be acquired by the company or for any services rendered or to be rendered to the company, or in payment or in view of payment for settlement of debts or liabilities due by the company or for any other purposes of the company;

To borrow upon the credit of the company any sums which may appear necessary for the purposes of its business and to hypothecate, to secure any such loans, the whole or part of the assets, moveable and immovable, book-debts and good-will of the company;

To issue bonds or debentures or give as security or pledge, as the case may be, in favor of one or more trustees, all or part of the movable and immovable property, good-will, credits and assets of the company;

To do all or any of the hereabove enumerated things as direct proprietors or otherwise and either alone or jointly with others;

And for the hereabove mentioned purposes, to do all things or operations connected with the breeding and maintenance of foxes as well as for the purchase, sale and exchange of foxes and any kind of operations relating directly or indirectly to the business which the petitioners have the intention to carry on, under the name of "La Renardière Pasteur, Limitée—The Pasteur Fox's Burrow, Limited", with a total capital-stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Laval des Rapides, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of April, 1928.

C. J. SIMARD,
2856 Assistant Provincial Secretary.

"Les Ingénieurs Associés, Limitée.—Associated Engineers, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1928, incorporating: Henri Labrecque, civil engineer, Gustave Papineau, engineer and surveyor, and Maxime Cailloux, civil engineer, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as metal framework con-

pentés métalliques, inspecteurs de bâtisses ou de travaux quelconques, estimateurs de quantités ou de matériaux quelconques, spécialistes en tous genres de travaux de construction en béton armé ou en ciment, contracteur en construction de quelque forme ou façon que ce soit;

Faire affaires comme entrepreneurs généraux pour la construction ou l'aménagement de travaux ou bâtiments, tant publics que autres, pour tous travaux d'une nature mécanique, hydraulique ou autre, y compris tous les travaux où entrent ou s'appliquent toutes forces, énergie, puissance, soit de la nature, soit de l'industrie, et à quelque titre que ce soit;

Bâtir, faire, exécuter, aménager, construire, améliorer, exploiter, développer, administrer, gérer, ou autrement contrôler ou diriger des travaux publics ou autres, de toute nature ou espèce, et cela sans restriction, à quelque titre que ce soit, et le mot "travaux" étant ici pris dans son sens le plus étendu et devant comprendre notamment: docks, havres, jetées, quais, canaux de toute nature, réservoirs, digues, chaussées, irrigations, drainage, service d'eau, d'électricité, de téléphone ou de télégraphe, de gaz ou de pouvoir quelconque, usines d'énergie ou de pouvoir électriques ou de force motrice quelconque, hôtels, entrepôts, marchés, et en général tous édifices, objets ou travaux de nature publique ou privée, et aussi toutes réclamations et opérations connexes aux différents objets ci-avant énumérés, mais rien dans le présent paragraphe ne doit être interprété comme donnant à la compagnie un droit quelconque de faire le commerce de l'électricité à quelque titre que ce soit;

Faire affaires comme entrepreneurs, constructeurs, couvreurs, importateurs ou exportateurs, facteurs ou agents, commerçants ou manufacturiers, soit en matière de béton, ciment, béton armé, asphalte, feuilles en métal, armatures de fer ou d'acier ou d'autre matière, matériaux de toiture, de renforcement ou de fondation, soit de tous accessoires à ces différents objets et en général de tout matériel pouvant être employé dans les divers domaines et champs de la construction;

Exploiter, manufacturer, préparer, acheter, vendre, ou autrement faire le commerce du bois en général, y compris l'industrie des pâtes de bois, et tous autres genres de commerce ou d'industrie subsidiaires;

Demander, acheter, obtenir ou autrement acquérir des brevets, permis, privilèges, concessions ou droits de royauté, ou toutes autres choses de cette nature, soit dans le but d'exploiter ces dites choses ou ces dits objets directement ou indirectement, soit dans le but de les faire valoir d'aucune façon dans l'intérêt de la compagnie;

Exercer tout autre commerce ou toute autre industrie de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens de la compagnie ou dans son intérêt, à quelque titre que ce soit;

Acquérir par achat, louage, échange ou autrement, du terrain, des propriétés d'aucune tenure ou description, des biens meubles ou immeubles d'aucune nature et tous droits ou privilèges y afférents, dans le but de les exploiter ou d'en disposer comme bon semblera à la compagnie, pour toutes fins qu'elle jugera dans son intérêt, particulièrement pour des fins de spéculation, de subdivision, d'amélioration, d'exploitation sous quelque forme et à quelque titre que ce soit;

Avoir à son emploi, à son crédit ou à son profit des ingénieurs civils, des arpenteurs, des topographes ou tous autres gens de métier ou de pro-

structors, inspectors of buildings or works whatever, quantity or material estimators whatever, specialists in all kinds of reinforced or cement construction work, building contractors for any form or kind of work whatever;

To carry on the business of general contractors for the construction or equipment of public and other works or buildings, for any works of a mechanical, hydraulic or other nature, including any works to which any power, energy, force of nature or industry apply or enter into, and under any title whatever;

To construct, make, execute, equip, build, improve, exploit, develop, administer, manage or otherwise control or direct public or other works of every nature or kind, and such without restriction, under any title whatever, and the word "works" being here taken in its widest sense and to include notably: docks, harbours, piers, wharves, canals of every kind, reservoirs, dams, embankments, irrigation, drainage, water, electric, telephone, telegraph, gas or power service whatever, electric or motive power workshops whatever, hotels, warehouses, markets and generally any structures, objects or works of a public or private nature, and also any reclamation work and operations germane to the various objects hereabove enumerated; but nothing in the present paragraph must be interpreted as giving to the company any right whatever to deal in electricity under any title whatever;

To carry on business as contractors, builders, roofers, importers or exporters, factors or agents, traders or manufacturers in and of concrete, cement, reinforced concrete, asphalt, sheet metal, iron or steel bracing or other materials, roofing, reinforcing or foundation materials and any accessories for such different objects and generally any material which may be employed in the various domains and fields of building work;

To operate, manufacture, prepare, purchase, sell or otherwise deal in lumber generally, including the business of woodpulp and any other subsidiary kinds of business or industry;

To apply for, purchase, obtain or otherwise acquire patents, licenses, privileges, concessions or royalty rights or any other things of such nature, either for the purpose of exploiting such said things or such said objects, directly or indirectly, or for the purpose of turning same to account in any manner in the interest of the company;

To exercise any other business or any other industry of a nature to directly or indirectly enhance the value of the property of the company or to be in its interest under any title whatever;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise land, property of any tenor or description, moveable or immovable assets of any nature and any rights or privileges attached thereto for the purpose of exploiting same or disposing thereof as may be deemed fit by the company, for any purposes which it may consider to be in its interest, particularly for the purposes of speculation, subdivision, improvement, exploitation under any form and any title whatever;

To have in its employ, for its advantage or benefit, civil engineers, surveyors, topographers or any other professional or trades people for the

fession dans le but ou à l'effet de leur faire faire, exécuter ou autrement accomplir ou exploiter des opérations ou des travaux propres à leur profession ou métier respectifs, dans l'intérêt et au profit de la compagnie; mais rien dans le présent paragraphe ne doit être interprété comme donnant droit à la compagnie de s'attribuer aucuns pouvoirs ou privilèges exclusifs aux membres de la corporation des ingénieurs civils de cette province, ou de toute autre corporation régie par une loi ou un statut de cette province;

Faire des avances au moyen de prêts ou d'effets de commerce pour fins de constructions, aux acheteurs ou locataires d'aucune partie des propriétés de la compagnie, et aider par des avances ou autrement la construction de chemins, rues, ponts, égouts et autres travaux publics ou privés dont l'exécution est susceptible de profiter à la compagnie soit directement soit indirectement;

Accepter, acheter, échanger, détenir ou autrement acquérir des actions ou des obligations, des gages ou des nantissements, des mortgages, et autres valeurs de cette nature provenant de toute autre compagnie, le tout dans l'intérêt de la compagnie et pour ses fins et moyens;

Accepter, prendre, détenir à aucun titre tous droits, privilèges ou garanties, acquérir ou assumer la totalité ou toute partie du commerce, des biens, du passif et de l'actif de tout individu ou de toute corporation ou compagnie exploitant un commerce ou une industrie pouvant profiter à la compagnie, et faire des paiements avec les actions ou autres valeurs de la compagnie, et donner au débiteur toute décharge, main-levée ou quittance pour ou sans considération, selon les intérêts de la compagnie;

Faire toutes autres choses qui se rattachent ou qui conduisent à la réalisation des différents objets susmentionnés, faire toutes ces dites choses ou aucune d'icelles, sous le nom de "Les Ingénieurs Associés, Limitée—Associated Engineers, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cités et district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de mai 1928.

2857 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

purpose or the object of having them make, execute or otherwise accomplish or exploit operations or works suitable to their respective profession or trade, in the interest and for the benefit of the company; but nothing in the present paragraph must be interpreted as entitling the company to lay claims to any of the powers and privileges exclusive to members of the corporation of Civil Engineers of the Province or of any other corporation governed by a law or statute of the Province;

To make advances by way of loans or commercial instruments for building purposes to purchasers or lessees of any part of the property of the company and aid by way of advances or otherwise in the construction of roads, streets, bridges, sewers and other public or private works the carrying out of which may be conducive to directly or indirectly benefit the company;

To accept, purchase, exchange, hold or otherwise acquire shares or bonds, liens or pledges, mortgages and other securities of such nature derived from any other company, the whole in the interest of the company and for its purposes and objects;

To accept, take, hold under any title any rights, privileges or guarantees, acquire or assume the whole or any part of the business, property, assets and liabilities of any individual or of any corporation or company carrying on a business or industry which may benefit the company, and to make payments with the shares or other securities of the company, and give the debtor any discharge, *main-levée* or receipts, with or without consideration, according to the interests of the company;

To do all other things relating or conducive to the realization of the different above mentioned objects, to do all or any of the said things under the name of "Les Ingénieurs Associés, Limitée—Associated Engineers, Limited", with a total capital-stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of May, 1928.

2858 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"London Canadian Investment Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du huitième jour de mai 1928, constituant en corporation: Claude-Sartoris Richardson, John-Leigh Bishop, avocats, Francis-George Bush, gérant, Herbert-William Jackson, comptable, William-Patrick Creagh, Alexander-Gordon Yeoman, Clifford-George Meek, clercs avocats, John-Lawrence McCrory, George-Taylor Hardie, sténographes, tous de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec, pour les fins suivantes:

Faire le commerce de bailleurs de fonds, de capitalistes, financiers, gérants, administrateurs, concessionnaires, courtiers et agents, et entreprendre et exercer et faire toutes sortes d'opérations financières, commerciales et autres, et exercer toutes autres affaires qui sembleraient susceptibles d'être conduites convenablement en rapport avec aucune des affaires de cette com-

"London Canadian Investment Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the eighth day of May, 1928, incorporating: Claude Sartoris Richardson, John Leigh Bishop, Advocates, Francis George Bush, Manager, Herbert William Jackson, Accountant, William Patrick Creagh, Alexander Gordon Yeoman, Clifford George Meek, Law Clerks, John Lawrence McCrory, George Taylor Hardie, Stenographers, all of the city of Montreal, in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as investors, capitalists, financiers, managers, administrators, concessionaries, brokers and agents, and to undertake and carry on and execute all kinds of financial, commercial, trading and other operations, and to carry on any other business which may seem to be capable of being conveniently carried on in connection with any of these objects, or calcu-

pagnie ou calculées pourvoir, directement ou indirectement, augmenter la valeur ou faciliter la réalisation de, ou rendre profitable aucune des propriétés de la compagnie;

Souscrire, conditionnellement ou non, garantir, placer sur le marché, à commission ou autrement, prendre, détenir, trafiquer et négocier de toute façon ou manière des valeurs, actions et valeurs de toutes sortes, et entrer en société ou faire tout arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, les concessions réciproques ou la coopération, avec tout individu, société ou compagnie, et promouvoir et organiser et aider à la promotion, et organiser des compagnies, des syndicats et sociétés de toutes sortes, dans le but d'acquérir toute propriété ou entreprise et engagements de cette compagnie ou de toute autre compagnie, ou d'en favoriser directement ou indirectement les objets ou pour toutes autres fins que la compagnie croirait avantageuses;

Placer de l'argent à intérêt dans ou sur la garantie de terrains à bail et en franc-alleu, mines, plantations, valeurs, marchandises et autre propriété, et généralement prêter et avancer de l'argent à telles personnes et sous tels termes et sujet à telles conditions qui sembleraient avantageux;

Acheter, vendre, améliorer, administrer, faire valoir, disposer et trafiquer de terrains, mines, plantations, manufactures, établissements industriels, valeurs, actions, valeurs, marchandises et autres propriétés et, en ce qui concerne les terrains, en développer les ressources en nettoyant, drainant, faisant des plantations, construisant ou améliorant, minant, vendant ou érigeant des travaux publics et autres accommodations;

Acheter ou autrement acquérir et détenir ou autrement trafiquer et gérer, administrer et réaliser toutes autres propriétés mobilières et immobilières et mixtes et droits et intérêts de toutes sortes qui s'y rattachent, y compris, mais sans limiter ce qui précède, des affaires ou établissements et entreprises, mortgages, nantissements, contrats, concessions, franchises, annuités, brevets, licences, valeurs, polices, toute réclamation contre toute propriété ou contre toutes personnes ou compagnies et des privilèges et choses en litige de toutes sortes;

Acquérir tous tels placements comme ci-dessus par souscription originaire, soumission, participation dans des syndicats ou autrement, et totalement payés ou non, et en faire le paiement sur appel ou avant les appels ou autrement, et les garantir et les souscrire conditionnellement ou autrement, et soit en vue de placements ou pour reventes, ou autrement varier les placements de la compagnie, et généralement vendre, échanger ou autrement disposer de, trafiquer de, et rendre profitables tous les biens de la compagnie;

Faire des avances sur tels placements comme ci-dessus, faire des prêts, offrir pour souscription publique ou autrement, et aider ou aider à effectuer tels placements comme susdits, donner toute garantie relativement à tous tels placements émis par ou acquis par ou de la compagnie ou autrement; recevoir de l'argent, des documents, des valeurs pour les mettre en sûreté, pour transmission ou dépôt, à intérêt ou autrement; tirer, accepter, endosser, émettre, acheter, vendre ou autrement négocier des billets promissaires, lettres de change, lettres de crédit, mandats, coupons, certificats, lettres circulaires et autres instruments de commerce, valeurs et documents négociables ou transférables;

lated directly or indirectly to enhance the value of or facilitate the realization of or render profitable any of the company's property;

To subscribe for, conditionally or unconditionally, to underwrite, on commission or otherwise, take, hold, deal in and deal with in any way or manner stocks, shares and securities of all kinds, and to enter into partnership or into any arrangements for sharing profits, union of interests, reciprocal concessions or co-operation with any person, partnership or company, and to promote and organize and aid in promoting and organizing companies, syndicates and partnerships of all kinds for the purposes of acquiring any property or any undertaking and liabilities of this or any other company, or of advancing directly or indirectly the objects thereof or for any other purpose which this company may think expedient;

To invest money at interest in or on the security of freehold and leasehold land, mines, plantations, securities, merchandise and other property, and generally to lend and advance money to such persons and upon such terms and subject to such conditions as may seem expedient;

To buy, sell, improve, manage, turn to account, dispose of and deal in land, mines, plantations, factories, industrial establishments, stocks, shares, securities, merchandise and other property and, as regard lands, to develop the resources thereof by cleaning, draining, planting, building or improving, mining, selling or constructing public works and conveniences;

To purchase or otherwise acquire and hold or otherwise deal in and to manage, administer and realize upon any other real and personal, moveable and immoveable and mixed property and rights and interests of all kinds therein or thereto, including, without limiting the foregoing, business concerns and undertakings, mortgages, charges, contracts, concessions, franchises, annuities, patents, licenses, securities, policies, and any claims against property or against any person or company and privileges and *choses-in-action* of all kinds;

To acquire any such investments as aforesaid by original subscription, tender, participation in syndicates or otherwise, and whether or not fully paid up, and to make payments thereon as called up or in advance of calls or otherwise and to underwrite or subscribe for the same conditionally or otherwise and either with a view to investment or for re-sale or otherwise, and to vary the investments of the company and generally to sell, exchange or otherwise dispose of, deal with and turn to account any of the assets of the company;

To make advances upon such investments as aforesaid, to negotiate loans, to offer for public subscription or otherwise aid or assist in placing any such investments as aforesaid, to give any guarantee in relation to any such investments issued by or acquired through or from the company or otherwise, to receive money, documents and valuables for sale, custody, transmission or deposit at interest or otherwise, to draw, accept, endorse, issue, purchase, sell and otherwise deal with promissory notes, bills of exchange, letters of credit, warrants, coupons, scrips, circular notes and other mercantile instruments and negotiable or transferable securities and documents;

Offrir pour souscription publique toutes actions ou titres ou débetures ou actions-débetures ou autres valeurs de, ou autrement établir ou promouvoir ou concourir dans l'établissement ou la promotion de toute compagnie, association, entreprise ou corps public ou privé;

Garantir le paiement des dividendes ou intérêts sur les mortgages, obligations, titres, actions, débetures ou autres garanties émis par, ou tout autre contrat ou obligations de toute compagnie, association, entreprise ou corps public ou privé, et généralement faire les affaires d'une compagnie de garantie;

Recevoir de l'argent en dépôt, à intérêt ou autrement, et avancer et prêter de l'argent et des valeurs de toutes sortes, sous telles conditions qui pourraient être fixées;

Entreprendre ou prendre part à l'administration, à la surveillance ou au contrôle des affaires ou opérations de toute compagnie ou entreprise, et, à cette fin, nommer et rémunérer tous comptables ou autres experts, employés ou agents;

Transiger ou exercer toutes sortes d'opérations d'agences et, en particulier, agir comme agents pour le placement, le prêt, le paiement, la transmission et la collection d'argent, pour le transfert ou l'enregistrement de bons, débetures ou actions ou autres valeurs, et pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement, l'administration de propriété, comprenant des maisons d'affaires et les entreprises, et généralement transiger et se charger de toutes espèces d'affaires d'agence, que ce soient des affaires commerciales, industrielles ou des affaires financières;

Donner toute garantie relativement aux hypothèques, obligations, débetures, actions, valeurs, certificats, prêts, placements et valeurs, soit faits ou effectués ou requis par l'intermédiaire de la compagnie ou autrement, et généralement garantir ou se porter garants pour l'exécution de tous contrats ou obligations;

Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété ou entreprise de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Rémunérer toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions-débetures ou toutes autres garanties de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Exercer toute autre industrie ou s'occuper de toute autre activité jugées par les directeurs être incidentes ou de nature à favoriser la réalisa-

To offer for public subscription any shares or stocks of or debentures or debenture stocks or other securities of or otherwise to establish or promote or concur in establishing or promoting any company, association, undertaking or public or private body;

To guarantee the payment of dividends or interest on mortgages, bonds, stocks, shares, debentures or other securities issued by any other contract or obligation of any company, associations, undertaking or public or private body; and generally to transact all kinds of guarantee business;

To receive money on deposit at interest or otherwise, and to advance and lend money and assets of all kinds upon such terms as may be arranged;

To undertake or take part in the management, supervision or control of the business or operation of any company or undertaking, and for that purpose to appoint and remunerate any accountants or other experts, employees or agents;

To transact or carry on all kinds of agency business, and in particular to act as agents for the investment, loan, payment, transmission and collection of money, for the transfer or registration of bonds, debentures, shares or other securities and for the purchase, sale and improvement, development and management of property, including business concerns and undertakings, and generally to transact and undertake all kinds of agency business, whether in respect of commercial, industrial or financial matters;

To give any guarantee in relation to mortgages, bonds, debentures, shares, stocks, scrip, loans, investments and securities, whether made or effected or required through the company's agency or otherwise, and generally to guarantee or become surety for the performance of any contract or obligation;

To distribute in specie or otherwise as dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner set out in Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To carry on any other business or engage in any other activity deemed by the Directors to be incidental or conducive to the attainment of the

tion des objets susdits, ou susceptibles directement ou indirectement d'augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie, ou de la mettre à profit;

Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énumérés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, fiduciaires, entrepreneurs, facteurs, gérants, curateurs, bailleurs, locataires ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres; et poursuivre, exercer et exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs sans égard aux autres, tels objets et pouvoirs étant censés être distincts et indépendants les uns des autres, et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec;

Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tel contrat ou transaction ne sera pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire, ait été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans tel cas, le fait d'avoir tel intérêt sera déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction, sous le nom de "London Canadian Investment Corporation";

Le capital-actions de la compagnie est composé de cent mille (100,000) actions privilégiées rachetables et cumulatives à cinq pour cent (5%) d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune et quatre cent mille (400,000) actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale;

Les dites actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale seront émises et réparties pour la considération qui sera fixée de temps à autre, par le bureau de direction de la compagnie;

Les dites actions privilégiées rachetables et cumulatives à 5% (ci-après dénommés "actions privilégiées") seront émises aux termes et conditions et avec les priorités, préférences, droits, privilèges, restrictions et limitations qui suivent, à savoir:

1. Les porteurs enregistrés d'actions privilégiées auront droit de recevoir des dividendes privilégiés, cumulatifs, fixes au taux de cinq pour cent (5%) par année, et pas davantage, sur le capital dans le temps versé sur les dites actions respectivement, lesquels dividendes seront cumulatifs à compter de la date d'émission des actions privilégiées sur lesquelles ces dividendes sont déclarés, ou à compter de toute autre date qui pourra être fixée par le bureau de direction de la compagnie, et seront payables trimestriellement dans la monnaie ou les monnaies et à l'endroit ou aux endroits que les directeurs pourront de temps à autre déterminer. Ces dividendes privilégiés cumulatifs seront payables avant qu'aucun dividende ne soit payé ou mis de côté pour toutes autres actions de la compagnie et ils seront cumula-

above objects or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property and rights;

To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and all other necessary or useful objects and powers, and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, receivers, lessors, lessees or otherwise and either alone or in conjunction with others and to pursue, exercise and carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the company, and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec;

And it is to be hereby ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firms of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction, under the name of "London Canadian Investment Corporation".

The capital stock of the Company shall consist of one hundred thousand (100,000) five percent (5%) cumulative redeemable Preferred Shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each and four hundred thousand (400,000) Common Shares without nominal or par value;

The allotment and issue of said Common Shares without nominal or par value shall be made for such consideration as may be fixed, from time to time, by the Board of Directors of the Company;

The said 5% Cumulative Redeemable Preferred Shares (hereinafter referred to as "Preferred Shares") shall be issued upon the terms and conditions and with the priorities, preferences, rights, privileges, restrictions and limitations following, that is to say:

1. The holders of record of Preferred Shares shall be entitled to receive fixed cumulative preferential dividends at the rate of five per centum (5%) per annum and no more on the capital for the time being paid up thereon respectively, such dividends to be cumulative from the date of the issue of the Preferred Shares in respect of which such dividends are declared, or from such other date as may be fixed by the Board of Directors of the Company, and to be payable quarterly in such currency or currencies and at such place or places as the Directors may from time to time determine. Such cumulative preferential dividends shall be payable before any dividends shall be paid upon or set apart for any other shares of the Company and shall be cumulative, so that no dividends shall be declared, paid or set

tifs, de manière que nul dividende ne sera déclaré, payé, ou mis de côté pour être payé sur toutes autres actions de la compagnie, à moins que tous les dividendes courus et accumulés sur les actions privilégiées aient été payés ou déclarés et mis de côté et le versement des dividendes en cours sur les actions privilégiées ait été payé ou déclaré et mis de côté;

2. Les actions privilégiées ne seront pas sujettes à annulation ou réduction pour cause de perte ou dépréciation de l'actif de la compagnie;

3. La compagnie aura le droit, à son gré, en aucun temps et de temps à autre, sans avis, de racheter la totalité ou toute partie des actions privilégiées en achetant aucune des dites actions sur le marché ou par contrat privé, au plus bas prix auquel, dans l'opinion des directeurs, ces actions peuvent être obtenues, mais n'excédant pas le prix de rachat des dites actions ci-après spécifié. A compter de la date de tel achat d'aucune des dites actions privilégiées, elle seront censées être rachetées et seront annulées et ces actions ne seront pas réémises;

4. La compagnie aura aussi le droit, à son gré, à toute date d'échéance de dividende, sur résolution des directeurs, de racheter la totalité ou toute partie des actions privilégiées à cent cinq (105%) pour cent de leur valeur au pair, avec en plus tous les dividendes courus et impayés jusqu'à la date de rachat, sur pré-avis de trente (30) jours par la poste ou par publication ou les deux, si les directeurs le jugent à propos, aux porteurs enregistrés d'icelles, et de la manière qui sera prescrite par résolution des directeurs. Nul appel pour le rachat d'une partie seulement des actions privilégiées ne sera fait en aucun temps lorsque des dividendes sur les actions privilégiées ont couru et restent impayés. Dans le cas d'un appel pour le rachat d'une partie seulement des actions privilégiées, les actions qui seront appelées seront choisies par tirage au sort, de la manière qui sera déterminée par le bureau de direction. Si avis d'aucun tel appel est donné et qu'un montant suffisant soit déposé entre les mains des agents de transfert ou banquiers de la compagnie, ou en tout autre endroit spécifié, à, ou avant la date fixée pour le rachat total ou partiel, les dividendes sur les actions privilégiées ainsi appelées pour rachat cesseront de courir à compter de la date ainsi fixée pour le rachat et les porteurs de telles actions n'auront dans la suite nul droit contre la compagnie et nul autre droit excepté de recevoir le paiement lors du rachat tel que prévu ci-dessus, à même les argents ainsi déposés. Dans le cas où les porteurs de toutes actions privilégiées ainsi appelées pour rachat feraient défaut de présenter leur certificat, représentant leurs actions, dans les quinze (15) jours de la date spécifiée pour le rachat, la compagnie aura le droit de déposer le prix de rachat de telles actions entre les mains de toute banque ou de toute compagnie de fidéicommiss ou autres dépositaires au Canada ou ailleurs, suivant que les directeurs jugeront à propos, au crédit d'un compte ou de plusieurs comptes spéciaux, en fiducie pour les porteurs de telles actions, lesquels montants leur seront payés respectivement contre livraison à tels dépositaires des certificats représentant les actions. Lors de tel dépôt, ces actions, en autant que la responsabilité de la compagnie est concernée, seront censées être rachetées et annulées. Après que la compagnie aura fait les dépôts susmentionnés, les droits des porteurs de telles actions privilégiées contre la compagnie se limiteront aux droits de recevoir les montants ainsi déposés et ces porteurs n'auront pas droit de participer davan-

apart for payment upon or for other shares of the Company unless all accrued and accumulated dividends upon Preferred Shares shall have been paid or declared and set apart and the current instalment of dividends upon Preferred Shares shall have been paid or declared and set apart;

2. The Preferred Shares shall not be liable to cancellation or reduction by reason of loss or depreciation of the Company's assets;

3. The Company shall have the right, at its option, at any time and from time to time, without notice, to redeem the whole or any part of the Preferred Shares by purchasing any of such shares in the open market or by private contract, at the lowest price for which, in the opinion of the Directors, such shares are obtainable, but not exceeding the redemption price thereof hereinafter specified. From and after the date of such purchase of any such Preferred Shares, they shall be deemed to be redeemed and shall be cancelled and such shares shall not be re-issued;

4. The Company shall also have the right, at its option, on any dividend payment date, upon resolution of the Directors, to redeem the whole or any part of the Preferred Shares at one hundred and five per centum (105%) of the par value thereof, together with accrued and unpaid dividends to the date of redemption, upon thirty (30) days' notice by mail or by publication, or both, if the Directors deem expedient, to the registered holders thereof and in such manner as prescribed by resolution of the Directors. No call for redemption of part only of the Preferred Shares shall be made at any time when any dividends on the Preferred Shares have accrued and remain unpaid. In case of part of the Preferred Shares being called for redemption, the shares so to be called shall be selected by lot in such manner as may be determined by the Board of Directors. If notice of any such redemption be given and an amount sufficient be deposited with the Company's Agents or Bankers, or in any other place specified by the notice, on or before the date fixed for redemption in whole or in part, no dividends on Preferred Shares so called for redemption shall accrue after the date so fixed for redemption, and the holders of such shares shall thereafter have no rights against the Company and no other rights except to receive payment on redemption, as above provided, out of the moneys so deposited. Should the holders of any Preferred Shares so called for redemption fail to present their certificates representing such shares within fifteen (15) days after the date specified for redemption, the Company shall have the right to deposit the redemption price of such shares with any bank or trust company or other depositary in Canada or elsewhere, as the Directors may deem expedient, to the credit of a special account or accounts, in trust for the holders of such shares, to be paid to them respectively upon surrender to such depositary of certificates representing the same. Upon such deposit, such shares shall, so far as any liability of the Company is concerned, be deemed to be redeemed and cancelled. After the Company has made a deposit as aforesaid, the rights of the holders of such preferred Shares as against the Company shall be limited to receiving the amount so deposited and such holders shall not be entitled to any further participation in the profits or assets of the Company nor to exercise any rights as holder of such shares so redeemed and cancelled. Any Preferred Shares redeemed upon notice by

tage dans les bénéfices ou l'actif de la compagnie ni d'exercer aucun droit comme porteurs de telles actions ainsi rachetées et annulées. Toutes les actions privilégiées rachetées après avis par la compagnie, comme il est dit plus haut, ne seront pas réémises;

5. Dans le cas de liquidation ou dissolution de la compagnie, ou lors de toute distribution de capital, nulle somme quelconque ne sera payée ni aucune partie de l'actif ne sera distribuée aux porteurs de toutes autres classes d'actions du capital-actions de la compagnie avant qu'il ait été payé aux porteurs des actions privilégiées la valeur au pair des actions privilégiées détenues par eux (avec en plus, mais seulement dans le cas où la dite liquidation, dissolution ou distribution de capital est volontaire, un montant égal à la prime applicable sur les dites actions dans le cas de rachat) et de plus, une somme égale aux arriérés, s'il y en a, des dividendes privilégiés accumulés sur les dites actions privilégiées jusqu'à la date du commencement de telle liquidation, dissolution ou distribution, qu'ils aient été déclarés ou non et qu'il y ait ou non des bénéfices disponibles pour ces dividendes, et les porteurs des actions privilégiées auront droit de recevoir tous ces argents à même l'actif de la compagnie, par préférence et avec priorité sur les porteurs de toutes autres actions de la compagnie, et le résidu de l'actif et des fonds de la compagnie sera divisé et payé aux porteurs de toutes autres actions d'après leurs droits;

6. Excepté, suivant qu'il est autrement expressément pourvu dans cette clause 6, les porteurs des actions privilégiées, comme tels, n'auront pas droit de voter pour ou en ce qui concerne les actions privilégiées détenues par eux respectivement, soit pour l'élection des directeurs ou pour toute autre fin ou soit en parsonne ou par procuration, à toute assemblée générale ou spéciale des actionnaires de la compagnie ou aux avis de convocation de telle assemblée, sauf et excepté lorsque et aussi longtemps que des dividendes sur les dites actions d'un montant global de sept et demi pour cent ($7\frac{1}{2}\%$) seront en souffrance et impayés et sauf et excepté:

(a) Relativement à toutes affaires qui pourraient affecter les priorités, préférences, droits et privilèges attachés aux dites actions privilégiées, et,

(b) Relativement à toute augmentation du montant autorisé des actions privilégiées, et

(c) Au sujet de la vente de toute l'entreprise et de tout l'actif de la compagnie comme industrie en exploitation.

L'approbation des porteurs d'actions privilégiées sera requise comme condition préalable à l'accomplissement d'aucun des actes corporatifs référés dans les sous-sections (a), (b) et (c) qui procèdent de la clause 6, laquelle approbation sera démontrée par le vote affirmatif des porteurs d'au moins les trois-quarts des actions privilégiées, représentées par les actionnaires présents en parsonne ou par procuration à une assemblée des dits actionnaires convoquée pour cette fin, et à laquelle des porteurs d'au moins une majorité des actions privilégiées alors en cours sont présents ou représentés par procuration;

Pourvu toutefois que la totalité ou aucune des dispositions qui précèdent, concernant les actions privilégiées, pourront de temps à autre être modifiées, abrogées, amendées ou amplifiées par règlement de la compagnie, confirmé par le vote des porteurs de pas moins des trois-quarts des actions privilégiées représentées en personne ou par procuration à une assemblée convoquée dans le but de prendre en considération telle modification,

the Company as aforesaid shall not be re-issued;

5. In the event of the winding up or dissolution of the Company or on any distribution of capital, no sum whatever shall be paid to nor shall any assets whatsoever be distributed among the holders of any other classes of shares of the capital stock of the Company until there shall have been paid to the holders of Preferred Shares the par value of Preferred Shares held by them, (together with, but only if such winding up, dissolution or distribution of capital be voluntary, an amount equal to the premium applicable thereon in case of redemption) plus a sum equivalent to the arrears, if any, of the preferential dividends accumulated on such Preferred Shares to the date of commencement of such winding up, dissolution or distribution, whether or not declared and whether or not there are profits available for such dividends, and the holders of the Preferred Shares shall be entitled to be paid all such moneys out of the assets of the Company by preference and in priority to the holders of any other shares of the Company, and the remaining assets and funds of the Company shall be divided among and paid to the holders of the other shares in accordance with their rights;

6. Except as otherwise in this Clause 6 expressly provided, the holders of Preferred Shares, as such, shall not have any voting rights upon or in respect of Preferred Shares held by them respectively, either for the election of Directors or for any other purpose or either in person or by proxy, at any special or general meeting of the shareholders of the Company or to have notice of such meeting, save and except when and so long as dividends thereon aggregating seven and one-half per centum ($7\frac{1}{2}\%$) shall be in arrears and unpaid and save and except:

(a) In regard to such matters as affect the priorities, preferences, rights and privileges attached to the said Preferred Shares; and

(b) In respect of any increase in the authorized amount of the Preferred Shares; and

(c) In respect of the sale of the entire undertaking and assets of the Company as a going concern.

The approval of the holders of Preferred Shares shall be required as a condition precedent to the doing of any of the corporate acts referred to in the foregoing sub-clauses (a), (b) and (c) of this Clause 6, such approval to be evidenced by the affirmative votes of the holders of not less than three-fourths of the Preferred Shares represented by shareholders present in person or by proxy at a meeting of such shareholders called for the purpose, and at which holders of not less than a majority of the then outstanding Preferred Shares are present or represented by proxy.

Provided, however, that any or all the foregoing provisions respecting Preferred Shares may be, from time to time, modified, repealed, amended or amplified by by-law of the Company, confirmed by the votes of holders of not less than three-fourths of the Preferred Shares represented in person or by proxy at a meeting called for the purpose of considering such modification, repeal, amendment or amplification, (at which meeting

abrogation, amendement ou amplification, (à laquelle assemblée seront présents ou représentés par procuration les porteurs de pas moins d'une majorité des actions privilégiées alors en cours) et aussi confirmé par les votes des porteurs d'autres actions de la compagnie alors en cours, suivant que prescrit par la Loi et sanctionné par le Lieutenant-Gouverneur;

Les actions privilégiées alors en cours ne seront pas comptées dans le but d'établir si oui ou non une résolution ou un règlement a été passé par une majorité particulière, à moins que les porteurs d'actions privilégiées aient droit de voter pour l'adoption de telle résolution ou règlement en vertu des dispositions qui précèdent;

Le montant de capital avec lequel la compagnie exercera son industrie sera de trois millions de piastres (\$3,000,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mai 1928.

Le sous-secrétaire de la province,
2859 C.-J. SIMARD.

"Menuiserie Moderne, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour d'avril 1928, constituant en corporation: Siméon-A. Dubois, Joseph-Alfred Dubois, entrepreneurs, Eugène Lavergne, comptable, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Fabriquer, manufacturer et faire le commerce, sous quelque forme que ce soit, de tout ce qui peut faire l'objet de la fabrication, de l'industrie et du commerce du bois en général;

Exercer l'industrie et le commerce de bois de pulpe, de charpente et de construction; manufacturer, produire, acheter, vendre et repolir du bois franc pour plancher, bois à placage et toutes autres sortes de bois pour toutes fins quelconques;

Exercer toute industrie manufacturière ou non que la compagnie jugera convenable d'être avantageusement exercée ou qu'elle croira devoir, directement ou indirectement, accroître la valeur des propriétés ou des droits qu'elle peut posséder et dans lesquels elle peut être intéressée;

Opérer une manufacture de portes, châssis, bois préparés, et de tous articles de construction, faire le commerce de bois en général et de matériaux de construction de toutes sortes;

Acheter des fonds de terres ou limites à bois et en faire couper ledit bois pour toutes fins quelconques, ou droits de passage pour le flottage des billots, et encore tous droits et privilèges nécessaires pour l'exploitation des limites à bois;

Construire, acheter, louer ou autrement acquérir, se procurer, posséder, maintenir, opérer et administrer des pouvoirs d'eau et des ateliers, des limites forestières, des usines pour la fabrication de toutes sortes de produits du bois;

Entreprendre, faire et exploiter, faire entreprendre, faire faire et exploiter des chantiers pour la coupe du bois, faire ou faire faire le flottage et le transport des billots, billes ou autres bois en général sur les lacs, rivières et étangs;

Acheter tous commerces ou toutes industries en opérations dans les lignes ci-dessus, et les payer en argent ou en parts de cette compagnie;

Acheter, hypothéquer, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir ou disposer

there are present or represented by proxy the holders of not less than a majority of the then outstanding Preferred Shares) and also confirmed by such votes of holders of other shares of the Company then outstanding as may then be prescribed by law, and sanctioned by the Lieutenant-Governor;

The outstanding Preferred Shares shall not be counted for the purpose of ascertaining whether or not any resolution or by-law has been passed by any particular majority, unless the Preferred Shareholders are entitled to vote thereon under the foregoing provisions hereof;

The amount of capital with which the Company shall carry on business shall be three million dollars (\$3,000,000.00).

The head office of the company will be at Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of May, 1928.

C. J. SIMARD,
2860 Assistant Provincial Secretary.

"Menuiserie Moderne, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of April, 1928, incorporating: Siméon A. Dubois, Joseph Alfred Dubois, contractors, Eugène Lavergne, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To make, manufacture and deal in, under any form whatever, everything which may be the object of the manufacture, trade and business of wood in general;

To carry on the business of and deal in pulp-wood, timber and lumber; to manufacture, produce, purchase, sell and repolish hardwood for flooring, veneering and any other kind of wood for any purposes whatever;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being advantageously carried on, or which it may deem directly or indirectly to increase the value of the property or rights which it may hold and in which it may be interested;

To operate a factory for sash and doors, prepared wood and any building materials, to deal in wood generally and construction material of every kind;

To purchase ground lots or timber limits and have the timber cut thereon for any purposes whatever, or rights of way for the floating of logs and also any rights and privileges necessary for the operation of timber limits;

To construct, purchase, lease or otherwise acquire, obtain, hold, maintain, operate and manage water-powers and workshops, timber limits, mills for the manufacture of all kind of wood products;

To undertake, carry on and operate, cause to undertake, have carried on and operated camps for the cutting of timber, to carry on and cause to be carried on the floating and transportation of logs, timber or other wood in general on lakes, rivers and streams;

To purchase any businesses or industries in operation in the hereabove lines and to pay for same in cash or paid up shares of the company;

To purchase, hypothecate, take on lease or in exchange, lease or otherwise acquire or dispose

de tous les biens mobiliers ou immobiliers ou de tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie ou de son commerce, et en particulier, toutes machineries, matériaux et fonds de commerce;

Tirer, faire accepter, endosser et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements et autres instruments de commerce négociables et transférables;

Emprunter tous montants que la compagnie jugera utile et nécessaire d'emprunter pour les fins de ses entreprises et l'exercice d'aucun de ses pouvoirs, en aucun temps et aussi souvent qu'elle le jugera à propos, et faire les dits emprunts aux termes et conditions et en donnant les garanties et hypothèques que la compagnie trouvera raisonnables;

Acquérir des parts ou actions dans le capital-actions d'autres compagnies exerçant un commerce ou une industrie similaires ou autres, et les payer, en tout ou en partie, avec des actions dans le capital-actions de cette compagnie;

Acquérir par achat, bail ou autre titre légal, détenir, fabriquer, construire, maintenir et opérer tout stock, outillage, machinerie, équipement et appareil de tout genre, nécessaire ou utile pour atteindre des objets de la compagnie, les vendre, louer ou autrement en disposer;

Acquérir, posséder, détenir toutes les propriétés mobilières et immobilières nécessaires ou utiles à l'exercice d'aucun des pouvoirs conférés à la compagnie par les présentes, bâtir sur icelles, les améliorer, vendre, louer ou autrement en disposer;

Acquérir par achat, bail ou autre titre légal, construire, ériger, maintenir, opérer et exploiter toute boutique, usine, hangar, atelier, magasin, des bateaux, bâtiments à vapeur ou autres dans et sur les terres et terrains de la compagnie, des quais et toutes autres bâtisses et constructions nécessaires ou utiles pour atteindre aucun des objets de la compagnie, les vendre, louer ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par achat, bail ou autre titre légal, détenir, user, exercer, exploiter, vendre, céder ou autrement disposer de toute marque de commerce, brevet d'invention, brevet industriel, procédés, licence, concession, privilège, franchise et autres droits;

Acquérir toute entreprise ou affaire semblable, en tout ou en partie, à celle de la présente compagnie, ou à aucun commerce qu'elle est autorisée à exercer, avec l'outillage, les marchandises, l'achalandage, les franchises et l'actif d'icelle, de toute nature, et les payer en numéraire, actions, obligations, débiteures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement;

Former toute société ou faire toute convention relativement à tout partage de bénéfice, à des avantages réciproques ou relativement à la coopération avec toute personne, société ou compagnie, promouvoir et aider à promouvoir, constituer, former ou organiser des compagnies, syndicats, sociétés aux fins d'acquérir toutes propriétés et d'assumer toute obligation de la présente compagnie, pour atteindre directement ou indirectement les buts de la compagnie ou pour toute autre fin que la compagnie jugera avantageuse;

Vendre, échanger, louer ou disposer de l'entreprise de la compagnie, ou d'aucune partie d'icelle, moyennant le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débiteures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, s'unir à toute autre compagnie dont les objets sont en

of any moveable or immoveable property, and any rights or privileges which the company may deem necessary or suitable for the purposes of its industry or trade and particularly any machinery, materials and stock in trade;

To draw, make accept, endorse and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To borrow all sums which the company may think useful or necessary to borrow for the purposes of its undertakings or the operation of any of its powers, and that at any time and as often as it may think proper, upon such terms and conditions and by giving such guarantees and hypotheses as the company may think fit;

To acquire stock or shares in the capital of other companies carrying on a business or industry similar or otherwise and to pay for same, in whole or in part, with shares of the capital-stock of the present company;

To acquire by purchase, lease or other legal title, hold, manufacture, construct, maintain and operate any stock, plant, machinery, equipment and apparatus of any kind, necessary or useful for the attainment of the objects of the company, and to sell, lease or otherwise dispose of same;

To acquire, own, hold any moveable and immoveable property necessary or useful to the carrying on of any of the powers conferred on the company by these presents, to build thereon, improve, sell, lease or otherwise dispose of same;

To acquire by purchase, lease or other legal title, construct, erect, maintain, operate and exploit any shop, workshop, storehouse, factory, store, boats, steamboats or other in and on the lands and lots of land of the company, wharves and any other buildings and structures necessary or useful for the attainment of the objects of the company, and to sell, lease or otherwise dispose of same;

To apply for, obtain, acquire by purchase, lease or other legal title, hold, use, exercise, exploit, sell, convey or otherwise dispose of any trade-mark, patent of invention, industrial designs, processes, license, concession, privilege, franchise and other rights;

To acquire any undertaking or business similar in whole or in part to that of the present company, or to any business which it is authorized to carry on, with the equipment, merchandise, goodwill, franchises and assets thereof, of any nature, and to pay for same in cash, shares, bonds, debentures or other securities of the company or otherwise;

To enter into any partnership or into any arrangement for the sharing of profits, reciprocal concessions, co-operation with any person, partnership or company, to promote or assist in the promotion, establish, form or organize companies, syndicates, partnerships for the purpose of acquiring any property and to take over any liability of the present company, so as to attain directly or indirectly the purposes of the company, or for any other purpose which the company may deem advantageous;

To sell, exchange, lease or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such price as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the present company;

To amalgamate with any other company whose objects are in whole or in part similar to those of

tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie; the present company;

Acheter, acquérir, détenir, vendre, transporter, ou autrement disposer d'actions, d'obligations, débetures et autres valeurs de toute compagnie, exercer tous les droits et privilèges qui s'y rattachent, y compris le droit de voter en vertu d'icelle, et émettre en échange pour icelle des actions, obligations et débetures de cette compagnie ou autrement les payer;

Emettre et répartir comme entièrement libérées des actions du fonds-capital de la présente compagnie, en paiement de fonds de commerce ou marchandises, de droits, intérêts, brevets ou biens mobiliers ou immobiliers que la compagnie pourra acheter ou acquérir, pour ouvrage fait, pour toute garantie donnée, ou avec l'assentiment des actionnaires, pour services rendus ou à être rendus dans l'intérêt de la compagnie, y compris les services rendus ou à être rendus relativement à la formation de la compagnie;

Faire des avances d'argent, aux conditions qui paraîtront avantageuses, aux clients et autres personnes ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution de contrats, entreprises par telles personnes;

Hypothéquer, grever ou autrement affecter aucun bien ou propriété mobilier ou immobilier, présent ou futur, qu'elle pourra posséder pour garantir ses obligations, débetures ou actions obligatoires;

Faire toutes les choses, toute opération financière et exercer tous les pouvoirs incidents à la poursuite des objets pour lesquels la compagnie est constituée, sous le nom de "Menuiserie Moderne, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille cinq cents piastres (\$49,500.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-quinze (495) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les Cité et District de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour d'avril 1928.

Le sous-secrétaire de la province,
2861 C.-J. SIMARD.

"Notre Dame de Grace Tennis Club, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mai 1928, constituant en corporation: Daniel-Percy Gillmor, avocat et conseil en loi du roi, E.-Stuart McDougall, Wallace-Ross Henry, J.-Austin Murphy, avocats, et Marie-Anne Lemaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, dans la Province de Québec, pour les fins suivantes:

Promouvoir et encourager un intérêt dans les sports d'amateurs, de toutes sortes en général;

Gérer et exploiter un club de tennis et un club social et pourvoir des exercices, des amusements et des relations sociales pour les membres de tel club et leurs hôtes;

Etablir, conduire et maintenir un club pour la promotion des jeux de tennis, boulingrin, squash, golf, quilles, skis, glissoires et hockey et généralement de tous jeux et récréations à l'intérieur et en plein air, pour l'avantage social et athlétique de ses membres et de leurs hôtes;

Construire, acquérir et maintenir des jeux de tennis, patinoires, allées de quilles et pelouses, jeux de paume, champs de baseball et football et tous autres terrains ou édifices pour les fins de tout autre sport ou amusement quelconque et ad-

To purchase, acquire, hold, sell and transfer or otherwise dispose of shares, bonds, debentures or other securities of any company, to exercise all the rights and privileges connected therewith, including the right to vote in virtue thereof, and to issue in exchange for same shares, bonds and debentures of the present company or otherwise pay for same;

To issue and allot fully paid up shares of the capital-stock of the present company, in payment for stocks-in-trade or merchandise, rights, interests, patents or moveable or immoveable property which the company may purchase or acquire, for work done, for any guarantee given, or with the approval of the shareholders, for services rendered or to be rendered in the interest of the company, including the services rendered or to be rendered in connection with the formation of the company;

To make advances of money to customers and other persons having dealings with the company, on such conditions as may be deemed advantageous, and to guarantee the performance of contracts, undertakings by any such persons;

To hypothecate, mortgage or otherwise affect any of the assets or moveable or immoveable property, present or future, which it may own to guarantee its bonds, debentures or debenture-stock;

To do all things, any financial operations and exercise all the powers incidental to the attainment of the objects for which the company is incorporated, under the name of "Menuiserie Moderne, Limitée", with a total capital-stock of forty nine thousand five hundred dollars (\$49,500.00), divided into four hundred and ninety five (495) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of April, 1928.

C. J. SIMARD.
2862 Assistant Provincial Secretary.

"Notre Dame de Grace Tennis Club, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of May, 1928, incorporating: Daniel Percy Gillmor, Advocate and King's Counsel, E. Stuart McDougall, Wallace Ross Henry, J. Austin Murphy, Advocates, and Marie Anne Lemaire, spinster of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To promote and encourage interest in amateur sport of all kinds generally;

To carry on and operate a tennis and social club and to provide exercise, amusement and social intercourse for the the members of such club and their guests;

To establish, conduct and maintain a club for the promotion and playing of tennis, badminton, squash, golf, bowling, skiing, tobogganning and hockey, and generally all indoor and outdoor games and recreations, for the social and athletic enjoyment of its members and their guests;

To construct, acquire and maintain tennis courts, skating rinks, bowling alleys and greens, handball courts, baseball and football fields and any other grounds or buildings, for the purposes of any other sport or entertainment what-

mettre le public en général aux dites patinoires, terrains ou édifices, ou leur permettre de se servir des dites allées de quilles moyennant le paiement de tout honoraire que la compagnie croira recommandable;

Construire, acquérir et maintenir et—ou louer et exploiter une ou plusieurs maisons de club, avec tous leurs accessoires et dépendances, qui peuvent être désirés en la cité de Montréal, ou ailleurs, dans la province de Québec;

Donner à leurs membres et leurs hôtes en général tous les privilèges sociaux et commodités d'un club;

Arranger, conduire et administrer des tournois et exhibitions athlétiques et charger un prix d'admission à ces tournois et exhibitions; dépenser les argents de la compagnie pour la donation de prix et trophées aux vainqueurs des tournois des membres du club et des membres du club et d'autres joueurs;

Acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes d'articles, appareils, accessoires de sport, provisions et rafraîchissements requis par les personnes qui fréquentent les terrains ou établissements du club, ou octroyer des concessions pour cette fin;

Acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, vendre ou autrement aliéner des propriétés mobilières et immobilières ou tout intérêt en icelles, et généralement faire le commerce et le trafic de telles propriétés de toute manière quelconque, pour les fins de la dite compagnie;

Acheter, louer ou autrement acquérir en tout ou en partie ou s'unir ou se fusionner avec toute personne, société ou corporation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie et les payer en argent ou en actions ou valeurs entièrement libérées et non sujettes à appel de la compagnie ou partie en actions et partie en argent;

Faire des emprunts d'argent sur le crédit de la compagnie et son actif et donner en gage et hypothéquer ses propriétés mobilières et immobilières pour garantir tels emprunts, aux conditions convenues avec le prêteur;

Placer et attribuer les argents de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui pourra être requise de temps à autre;

Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de la compagnie;

Conclure des arrangements avec toutes autorités municipales, locales ou autres, qui pourraient favoriser les objets de la compagnie et obtenir d'aucune de ces autorités tous les droits, privilèges ou concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir et exécuter, exercer aucun de ces droits, arrangements, privilèges et concessions et s'y conformer;

Louer vendre ou autrement aliéner la totalité ou toute partie des entreprises et de l'actif de la compagnie, à toute personne firme et corporation, pour la considération et aux termes et conditions jugés convenables;

Accepter des souscriptions au capital de la compagnie, payables par versements;

Permettre à toute personne, même si elle n'est pas actionnaire, de devenir membre du club, avec la jouissance des privilèges et aux conditions qui pourront être établis par le bureau de direction;

Adopter une constitution et décréter les règlements, règles et ordonnances, non incompatibles avec les lois de la province de Québec, qui pourront être requis pour la gestion, l'administration et la conduite en général des affaires et des entre-

soever and to admit the general public to the said rinks, grounds or buildings or to use the said bowling alleys upon the payment of any fee that the company should deem advisable;

To construct, acquire and maintain and—or lease and operate a club or club houses, with all the accessories and appurtenances thereto, that may be desired in the City of Montreal or elsewhere, in the Province of Quebec:

To give to their members and their guests generally all the social privileges and conveniences of a club;

To arrange, conduct and manage athletic tournaments and exhibitions and to charge a price for admission thereto; to expend moneys of the company for the giving of prizes and trophies to the winners of tournaments of club members, and of club members and other players;

To buy, sell and deal in all kinds of articles, apparatus, sporting, equipment, provisions and refreshments required by persons frequenting the clubs' grounds or premises or to grant concessions for that purpose;

To purchase, lease or otherwise acquire, own, sell or otherwise dispose of property moveable or immoveable, or any interest therein, and generally to deal and traffic in such property in any manner whatsoever, for the purposes of the said company;

To purchase, lease or otherwise acquire, in whole or in part, or to combine or amalgamate with any person, partnership or corporation having objects in whole or in part similar to those of the company, and to pay for same in cash or fully paid up non-assessable shares or securities of the company or partly in shares and partly in cash;

To borrow money on the credit of the company and its assets and to pledge and hypothecate its moveable and immoveable property therefor, upon conditions arranged with the lender;

To invest and deal with moneys of the company not immediately required in such manner as may be from time to time required;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company similar in its objects, in whole or in part, to those of the company;

To enter into arrangements with any authorities municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects and to obtain from any such authorities any rights, privileges or concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such rights, arrangements, privileges and concessions;

To lease, sell or otherwise dispose of, in whole or in part, the undertakings and assets of the said company to any person, firm or corporation, for such consideration and upon such terms and conditions as may be deemed expedient;

To accept subscriptions for the stock of the company payable in instalments;

To permit any person, even if not a shareholder, to become a member of the club to enjoy such privileges and upon such conditions as may be arranged by the Board of Directors;

To adopt a constitution and to enact such by-laws, rules and regulations, not inconsistent with the laws of the Province of Quebec, as may be required for the management, administration and conduct generally of the affairs and concerns

prises de la compagnie et de ses membres et pour la discipline, la suspension et l'expulsion de ses membres, pourvu toutefois que la compagnie puisse, de temps à autre, amender, modifier, abroger ou changer ou tout ou en partie telle constitution, et tels règlements, règles et ordonnances, suivant qu'elle le jugera à propos, et plus particulièrement adopter des règlements pour les fins spéciales suivantes :

1. Pour fixer le prix de vente et d'allocation des actions sans valeur au pair ci-après décrites ;

2. Limiter la vente et l'allocation des actions de la compagnie, dans le but de restreindre la vente des actions aux membres du dit club et aux membres aspirants ;

3. Fixer les conditions du transfert des actions de la compagnie et spécialement réserver à la compagnie le droit d'accepter ou de refuser le transfert, et cela, dans le but de contrôler la qualité de ses actionnaires.

Faire toutes les choses nécessaires ou incidentes aux objets susdits ou à aucun des dits objets et généralement pour la promotion et l'avancement des affaires de la dite compagnie, sous le nom de "Notre Dame de Grâce Tennis Club, Inc." ;

Le capital de la compagnie sera divisé en quinze cents actions sans valeur au pair ou nominale et en trois cents actions privilégiées cumulatives rachetables, avec priorité quant au principal, d'un valeur au pair de \$25.00 chacune, et le montant du capital avec lequel la compagnie exercera son industrie est de huit mille deux cent cinquante piastres (\$8,250.00) ;

Les droits, privilèges et restrictions attachés aux actions privilégiées, sont les suivants :

(a) Les porteurs des dites actions privilégiées auront droit de recevoir à même les bénéfices de la compagnie, comme première charge, un dividende privilégié cumulatif de sept pour cent par année (après que ce dividende aura été déclaré par résolution du bureau de direction) sur le capital dans le temps versé sur telles actions respectivement ;

(b) Il n'y aura pas de dividende fixe sur les actions ordinaires, mais le bureau de direction pourra, à même les bénéfices de la compagnie pour toute année, s'il reste un surplus après le paiement des dividendes privilégiés courus et après avoir mis de côté le montant qu'il juge nécessaire pour le rachat des actions privilégiées, suivant que décrété ci-après, et pour l'établissement d'un fonds général de réserve pour fins de dépréciation et de l'entretien des propriétés de la compagnie, payer et distribuer aux porteurs des actions privilégiées et ordinaires *pari passu* tout boni ou dividende en argent, des actions entièrement libérées et non sujettes à appel ou autrement, qu'à leur discrétion ils jugeront à propos ;

(c) Dans le cas de liquidation de la compagnie, les porteurs des actions privilégiées auront droit de réclamer que le surplus de l'actif soit attribué, premièrement, au remboursement du capital versé sur les actions privilégiées détenues par eux respectivement, jusqu'au montant de cent quinze pour cent, de la valeur au pair des dites actions ; deuxièmement, au paiement des arrérages (s'il y en a) des dividendes privilégiés susdits jusqu'au commencement de la liquidation et ensuite, de participer proportionnellement avec les porteurs des autres actions dans le résidu (s'il y en a) du surplus de l'actif qui restera après avoir payé le capital versé sur toutes autres actions ;

(d) Les porteurs des actions privilégiées seuls auront droit d'élire trois des cinq directeurs de la compagnie, et ils voteront avec les autres actionnaires *pari passu* pour l'élection des deux autres directeurs ;

of the company and its members and for the discipline, suspension and expulsion of its members, provided always that the company may from time to time amend, alter, repeal or change in whole or in part such constitution, by-laws, rules and regulations as the company may see fit ; and more especially to enact by-laws for the following special purposes :

1. To set the price of sale and allotment of the shares of no par value hereinafter described ;

2. To limit the sale and allotment of shares in the company, with the view to restricting the sale of shares to members of the said Club and prospective members ;

3. To fix the conditions of the transfer of the shares of the company and especially to reserve to the company the right to accept or refuse transfer, and that, with a view to controlling the quality of its shareholders.

To do all things necessary and incidental to the foregoing objects or any of them and generally for the promotion and advancement of the affairs of the said company, under the name of "Notre Dame de Grâce Tennis Club, Inc." ;

The capital of the company will be divided into fifteen hundred shares without nominal or par value and three hundred cumulative preference shares redeemable, with a preference as to principal, having a par value of \$25.00 each, and the amount of capital with which the Company will carry on business is \$8,250.00 (eight thousand two hundred and fifty dollars).

The rights, privileges and restrictions attaching to the preference shares are as follows :

(a) That the holders of such preference shares shall be entitled to receive out of the profits of the company, as a first charge, a cumulative preferential dividend of seven per centum per annum (when declared by Resolution of the Board of Directors), on the capital being for the time paid up on such shares respectively ;

(b) That there shall be no fixed dividend on the common stock, but the Board of Directors may, out of the profits of the Company for any year, if there is a surplus left after the payment of the preference dividends accrued, and after setting aside what they think necessary for the redeeming of the preference stock, as hereinafter described, and for the building up of a general reserve fund for depreciation and upkeep of the Company's properties, pay and distribute to the preference and common shareholders *pari passu* any bonus or dividend in cash, fully paid up non-assessable stock or otherwise, that they in their discretion may deem advisable ;

(c) That in case of the winding up of the Company, the holders of the preference shares shall be entitled to have the surplus assets applied first in paying off the capital paid up on the preference shares held by them respectively to the extent of one hundred and fifteen per cent of the par value thereof ; secondly in payment of the arrears (if any) of the preferential dividend as aforesaid to the commencement of the winding up, and thereafter to participate rateably with the holders of the other shares in the residuum (if any) of such surplus assets which remain after paying off the capital paid up on such other shares ;

(d) That the holders of the preference shares shall alone elect three of the Company's five Directors and shall vote with the other ordinary shareholders *pari passu* for the election of the other two Directors ;

(e) La compagnie aura aussi le droit, à son gré, lors de toute date fixée pour le paiement des dividendes privilégiés, après avis aux actionnaires, de racheter la totalité ou toute partie des dites actions privilégiées alors en cours, à 115% de leur valeur au pair avec en plus les dividendes courus et impayés. Si seulement une partie des actions privilégiées sont rachetées, les actions ainsi rachetées seront choisies par tirage au sort, de la manière que le bureau de direction, à sa seule discrétion, pourra, par résolution, déterminer.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de mai 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2863 ALEXANDRE DESMEULES.

"Shaw and Shaw Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mai 1928, constituant en corporation: Maurice Shulman, avocat, Dorothy Boretsky, Irène-R. Brown, sténographes, filles majeures, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire les opérations générales de placement, de finance, de courtage et d'agence;

Souscrire, garantir, acheter, vendre, échanger, détenir, offrir ou public pour souscription ou autrement faire le commerce d'actions, titres, obligations, débiteures et autres valeurs de corporation municipale, industrielle, commerciale ou financière;

Acheter, louer ou autrement acquérir la totalité ou toute partie de l'actif, des biens, droits, de la clientèle, y compris toute option, concession ou autre droit semblable de tout individu, firme ou corporation, et les payer en argent ou en actions entièrement libérées et non sujettes à appel du capital-actions de la compagnie, ou partie en argent et partie en actions;

Promouvoir, organiser, administrer et développer ou aider à promouvoir, organiser, administrer ou développer toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou affaires et faire tous les actes connexes à ces opérations;

Agir comme agents ou courtiers pour placer, prêter, payer, transmettre et percevoir des deniers;

Acheter ou autrement acquérir et détenir, vendre ou autrement disposer de toutes les propriétés réelles et personnelles qui sont appropriées ou convenables aux fins de la compagnie, et les payer en argent titres, obligations ou autres valeurs de la compagnie;

Garantir et donner des garanties et se porter garant pour le paiement des billets promissoires, lettres de change, comptes ou autres obligations de toute personne, firme ou corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, et autrement aider toute telle personne, firme et corporation, sous le nom de "Shaw and Shaw Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de mai 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2865 ALEXANDRE DESMEULES.

(e) That the Company shall have the right at its option, upon any date fixed for the payment of the preference share dividend, on notice to such shareholders, to redeem the whole or any part of the said preference shares then outstanding at 115% of the par value thereof plus accrued and unpaid dividends thereon. If part only of such preference shares are to be redeemed, the shares so to be redeemed shall be selected by lot in such manner as the Board of Directors in its sole discretion shall by resolution determine.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of May, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
2864 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Shaw and Shaw Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1928, incorporating: Maurice Shulman, advocate, Dorothy Boretsky, Irene R. Brown, Stenographers, *Filles majeures*, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general investment financial and brokerage business and agency;

To subscribe for, underwrite, buy, sell, exchange, hold, offer for public subscription or otherwise deal in shares, stocks, bonds, debentures and other securities of municipal, industrial, commercial or financial corporation;

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the assets, property, rights, good-will, including any option, concession or the like, of any individual, firm or corporation, and to pay for the same in cash or in fully paid up and non-assessable shares of the capital stock of the company, or partly in cash and partly in shares;

To promote, organize, manage and develop or assist in the promotion, organization, management or development of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking and to do all acts incidental thereto;

To act as agents and brokers for the investment, loan, payment, transmission and collection of money;

To buy or otherwise acquire and hold, sell or otherwise dispose of such property, real and personal, as is suitable or convenient for the purposes of the company, and to pay for the same in money, stock, bonds or other securities of the company;

To guarantee and give security for and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any person, firm or corporation with which the company may have business relations and otherwise assist any such persons, firm or corporation, under the name of "Shaw and Shaw Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of May, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
2866 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Sullivan Gold Mines, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de mai, 1928, constituant en corporation: Pierre Beauchemin, de la ville d'Amos, propriétaire de moulin et marchand de bois, Léandre-Edouard-Joseph Morin, de la cité d'Outremont, comptable, et Mireille Langevin, de la cité de Montréal, sténographe, fille majeure, dans les buts suivants:

Conduire une industrie générale de courtage et spécialement en rapport avec des mines ou propriétés minières, industrielles et autres;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines et des terrains miniers, droits miniers, droits de préemption, limites à bois ou tout intérêt s'y rattachant et tous les accessoires d'iceux;

Prospecter, ouvrir, explorer, développer, exploiter, améliorer, entretenir et administrer des mines d'or, d'argent, de cuivre, de charbon, de fer et autres mines, des minéraux et autres dépôts et propriétés, et creuser, extraire, broyer, laver, fondre, éprouver, analyser, réduire et amalgamer, et autrement traiter les minerais, métaux et minéraux, qu'ils appartiennent à la compagnie ou non; les préparer pour le marché, et vendre et autrement disposer d'iceux ou d'une partie d'iceux ou de tout intérêt s'y rattachant;

Organiser des compagnies minières, industrielles ou autres et agir comme agents fiscaux et transmetteurs et comme registrateurs pour des compagnies;

Acheter, vendre, investir et commercer en toutes espèces de stocks, obligations, débetures et autres garanties;

Acquérir la propriété, les droits, la clientèle et tout autre actif et tous privilèges de toute personne ou compagnie exerçant toute entreprise ou industrie semblable en tout ou en partie à celle de cette compagnie, et payer pour iceux et pour les services et les bienfaits, de quelque nature que ce soit, rendus à la compagnie, en actions de la compagnie acquittées en tout ou en partie;

Détenir, acheter ou autrement acquérir, vendre, assigner, transférer ou autrement disposer des actions du capital, obligations, débetures ou autres preuves de passif données par toute autre compagnie ayant des objets identiques en tout ou en partie à ceux de la présente compagnie et, pendant la détention d'iceux, exercer tous les droits et privilèges de propriété, en y comprenant le droit de voter à ce sujet;

Faire tout et aucune chose nécessaire, appropriée, convenable ou propre à l'accomplissement d'aucun ou de plusieurs des desseins ou l'obtention de l'un ou plusieurs des objets ci-énumérés ou se rattachant aux pouvoirs ci-déterminés ou qui, en aucun temps, semblera propice ou utile à la protection ou au bénéfice de la corporation soit comme détenteurs, soit comme intéressés dans la propriété ou autrement;

Opérer, posséder, acquérir et autrement utiliser les pouvoirs d'eau, électriques, à vapeur et autres pour l'éclairage et le chauffage et la force motrice nécessaire pour les fins de l'exploitation des dites propriétés minières ou autrement, et vendre et louer le surplus de pouvoir dans les comtés d'Abitibi et Témiscamingue;

Exercer les industries et entreprises susdites comme principaux, agents ou à commission, sous le nom de "Sullivan Gold Mines, Limited", avec un capital total de trois millions de piastres (\$3,000,000.00), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions de une piastre (\$1.00) chacune.

"Sullivan Gold Mines, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of May, 1928, incorporating: Pierre Beauchemin, of the town of Amos, mill-owner and lumber merchant, Léandre Edouard Joseph Morin, of the city of Outremont, accountant, and Mireille Langevin, of the city of Montreal, stenographer, spinster, for the following purposes:

To carry on a general brokerage business and especially in connection with mines or mining, industrial and other property;

To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, timber limits or any interests therein and all the accessories thereof;

To prospect for, open, explore, develop, work, improve, maintain and manage gold, silver, copper, coal, iron and other mines, minerals and other deposits and properties, and to dig for, raise, crush, wash, smelt, assay, analyse, reduce, amalgamate, refine, and otherwise treat ores, metals and minerals, whether belonging to the company or not, and to render the same merchantable, and to sell and otherwise dispose of the same or any part thereof, or any interest therein;

To organize mining, industrial or other companies and to act as fiscal and transfer agents and as registrars for companies;

To purchase, sell, invest and deal in any kinds of stocks, bonds, debentures and other securities;

To acquire the property, rights, goodwill and any other assets and all the privileges of any person or company carrying on any undertaking or business in whole or in part similar to that of the present company, and to pay therefor and for services and benefits of any kind whatever rendered to the company with fully or partly paid up shares of the company;

To hold, purchase or otherwise acquire, sell, assign, transfer or otherwise dispose of shares of the capital stock, bonds, debentures or other evidences of indebtedness, created by any other companies having objects similar in whole or in part to those of the present company and, while the holder thereof, to exercise all the rights and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

To do everything and anything necessary, appropriate, expedient or proper for the carrying out of several or any of the purposes or the obtaining of one or any of the objects herein enumerated, or connected with the powers aforesaid or which, at any time, may seem propitious or useful for the protection or benefit of the corporation, either as holders or as parties interested in the property or otherwise;

To operate, own, acquire and otherwise utilize any water-powers, electric, steam and other powers, for lighting and heating purposes and the necessary motive power for the exploitation of the said mining properties or otherwise, and to sell and lease the surplus of such power in the counties of Abitibi and Temiscamingue;

To carry on the business and undertakings aforesaid as principals, agents or on commission, under the name of "Sullivan Gold Mines, Limited", with a total capital stock of three million dollars (\$3,000,000.00), divided into three million (3,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Amos, dans le district de l'Abitibi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de mai, 1928.

Le sous-secrétaire de la province,
2867 C.-J. SIMARD.

The head office of the company will be at Amos, in the district of Abitibi.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of May, 1928.

C. J. SIMARD,
2868 Assistant Provincial Secretary.

"The Montreal Baked Bean Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mai 1928, constituant en corporation: William-Fraser Macklaier et Jonathan Robinson, avocats, et James-Burnett Taylor, comptable, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce de boulangers, confiseurs et manufacturiers de biscuits en gros et en détail; faire le commerce de toutes sortes et descriptions d'aliments cuits et aussi de tous les produits requis pour tels aliments, avec le pouvoir de faire et de manufacturer du pain, des biscuits, gâteaux, et autres produits semblables et spécialement faire le commerce de toutes sortes de légumes et les acheter, les cuire et les vendre;

Manufacturer, acheter et vendre des marchandises de toutes sortes qui peuvent être requises par des boulangers et confiseurs, et généralement manufacturer, acheter, vendre, ou autrement aliéner des effets, articles et marchandises de toutes natures et espèces;

Faire affaires comme manufacturiers, expéditeurs et commerçants de toutes sortes de conserves, condiments, marinades, marmelades, gelées, confitures, petits mets, épicerie, charcuterie ou aliments; faire affaires comme producteurs, expéditeurs, exportateurs et importateurs et généralement manufacturer et faire le commerce de canistres, boîtes, jarres, récipients, étiquettes et accessoires pour la mise en conserve;

Construire, améliorer et maintenir tous les terrains, édifices, réservoirs, boutiques, magasins et autres travaux ou commodités qui peuvent être nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie;

Exercer toute industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acheter, louer ou autrement acquérir la totalité ou toute partie du commerce, des biens, de l'actif, des franchises, privilèges, droits et obligations de toute personne ou compagnie exerçant tout commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens qui conviennent aux fins de la compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des permis, concessions et autres privilèges semblables qui sembleront pouvoir servir pour aucune des fins de la compagnie et utiliser, exercer, développer, ou autrement mettre en valeur les droits ou concessions ainsi acquis;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirables, et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change,

"The Montreal Baked Bean Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1928, incorporating: William Fraser Macklaier and Jonathan Robinson, advocates, and James Burnett Taylor, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of wholesale and retail bakers, confectioners and biscuit manufacturers; to deal in all kinds and description of cooked foods, and also in any products required for the same, with power to make and manufacture bread, biscuits, cakes and the like, and especially deal in all kinds of vegetables, and to buy, bake and sell the same;

To manufacture, purchase and sell merchandise of all kinds which may be required by bakers or confectioners, and generally to manufacture, purchase, sell or otherwise dispose of goods, wares and merchandise of all kinds and description;

To carry on business as a manufacturer of, shipper and dealer in all kinds of canned goods, condiments, pickles, jams, jellies, preserves, table delicacies, grocers' sundries and supplies and prepared meats or foods; to carry on business as a grower, shipper, exporter and importer and generally to manufacture and deal in cans, boxes, jars, containers, labels and canners' supplies;

To construct, improve and maintain any lands, buildings, reservoirs, shops, stores and other works or conveniences which may be necessary or useful for the purposes of the Company;

To carry on any business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, assets, franchises, privileges, rights and liabilities of any person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the Company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any licenses, concessions and the like which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company, and to use, exercise, develop or otherwise turn to account the rights or concessions so acquired;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the Company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the Company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To draw, make accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange,

connaissances, mandats, et autres effets négociables ou transférables;

Vendre, louer ou aliéner les biens et l'entreprise de la compagnie en tout ou en partie, pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, sous le nom de "The Montreal Baked Bean Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de mai 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2869 ALEXANDRE DESMEULES.

bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company, under the name of "The Montreal Baked Bean Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of May, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
2870 Acting Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

"Hôtel New Balmoral, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 41, 46 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires en date du septième jour de mai 1928, à la compagnie "Hôtel New Balmoral, Limitée", ratifiant un règlement de la compagnie comme suit, savoir:

1. Il est par les présentes décrété que le capital-actions de la Compagnie actuellement autorisée de \$45,000.00 et divisé en 450 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, entièrement souscrites et payées, soit modifié en remplaçant par 4 actions sans valeur au pair chacune des dites 450 actions ordinaires d'une valeur de \$100.00 qui forment le capital actuel de la compagnie, et en augmentant ce capital par la création 1. de 8,200 actions sans valeur au pair additionnelles et 2. 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25.00 chacune.

2. Les actions privilégiées ci-dessus mentionnées auront droit et seront sujettes aux préférences, priorités et conditions ci-après énoncées, à savoir:

a. Les porteurs des dites actions privilégiées auront droit de recevoir, à même les bénéfices de la compagnie, un dividende privilégié cumulatif au taux de six pour cent (6%) par année, et pas davantage, sur le capital alors versé sur les dites actions respectivement, le dit dividende payable semi-annuellement le premier mai et le premier novembre de chaque année;

b. Dans le cas de liquidation, dissolution ou ventilation de la compagnie, les porteurs enregistrés des actions privilégiées auront droit, avant qu'une partie quelconque de l'actif soit distribuée ou payée aux porteurs de toute autre classe d'actions de moindre priorité que les actions privilégiées, de recevoir la pleine valeur au pair de leurs actions, avec en plus tous les dividendes courus, mais ils n'auront pas droit de participer davantage dans la distribution de l'actif de la compagnie. Si lors de telle distribution, liquidation ou ventilation, l'actif de la compagnie, disponible pour être distribué comme susdit, entre les porteurs des actions privilégiées, est insuffisant pour rencontrer les paiements dus aux actionnaires privilégiés, alors l'actif total de la compa-

Supplementary Letters Patent

"Hôtel New Balmoral, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 41, 46 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the seventh day of May, 1928, to the company "Hôtel New Balmoral, Limitée", ratifying a by-law of the company as follows, to wit:

1. It is by these presents enacted that the capital-stock of the company presently authorized of \$45,000.00 and divided into 450 common shares of a par value of \$100.00 each, fully subscribed and paid in be modified by replacing with 4 shares having no par value, each of the said 450 common shares of a value of \$100.00 forming the actual capital-stock of the company, and by increasing such capital by the creation 1. of 8,200 additional shares having no par value and 2. 4,000 preferred shares of a par value of \$25.00 each.

2. The preferred shares hereabove mentioned shall be entitled and subject to the preferences, priorities and conditions hereinafter set out, namely:

a. The holders of the said preferred shares shall be entitled to receive, out of the profits of the company, a preferred cumulative dividend at the rate of six per cent (6%) per annum, and no more, on the then paid in capital on the said shares respectively, the said dividend being payable semi-annually the first of May and the first of November of each year;

b. In the event of the liquidation, dissolution or winding up of the company, the registered holders of preferred shares shall be entitled, before any part whatever of the assets be distributed or paid to the holders of any other class of stock of less priority than the preferred shares, to receive the full par value of their stock, with moreover all the accrued dividends, but they shall not be entitled to further participate in the distribution of the assets of the company. If at the time of the distribution, liquidation or winding up, the assets of the company available to be distributed as aforesaid among the holders of the preferred shares, are insufficient to meet the payments due to the preferred shareholders, then the total assets of

gnie ainsi distribuée sera distribué proportionnellement entre les porteurs enregistrés des actions privilégiées.

c. La compagnie pourra racheter les actions privilégiées, à toute date de dividende, sur paiement de \$26.25 par chaque action privilégiée de \$25.00, avec en plus tous les dividendes courus, dus et impayés.

Dans le cas de tel rachat, les porteurs des actions privilégiées devront recevoir un avis préalable d'au moins trente jours francs, à leur dernière adresse connue, telle qu'elle apparaît dans les livres de la compagnie;

Si la compagnie désire faire seulement un rachat partiel des actions privilégiées, elle pourra le faire de la manière énoncée plus haut, aussi souvent qu'elle le jugera à propos, et les actions qui seront rachetées seront tirées au sort;

d. Les porteurs des actions privilégiées n'auront aucun droit de voter à toute assemblée quelconque des actionnaires de la compagnie et, en conséquence, les actions privilégiées ne conféreront aucun droit de vote quelconque à tout porteur ou porteurs d'icelles;

e. Après que les porteurs des actions privilégiées auront reçu le dit dividende cumulatif de première priorité de 6% par année, tel qu'il est dit plus haut, ils n'auront pas droit à d'autres dividendes ou de participer davantage dans les bénéfices de la compagnie;

3. Le montant avec lequel la compagnie exercera à l'avenir ses opérations ne sera pas moindre de \$60,000.00.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de mai, 1928.

Le sous-secrétaire de la province,
2871 C.-J. SIMARD.

the company thus available shall be distributed pro rata among the registered holders of the preferred shares;

c. The company may redeem the preferred shares at any dividend date upon payment of \$26.25 for each preferred share of \$25.00, with moreover all the accrued, due and unpaid dividends;

In case of such redemption, the holders of the preferred shares shall receive a notice of at least thirty clear days, at their last known addresses, as they appear upon the books of the company;

Should the redemption be only partial, the company may make such redemption as above set out as often as it deems advisable, and the shares to be redeemed shall be drawn by lot;

d. The holders of the preferred shares shall have no right to vote at any meeting whatever of the shareholders of the company, and the preferred shares shall consequently confer no right to vote whatsoever on any holder or holders thereof;

e. After the holders of preferred shares have received the said first preference cumulative dividend of 6% per annum, as above mentioned, they shall not be entitled to any other dividends or to further participate in the profits of the company;

3. The amount with which the company will hereafter carry on its operations shall not be less than \$60,000.00.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of May, 1928.

C. J. SIMARD,
2872 Assistant Provincial Secretary.

"L. Prefontaine Auto and Airplane Corporation, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 46 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du huitième jour de mai 1928, à la compagnie "L. Prefontaine Auto and Airplane Corporation, Limited", ratifiant un règlement de la compagnie comme suit, savoir:

Que la valeur des actions privilégiées de la compagnie, de \$100.00 au pair qu'elles sont présentement, soient à l'avenir d'une valeur de \$10.00 au pair.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mai 1928.

Le sous-secrétaire de la province,
2873 C.-J. SIMARD.

"L. Prefontaine Auto and Airplane Corporation, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 46 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1928, to the company "L. Prefontaine Auto and Airplane Corporation, Limited", ratifying a by-law of the company, as follows:

That the value of the preferred shares of the company, which are actually of the par value of \$100.00, be hereafter of the par value of \$10.00.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of May, 1928.

C. J. SIMARD,
2874 Assistant Provincial Secretary.

Assurances

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à la "Hudson Bay Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, ouragan, contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques et automobile, a été amendé, permettant en plus l'assurance contre les accidents, vol avec effraction, garantie, bris de glaces et maladie, le et après ce vingt-cinquième jour de mai, 1928.

Le tout conformément à l'article 121, ch. 243

Insurances

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Hudson Bay Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, Tornado, Sprinkler Leakage and Automobile Insurance, has been extended to include Accident, Burglary, Guarantee, Plate Glass and Sickness Insurance, on and after this twenty fifth day of May, 1928.

Given pursuant to article 121, ch. 243 of the

des Statuts Refondus de Québec, 1925, ce vingt-cinquième jour de mai, 1928.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances,
O.-E. SHARPE.

Branche des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

2747-22-2

Revised Statutes of Quebec, 1925, this twenty fifth day of May, 1928.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
O. E. SHARPE,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que.

2748-22-2

Département de l'Instruction Publique

No 422-28

Québec, 28 mai 1928.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de "Nord-Témiscamingue", comté de Témiscamingue, en celui de "Notre-Dame-du-Nord".

2817-22-2

No 1504-27.

Quebec, 29 mai, 1928.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Marguerite-Marie, comté de Matapédia, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

Les lots 1 à 19 inclusivement du rang Est chemin Kempt, canton de Causapsal;

Les lots 1 à 19 inclusivement du rang Ouest chemin Kempt, même canton.

Les lots 24 à 29 inclusivement du rang V du canton de Causapsal;

Les lots 11 à 21 inclusivement du rang VI du canton de Causapsal;

Les lots 11 à 25 inclusivement du rang VII du canton de Causapsal;

Les lots 11 à 27 inclusivement du rang VIII du canton de Causapsal;

Les lots 11 à 53 inclusivement du rang IX du canton de Causapsal.

Ce territoire ne fait actuellement partie d'aucune municipalité scolaire déjà organisée.

2819-22-2

Department of Education

No. 422-28.

Quebec, May 28, 1928.

Application has been made to change the name of the School municipality of "Nord Témiscamingue", county of Témiscamingue, to that of "Notre Dame du Nord".

2818-22-2

No. 1504-27.

Quebec, May 29, 1928.

Application has been made to annex to the school municipality of Sainte Marguerite Marie, county of Matapédia, the territory hereunder described, to wit:

The lots 1 to 19 inclusively of the East range Kempt road, township of Causapsal;

The lots 1 to 19 inclusively of the West range Kempt road, same township;

The lots 24 to 29 inclusively of the V range of the township of Causapsal;

The lots 11 to 21 inclusively of the VI range of the township of Causapsal;

The lots 11 to 25 inclusively of the VII range of the township of Causapsal;

The lots 11 to 27 inclusively of the VIII range of the township of Causapsal;

The lots 11 to 33 inclusively of the IX range of the township of Causapsal.

The said territory does not actually form part of any school municipality already organized.

2820-22-2

Département des terres et forêts

Department of Lands and Forests

AVIS AUX MESUREURS DE BOIS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Avis est par la présente donné qu'en vertu des pouvoirs que me donne la loi des mesureurs de bois (Geo. V, chapitre 45, section III), tous les mesureurs en service actif ou non devront retourner au ministère des Terres & Forêts leurs certificats de mesureurs d'hui au premier juillet, 1928.

Le mesureur devra faire accompagner son certificat d'une lettre où il mentionnera l'endroit et l'année de son examen, ainsi que son adresse lors du dit examen et son adresse actuelle.

Ceux qui ne pourront pas produire leur certificat, pour une raison majeure, devront, cependant, adresser une déclaration assermentée, attestant la manière dont le certificat a été détruit ou perdu, mais tous seront tenus de fournir les renseignements plus haut demandés.

Sur réception de ce document, le Ministère adressera, avec une carte d'identification, s'il y a lieu, un nouveau permis de mesureur, ayant la même valeur que le précédent, mais portant un numéro d'ordre.

NOTICE TO THE LOG SCALERS OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Notice is hereby given that in virtue of the powers conferred upon me by the Quebec Culler's Act (Geo. V. Chap. 45 Sect. III) all scalers, in active service or not, will have to return their culler's certificate to the Department of Lands & Forests before the 1st of July, 1928.

The scaler must send with his certificate a letter stating where and when he passed his examinations and giving his present address.

Those who, for some uncontrollable reason, are unable to produce their certificate, must, however, forward a sworn declaration as to how certificate was destroyed or lost, but it is necessary for all to give the above required information.

On reception of this document, the Department will issue, if necessary, together with an identification card, a new scaler's permit having the same value as the one returned, but bearing a serial number.

A l'expiration du délai, nul ne pourra agir comme mesureur s'il n'a échangé son certificat.

Le ministre des Terres & Forêts,
H. MERCIER,
Québec, 12 avril, 1928. 2179—18-9

After the date mentioned above, no scaler will be able to act as such unless he has exchanged his certificate.

H. MERCIER,
Minister of Lands & Forests.
Quebec, April 12th, 1928. 2180—18-9

Actions en séparation de biens

Province de Québec, District de Trois-Rivières, Cour Supérieure. No 206. Madame Rosée Pronovost, alias Prenevost, de la paroisse de Saint-Narcisse, comté de Champlain, épouse commune en biens de Arthur Veillette, entrepreneur et contracteur, du même endroit, demanderesse; vs Le dit Arthur Veillette, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 31 mai, 1928.

Trois-Rivières, 31 mai, 1928.
Les procureurs de la demanderesse,
2877—23-4 DUPLESSIS, LANGLOIS & LAMOTHE.

Avis: Une action en séparation de biens a été ce jour intentée par Dame R.-Aimée Desjardins, demanderesse, épouse commune en biens de Isidore Fleury, défendeur, de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, ci-devant commerçant, devant la Cour Supérieure du district de Terrebonne, sous le numéro dix neuf cent huit.

Le procureur de la demanderesse,
CHS.-ED. MARCHAND.
St-Jérôme, le 26 mai, 1928. 2751—22-4

Province de Québec, district de Trois-Rivières, Cour Supérieure, No 165. Dame Aurore Cossette, de la paroisse de Saint-Narcisse, comté de Champlain, épouse commune en biens de J.-Noé Veillet, entrepreneur et contracteur, de la dite paroisse de Saint-Narcisse, demanderesse; vs Le dit J.-Noé Veillet, défendeur.

Un action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 23 mai 1928.

Trois-Rivières, 28 mai, 1928.
Les procureurs de la demanderesse,
2773—22-4 DUPLESSIS, LANGLOIS & LAMOTHE.

Province de Québec, District de Saint-François, Cour Supérieure, No 96. Dame Adéline Carrier a institué une action en séparation de biens, le 4 juillet 1927, contre son mari Georges-Maurice Dion, sellier, de la ville de Sherbrooke du dit district.

Le procureur de la demanderesse,
2795—22-4 E.-P. McCABE.

Province de Québec, District de Joliette, No 2170, Cour Supérieure. Dame Arsélie Therrien, épouse de Joseph Dauphinais, cultivateur, de St-Damien-de-Brandon, dans le district de Joliette, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Joseph Dauphinais, Défendeur.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of Trois Rivières, Superior Court. No. 206. Madame Rosée Pronovost, alias Prenevost, of the parish of Saint Narcisse, county of Champlain, wife common as to property of Arthur Veillette, farmer and contractor, of the same place, plaintiff; vs The said Arthur Veillette, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by plaintiff against defendant, on the 31st day of May, 1928.

Trois Rivières, 31st of May 1928.
DUPLESSIS, LANGLOIS & LAMOTHE,
2878—23-4 Attorneys for the plaintiff.

Notice: An action in separation as to property has been this day instituted by Mrs. R. Aimée Desjardins, plaintiff, wife common as to property of Isidore Fleury, defendant, of the town of Saint Jérôme, district of Terrebonne, formerly trader, before the Superior Court of the district of Terrebonne, under number nineteen hundred and eight.

CHS. ED. MARCHAND,
Attorney for plaintiff.
St Jérôme, May, 26th, 1928. 2752—22-4

Province of Quebec, District of Trois-Rivières, Superior Court. No. 165. Dame Aurore Cossette, of the parish of Saint Narcisse, county of Champlain, wife common as to property of J. Noé Veillet, farmer and contractor, of the said parish of Saint Narcisse, plaintiff; vs The said J. Noé Veillet, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant, on the 23rd of May, 1928.

Trois-Rivières, 28th of May, 1928.
DUPLESSIS, LANGLOIS & LAMOTHE,
2774—22-4 Attorneys for the plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Saint Francis. Superior Court. No. 96. Dame Adeline Carrier, wife common as to property of Georges Maurice Dion, of the City of Sherbrooke, in the District of Saint Francis, plaintiff; vs Georges Maurice Dion, of the City of Sherbrooke, in the same district. An action in separation as to property has been instituted in this case on July 4th, 1927.

Sherbrooke, April 19th, 1928.
E. P. McCABE,
2796—22-4 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Joliette, No. 2170, Superior Court. Dame Arselie Therrien, wife of Joseph Dauphinais, farmer, of St. Damien de Brandon, in the district of Joliette, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said Joseph Dauphinais, Defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix-septième jour d'avril 1928.

Joliette, le 16 mai 1928.

L'avocat et procureur de la demanderesse,
2649—21-4 MAX PERRAULT.

Province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure, No 588.

Marie-Alice Goulet, épouse commune en biens d'Elzéar Desmarais, cultivateur, du canton de Shefford, dans le district de Bedford, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, demanderesse; vs le dit Elzéar Desmarais, défendeur.

Une action en séparation de biens a ce jour été intentée contre le défendeur.

Sweetsburg, 22 mai 1928.

Les procureurs de la demanderesse,
2679—21-4 NUTTING & GINGRAS.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure. Dorilla Brillon, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Ernest Petit, du même lieu, courtier d'immeubles, demanderesse; vs Ernest Petit, des cité et district de Montréal, courtier d'immeubles, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse au défendeur, ce 13 mars 1928.

Montréal, 11 mai, 1928.

L'avocat de la demanderesse,
2477—20-4 CAMILLE TESSIER.

Province de Québec, district de Montréal, No D-33261, Cour Supérieure. Dame Mary Levine, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens d'Abraham Slabotsky, tavernier, des mêmes lieux, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Abraham Slabotsky, des cité et district de Montréal, tavernier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le Défendeur.

Montréal, le 12 mai, 1928.

Les procureurs de la demanderesse,
2495—20-4 COHEN & GAMEROFF.

Province de Québec, District de Montréal, No A-30432, Cour Supérieure. Dame Yetta Orenbach, épouse de William White, marchand, tous deux de Montréal, a institué une action en séparation de biens contre son mari.

Montréal, le 15 mai 1928.

Le procureur de la demanderesse,
2515—20-4 LOUIS GLAZER.

Province de Québec, District de Joliette, No 1825. Cour Supérieure. Dame Emma Grenier, épouse commune en biens de Joseph Poirier, tous deux de Rawdon, district de Joliette, Demanderesse; vs Joseph Poirier, du village de Rawdon, district de Joliette, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur dans cette cause.

Joliette, 16 mai 1928.

Le procureur de la demanderesse,
97 rue St-Jacques, Ch. 405. 2543—20-4 ROMEO LEBLANC.

Province de Québec, District de Montréal, No F-35433. Cour Supérieure. Dame Marguerite Lauzon, de la cité de Lachine, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Josaphat Théoret, entrepreneur, du même lieu, étant dûment autorisée à ester en justice, Deman-

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the seventeenth day of April, 1928.

Joliette, May 16, 1928.

MAX PERRAULT,
2650—21-4 Advocate and attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court, No. 588.

Marie Alice Goulet, wife common as to property of Elzéar Desmarais, farmer, of the township of Shefford, in the district of Bedford, and duly authorized to *ester en justice* for the purposes hereof, plaintiff; vs The said Elzéar Desmarais, defendant.

An action for separation as to property has this day been instituted against the defendant.

Sweetsburg, May 22, 1928.

NUTTING & GINGRAS,
2680—21-4 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court. Dorilla Brillon, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Ernest Petit, of the same place, real estate broker, plaintiff: vs Ernest Petit, of the city and district of Montreal, real estate broker, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the Plaintiff against the Defendant, on March 13th., 1928.

Montreal, May 11th, 1928.

CAMILLE TESSIER,
2478—20-4 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. No. D-33261. Dame Mary Levine, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Abraham Slabotsky, tavern keeper, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Abraham Slabotsky, of the City and District of Montreal, tavern keeper, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the Defendant.

Montreal, May 12th, 1928.

COHEN & GAMEROFF,
2496—20-4 Attorneys for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, No. A-30432, Superior Court. Dame Yetta Orenbach, wife of William White, Merchant, both of Montreal, has sued her husband in separation as to property.

Montreal, May 15th, 1928.

LOUIS GLAZER,
2516—20-4 Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Joliette, No. 1825. Superior Court. Dame Emma Grenier, wife common as to property of Joseph Poirier, both of Rawdon, district of Joliette, Plaintiff; vs Joseph Poirier, of the village of Rawdon, district of Joliette. Defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant in this cause.

Joliette, May 16, 1928.

ROMEO LEBLANC,
97, St. James Street, Room 405. 2544—20-4 Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, No. F-35433. Superior Court. Dame Marguerite Lauzon, of the city of Lachine, in the district of Montreal, wife common as to property of Josaphat Théoret, contractor, of the same place, being duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff;

deresse; vs Ledit Josaphat Théoret, entrepreneur, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 15 mai 1928.

Montréal, le 15 mai 1928.

Les procureurs de la demanderesse,
PATENAUDE, MONETTE, FILION
2545—20-4 & BOYER.

vs the said Josaphat Theoret, contractor, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 15th of May, 1928.

Montreal, May 15, 1928.

PATENAUDE, MONETTE, FILION & BOYER,
2546—20-4 Attorneys for Plaintiff.

Avis divers

Avis est donné au public, qu'en vertu de la section 7 de la Loi des Eaux Courantes, la compagnie "The Barrett Company, Limited", de Montréal, dans le comté d'Hochelega, se propose de demander l'autorisation de faire reconstruire une section de l'écluse du barrage hydro-électrique, du biez et de l'usine de force motrice qui existent sur le cours d'eau de la rivière l'Assomption, entre les lots numéros quatre cent six (406) et cinq cent quarante-quatre (544), tous deux des plan et livre de renvoi de la ville de Joliette, comté de Joliette, province de Québec.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des Terres et Forêts et que des duplicata de ces plans et devis ont été déposés au bureau de la division d'enregistrement de Joliette, à Joliette.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

"THE BARRETT COMPANY, LIMITED"

Par le secrétaire-trésorier,
2879—23-5 W.-B. COWPER.

"INTERNATIONAL HOLDING AND INVESTMENT COMPANY, LIMITED"

Règlement No XXXI.—Le nombre des directeurs de cette compagnie est, par les présentes, augmenté de quinze (15) à dix-huit (18).

Montréal, le 28 mai, 1928.

L'assistant-secrétaire,
2883 FRANK-B. COMMON.

Cour Supérieure, Percé, District de Gaspé. Les Syndics de la Paroisse de Sainte-Anne-des-Monts, Comté de Gaspé.

Avis est par le présent donné que le dix-neuvième jour de Juin, mil neuf cent vingt-huit, (1928), à dix heures de l'avant-midi, en la Chambre des Juges de la Cour Supérieure, au Palais de Justice, à Percé, Comté et District de Gaspé, sera entendue par l'un des Juges de la dite Cour, une Requête par les Syndics de la paroisse de Sainte-Anne-des-Monts, Comté de Gaspé, demandant la nomination d'un Fidéicommissaire pour représenter les porteurs d'obligations émises par les dits Syndics en vertu d'un Acte de Fiducie passé le dix-huit Juin mil neuf cent vingt-deux, (1922), par les dits Syndics, à la Compagnie "Provincial Securities, Limited" comme Fidéicommissaire pour les dits porteurs d'obligations, la dite Compagnie étant maintenant en liquidation.

Le présent avis est donné en vertu d'une ordonnance de l'Honorable Juge Pierre d'Auteuil, l'un des Juges de la dite Cour Supérieure, émise

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given, in accordance with Section 7 of the Water-Course Act, that "The Barrett Company, Limited", of Montreal, of the County of Hochelega, intends to apply for authorization to have constructed a replacement of the spillway section of the existing water-power dam, of the flume and of the power-house on the water-course of the River L'Assomption, where the same runs between lots numbers four hundred and six (406) and five hundred and forty four (544), both on the Official Plan and in the Book of Reference of the Town of Joliette, County of Joliette, Province of Quebec.

Notice is also given that petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, showing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the Registration Division of Joliette, at Joliette.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the Quebec Official Gazette.

"THE BARRETT COMPANY, LIMITED"

W. B. COWPER,
2880—23-5 Secretary-Treasurer.

"INTERNATIONAL HOLDING AND INVESTMENT COMPANY, LIMITED"

By-law No. XXXI.—The number of Directors of this Company is hereby increased from fifteen (15) to eighteen (18).

Montreal, 28th May, 1928.

FRANK B. COMMON,
2884 Assistant Secretary.

Superior Court, Percé, District of Gaspé. The Trustees of the Parish of Sainte Anne des Monts, County of Gaspé.

Notice is hereby given that on the nineteenth day of June, one thousand nine hundred and twenty eight (1928), at ten o'clock in the forenoon, at the Court House, at the Village of Percé, in the County and District of Gaspé, shall be heard in Chambers by one of the Justices of the Superior Court of this Province, a Petition by the Trustees of the Parish of Sainte Anne des Monts, County of Gaspé, praying for the Appointment of a Trustee for the holders of Bonds issued by the said Trustees under a certain Trust Deed executed by them on the eighteenth day of June, one thousand nine hundred and twenty two (1922) on behalf of Provincial Securities, Limited", as Trustee for said Bondholders, the said Provincial Securities, Limited, being now in Liquidation.

The present notice is given in compliance with an order and Judgment of the Honourable Pierre d'Auteuil, one of the Justices of the said Court,

Le vingt-deuxième jour de Mai courant (1928), conformément à l'article dixième du dit acte de Fiducie, et dépôt a été fait au Greffe de la Cour Supérieure, à Percé, Comté de Gaspé, de la dite requête et d'une copie certifiée d'une Résolution des dits Syndics proposant un Fidéicommissaire, afin que tous intéressés puissent obtenir communication des dits documents, et montrer cause à l'encontre de la dite requête, s'il y a lieu.
Percé, 28 mai, 1928.

Le protonotaire, C. S.,
ALP. GARNEAU.
Le secrétaire des Syndics,
P. VEILLEUX, *ptr.*

2797—22-2

dated at Percé, on the 22nd day of May 1928, pursuant to Article tenth of the aforementioned Trust Deed, and the said Petition and a certified copy of a resolution of the said Trustees designating a Trustee as Successor in the Trust, have been filed in the Office of the Superior Court for the District of Gaspé, at Percé, County of Gaspé, in order that all interested parties may take communication of same, and show cause, if any, against the granting of said Petition.
Percé, this 28th May, 1928.

ALP. GARNEAU,
Prothonotary, S. C.
P. VEILLEUX, *Ptr.*,
Secretary of the said Trustees.

2798—22-2

Canada, province de Québec, district de Saguenay.

AVIS PUBLIC.

Avis est donné au public, conformément à l'article 7 de la Loi du Régime des eaux courantes, que la compagnie "St. Lawrence Paper Mills Co., Ltd." de la cité et du district de Montréal, se propose de demander l'autorisation de faire développer un pouvoir hydraulique sur la rivière Trinité, dans le canton de Demonts, sur la Côte Nord du Saint-Laurent, et plus particulièrement sur les lots Bloc A, Rang Nord, Rivière Grande-Trinité, et Bloc B, Rang sud-ouest, Grande-Trinité, les blocs A est, les blocs A et B ouest et les lots bordant la rivière, dans le comté de Saguenay, district de Saguenay, province de Québec, et le lit et les îles de la dite rivière et terrains qui lui sont adjacents.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des Terres et Forêts et que des duplicata de ces plans et devis ont été déposés au bureau de la division d'enregistrement du comté de Saguenay, à Tadoussac.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

La requérante,

ST. LAWRENCE PAPER MILLS CO., LTD.
Par ROCHETTE & GOSSELIN,
Procureurs de la requérante.

Québec, 18 avril 1928.

1929—16-8

Canada, province de Québec, district de Saguenay.

Avis est donné au public, conformément à l'article 7 de la Loi du Régime des eaux courantes, que la compagnie "Ontario Paper Company" de Thorold, Ontario, se propose de demander l'autorisation de faire développer un pouvoir hydraulique sur la rivière aux Outardes, dans les cantons Ragueneau et Manicouagan, sur la Côte Nord du Saint-Laurent, et plus particulièrement sur la rivière et blocs A, canton Ragueneau et les lots 47, 48, 49 et 50, canton Manicouagan, et le lit et les îles de la dite rivière et terrains qui lui sont adjacents.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des Terres et Forêts et que des duplicata de ces plans et devis ont été déposés au bureau de la

Canada, Province of Quebec, District of Saguenay.

PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given, in accordance with Section 7 of the Water-Course Act, that the "St. Lawrence Paper Mills Co., Ltd.", of the City and District of Montreal, intends to apply for authorization to construct a hydro-electric power development at and on River Trinity, in the township of Demonts, on the North Shore of the Saint Lawrence, and more particularly on the River and lots Block A, Range North, River Big Trinity, and Block B, Range South West, Big Trinity, Blocks A East, Blocks A and B West and the lots bordering the said River, in the County of Saguenay, District of Saguenay, Province of Quebec, and the bed and islands and lands immediately adjacent thereto.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications of such work, showing the site chosen for the construction thereof, and the lands which may be affected by the backing up of the waters, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that duplicates of such plans and specifications have been deposited in the Registry Office of the Registration Division of the County of Saguenay, at Tadoussac.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Petitioner,

ST. LAWRENCE PAPER MILLS CO., LTD.
Per: ROCHETTE & GOSSELIN,
Attorneys for the petitioner.

Québec, April 18th, 1928.

1930—16-8

Canada, province of Quebec, District of Saguenay.

Public notice is hereby given, in accordance with section 7 of the Water-Course Act, that the Ontario Paper Company, of Thorold, Ontario, intends to apply for authorization to construct an hydro electric power development at and on river aux Outardes, in the townships of Ragueneau and Manicouagan, on the North Shore of the Saint Lawrence, and more particularly on the river and blocks "A" township of Ragueneau and lots 47, 48, 49 and 50, township of Manicouagan, and the bed and islands and lands immediately adjacent thereto.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications of such work showing the site chosen for the constructing thereof and the lands which may be affected by the backing up of the waters, has been forwarded to the Minister of Lands & Forests and that duplicata of such plans and specifications

division d'enregistrement du comté de Saguenay, à Tadoussac.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

La requérante,

ONTARIO PAPER COMPANY.
Québec, le 9 mai, 1928. 2405—19-5

have been deposited in the Registrar's office of the Registration Division of the County of Saguenay, at Tadoussac.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or about the day following the date of the last publication in the issue of the Quebec Official Gazette.

ONTARIO PAPER COMPANY,
Petitioner.
Québec, May 9, 1928. 2406—19-5

Bureaux-chef

"GREENE STABELL MINES, LIMITED".
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Greene Stabell Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle) constituée en corporation en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, sous le nom de "Stabell Gold Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle), par lettres patentes en date du 16e jour de mars 1928, le nom de la dite compagnie ainsi incorporée ayant été changé en celui de "Greene Stabell Mines, Limited (Libre de responsabilité personnelle) par lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de mars 1928 et ayant son bureau-chef à Amos, dans le district de Pontiac, dans la province de Québec, a établi son bureau à Amos, dans le district de Pontiac, dans la province de Québec.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Toronto, ce 28e jour de mai 1928.

Le secrétaire,
2881 F.-M. ELY.

Avis est donné que la compagnie "The Montreal Dental Supply and Manufacturing Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 mai 1927, a établi son bureau-chef au No 14 Phillips Square, en la cité de Montréal.

Daté à Montréal, ce cinquième jour de juin, mil neuf cent vingt-huit.

Le secrétaire,
2907 R.-A. COPEMAN.

Chief Offices

"GREENE STABELL MINES, LIMITED"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Greene Stabell Mines, Limited (No Personal Liability) incorporated under the Quebec Mining Companies Act under the name "Stabell Gold Mines, Limited" (No Personal Liability) by Letters Patent bearing date the 16th day of March, 1928, the name of which said Company so incorporated was changed to "Greene Stabell Mines, Limited", (No Personal Liability) by Supplementary Letters Patent bearing date the 23rd day of March, 1928, and having its head office at Amos, in the District of Pontiac, in the Province of Quebec, has established its office at Amos, in the District of Pontiac, in the Province of Quebec.

From and after the date of this Notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Toronto, this 28th day of May, 1928.

F. M. ELY,
2882 Secretary.

Notice is hereby given that "The Montreal Dental Supply and Manufacturing Company, Limited" incorporated by Letters Patent granted, on 18th May 1927, has established its head office at No. 14 Phillips Square, in the City of Montreal.

Dated at Montreal, this Fifth day of June, one thousand nine hundred and twenty-eight.

R. A. COPEMAN,
2908 Secretary.

Charte:—Abandon de

"GEO. BOIS & COMPANY, LIMITED".

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Geo. Bois & Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 24e jour de janvier 1927, s'adressera au Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 9 juin, 1928.

Le secrétaire,
2889 ALFRED FUCHS.

Charter:—Surrender of

"GEO. BOIS & COMPANY, LIMITED".

Notice is hereby given that "Geo. Bois & Company, Limited", incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, dated the 24th day of January 1927, intends to apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter.

Montreal, 9th June, 1928.

ALFRED FUCHS,
2890 Secretary.

Liquidations—Avis de

Winding up Notices

"MONTMORENCY POWER COMPANY".

Avis est par les présentes donné, qu'en vertu d'une résolution passée par les actionnaires de cette compagnie, à une assemblée spéciale et générale tenue à Québec, le 27ième jour de février, 1928, il a été décidé de dissoudre la compagnie et le soussigné a été nommé liquidateur.

Québec, 22 mai, 1928.

Le liquidateur,
2885 BERNARD DEVLIN.

"MONTMORENCY POWER COMPANY".

Notice is hereby given that in virtue of a resolution passed by the shareholders of this company, at a special and general meeting held at Quebec, the 27th day of February, 1928, it was decided to dissolve the company and the undersigned has been appointed liquidator.

Quebec, May 22, 1928.

2886 BERNARD DEVLIN,
Liquidator.

EN VERTU DE LA LOI DE LIQUIDATION.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 32.

"The Dominion Gresham Guarantee & Casualty Company", en liquidation.

Un ordre de liquidation a été rendu en cette affaire et une assemblée des porteurs de police, des créanciers, actionnaires et contributeurs de la dite compagnie est par les présentes convoquée pour le 21 juin 1928, à dix heures de l'avant-midi, en la salle d'audience No 31, au Palais de Justice, en la dite cité de Montréal, pour nommer un liquidateur permanent de la dite compagnie.

Montréal, le 30 mai 1928.

Le député-protonotaire de la
2903 Cour Supérieure,
L.-P.-A. TRUDEAU.

UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 32.

The Dominion Gresham Guarantee & Casualty Company, in liquidation.

A winding up order has been granted in this matter and a meeting of the policy holders, creditors, shareholders and contributors of the said Company is hereby called for the 21st day of June, 1928, at ten of the clock in the forenoon, in the Court Room No. 31 in the Court House at the said City of Montreal, to appoint a final liquidator to the said Company.

Montreal, 30th May, 1928.

2904 L. P. A. TRUDEAU,
Deputy Prothonotary S. C.

Minutes de notaire

Notarial Minutes

Québec, 1er juin 1928.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en conseil par M. J.-Hormisdas Courtois, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu J.-R.-François Beaudry, en son vivant notaire public, pratiquant à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
2875-23-5 C.-J. SIMARD.

Quebec, June 1st, 1928.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. J. Hormisdas Courtois, notary, residing and practising at Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late J. R. François Beaudry, in his lifetime, notary public, practising at Montreal, in the judicial district of Montreal.

2876-23-5 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Québec, le 25 mai, 1928.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par M. de La Bruère Fortier, notaire, de la cité de Québec, demandant le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Hilaire Payeur, en son vivant, notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2740-22-5 ALEXANDRE DESMEULES.

Quebec, May 25th, 1928.

Notice is hereby given, that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. de La Bruère Fortier, notary, of the city of Quebec, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Hilaire Payeur, in his lifetime, notary, of the same place.

ALEXANDRE DESMEULES
Acting Assistant Provincial Secretary.
2750-22-5

Ratification de titre

Confirmation of title

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 297. *Ex parte*, Ernest Deslauriers, cultivateur, ci-devant de la paroisse de Saint-Laurent, district de Montréal,

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 297. *Ex parte*, Ernest Deslauriers, farmer, heretofore of the parish of Saint Laurent, district of Montreal,

et actuellement de Girouville, Province de l'Alberta, requérant ratification de titre.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe de la Cour Supérieure du district de Montréal, un acte passé devant George-P. Laurin, notaire, le 17 novembre 1922, étant un testament par lequel feu Alphonse Deslauriers, sellier, en son vivant de la ville Saint-Laurent, donne, lègue et transporte à Ernest Deslauriers, cultivateur, ci-devant du même lieu, et actuellement de la ville de Girouville, Province de l'Alberta, un immeuble ou emplacement connu et désigné sous le numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier, mesurant cinquante pieds de front par un arpent de profondeur; tenant en front à la rue principale de la ville Saint-Laurent, en arrière à la rue Saint-Antoine, d'un côté au sud-ouest à la propriété de J.-Bte Lagacé ou représentants, au nord-ouest à la propriété de J. Ouellette—avec bâtisses dessus érigées, et en la possession dudit Ernest Deslauriers comme propriétaire pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur ledit immeuble immédiatement avant le 18 juillet 1924, date de l'enregistrement dudit acte par lequel ledit immeuble a été acquis par ledit Ernest Deslauriers, sont averties qu'il sera présenté à ladite cour, le 16 juillet prochain 1928, une demande de ratification de titre, et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le régistreur est tenu, par les dispositions du code de Procédure Civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du protonotaire dans les six jours après ledit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses de le faire.

Montréal, 26 mai 1928.

Le protonotaire, C. S.,
2821—22—2 C.-E. SAUVÉ.

and now of Girouville, in the Province of Alberta, petitioner, confirmation of title.

Notice is hereby given that there has been deposited in the office of the Superior Court of the district of Montreal, a deed passed before George P. Laurin, notary public, on the 17th day of November 1922, being the last will and testament by virtue of which the late Alphonse Deslauriers, saddler, in his lifetime of the parish of Saint Laurent, gives, bequeaths and transfers to Ernest Deslauriers, farmer, heretofore of the same place and presently of the town of Girouville, Province of Alberta, an immoveable property known and designated as being the number three hundred and eighty seven (387) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, in the County of Jacques Cartier, measuring fifty feet in front by one acre on depth; bounded in front by main street of the town of Saint Laurent, in rear by Saint Antoine Street, on the Southwest side by the property of J. B. Lagacé, or representatives, on the Northwest by the property of J. Ouellette—with buildings erected thereon, and in the possession of the said Ernest Deslauriers as proprietor during the last three years; and all persons claiming any privilege or mortgage on said immoveable property immediately before the 18th of July 1924, date of the registry of the said deed by virtue of which the said immoveable property has been acquired by the said Ernest Deslauriers, are notified that there will be presented to the said court, on the 16th of July next 1928, a petition for confirmation of title, and unless their claims are such as the registrar is bound to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing and file the same in the office of the said protonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

Montreal, 28th May, 1928.

C. E. SAUVE,
Deputy protonotary of the
2822—22—2 Superior Court.

Ventes—Loi de faillite

Province of Québec, district of Rimouski, Cour Supérieure, No 1069. Dans l'affaire de Evariste St-Pierre, contracteur, Quai de Rimouski, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le DOUZIEME jour de JUILLET 1928, à ONZE heures a.m. (heure solaire), sera vendu à la porte de l'église paroissiale de Rimouski, l'immeuble de cette faillite, comme suit:

Un terrain situé au premier rang de la paroisse de Rimouski, mesurant en front cent trente-neuf pieds, mesure anglaise, sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin du roi (route nationale) jusqu'au fleuve Saint-Laurent; borné au nord au fleuve Saint-Laurent, à l'est à Valmare Dubé, au sud à la route nationale et à l'ouest à Louis St-Pierre, étant ledit terrain partie du numéro quatre-vingt-quatorze (94) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Germain-de-Rimouski—avec les bâtisses.

Cette vente sera faite à charge par l'acquéreur de payer toutes taxes et cotisations quelconques, municipales, scolaires, paroissiales ou répartitions de fabrique et termes sur icelles à échoir à l'avenir, quitte des échéances antérieures à la date de

Sales—Bankruptcy Act

Province of Québec, district of Rimouski, Superior Court, No. 1069. In the matter of Evariste St-Pierre, contractor, Rimouski Wharf, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWELFTH day of JULY, 1928, at ELEVEN o'clock a.m. (Standard Time), the immoveable in this bankruptcy shall be sold at the door of the parochial church of Rimouski, as follows:

A lot of land situate in the first range of the parish of Rimouski, measuring in front one hundred and thirty nine feet, English measure, by the depth which may exist from the King's highway (national road) as far as the river Saint Lawrence; bounded on the North by the river Saint Lawrence, on the East by Valmare Dubé, on the South by the national road and on the West by Louis St. Pierre, said lot of land forming part of lot ninety four (94), on the official cadastre for the parish of Saint Germain de Rimouski—with the buildings.

This sale will be made subject to the payment by the purchaser of any taxes and assessments whatever, municipal, school, parochial, or Fabrique assessments and terms thereon to mature subsequently, clear of those which may

la vente, l'acquéreur devant se charger des échéances ultérieures à ladite date de la vente.

La vente se fera en bloc au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificats sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717, C. P. C. et article 20, paragraphe 4a, b, c de la Loi de faillite et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.
Daté à Rimouski, le 5 juin 1928.

Le syndic autorisé,
R.-O. GILBERT,
2887—23-2 Rimouski, Qué.

Canada, Province de Québec, district de Québec, No 1089f. Dans l'affaire de Alfred Guay, No 82 rue Papineau, Stadacona, Québec.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le DOUZE JUILLET 1928, à ONZE heures a.m. (heure avancée) seront vendus par enchère publique à mes bureaux, 27 Sault-au-Matelot, Québec, les immeubles en cette affaire comme suit:

Item A.—Un emplacement situé à Stadacona, côté sud de la quatrième rue, autrefois rue Papineau, mesurant trente-neuf pieds de largeur sur soixante-dix-huit pieds de largeur ou profondeur, le tout plus ou moins, et portant le numéro quarante et un (41) du cadastre officiel de Saint-Roch-nord—avec la maison dessus construite et dépendances, évalué à..... \$3,000.00

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 du C. P. C. et aussi à l'article 20, paragraphes 4 et suivants A, B, C de la Loi de faillite et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Cet immeuble sera offert en vente et adjugé au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés en aucun temps en s'adressant aux bureaux du syndic soussigné.

Condition de paiement: Argent comptant.

Le syndic autorisé,
J.-ART. GAGNON.
Bureaux: 27 Sault-au-Matelot,
en arrière de la bâtisse de la
Banque Canadienne Nationale,
Basse-Ville, Québec. 2891—23-2

Canada, province de Québec, district de Québec. Dans la Cour Supérieure, No 1078-F, en matière de faillite. Dans l'affaire de Rose-Anna Ferland, épouse séparée de biens de J.-Aliace Bilodeau, et faisant affaires à Québec, sous la raison sociale de Ls. Bilodeau & Cie, Enreg., Cédante autorisée.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le DOUZIEME jour de JUILLET 1928, à ONZE heures a.m., (Heure avancée), sera vendu par encaissement public à notre bureau, 191 rue St-Pierre, Québec, l'immeuble suivant, savoir:

Un terrain situé côté sud-est de la Grande-Allée, en la Cité de Québec, borné au nord-ouest par la Grande-Allée, au nord-est par le lot No 49a subdivision du No 4437, au sud-est par une ruelle portant le No 105 des mêmes subdivisions et au sud-ouest par le lot No 50b des mêmes subdivisions, mesurant 22 pieds et 6 pouces de largeur sur 120 pieds de profondeur, contenant en superficie 2700 pieds mesure anglaise, sans garantie, ce dit immeuble comprenant les lots Nos 49b et 50a

have matured previous to the date of sale, the purchaser taking charge of those maturing after said date of sale.

This sale shall be made in block, to the highest and last bidder.

The titles and certificates are visible at my office.

This sale is made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen (716 and 717) C. C. P., and also to article twenty (20), paragraph four 4a, b, c, of the Bankruptcy Act, and has the effect of a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.
Dated at Rimouski, June 5, 1928.

R. O. GILBERT,
Authorized Trustee,
2888—23-2 Rimouski, Que.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, No. 1089f. In the matter of Alfred Guay, No. 82, Papineau Street, Stadacona, Quebec.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWELFTH of JULY, 1928, at ELEVEN o'clock a.m. (Daylight Saving Time), there will be sold by public auction, at my offices, 27, Sault au Matelot, Quebec, the immovables in this matter as follows:

Item A.—An emplacement situate at Stadacona, south side of Fourth Street, formerly Papineau Street, measuring thirty nine feet in width by seventy eight feet in width or depth, the whole more or less, and bearing number forty one (41), on the official cadastre of Saint Roch North—with the house thereon erected and dependencies, valued at..... \$3,000.00

This sale is made pursuant to articles 716-717 of the C. C. P., and also to article 20, paragraph 4 and following A, B, C, of the Bankruptcy Act and has the effect of a sheriff's sale.

This immovable shall be offered for sale and adjudged to the highest and last bidder.

The titles and certificates may be examined at any time, on applying at the offices of the undersigned.

Conditions of payment: Cash.

J. ART. GAGNON,
Trustee.
Offices: 27, Sault au Matelot,
in rear of the Banque
Canadienne Nationale Building,
Lower Town, Quebec. 2892—23-2

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, In the Superior Court, No. 1078-F. In Bankruptcy. In the matter of Rose Anna Ferland, wife of J. Aliace Bilodeau, of the City of Quebec, and doing business under the name of Ls. Bilodeau & Cie, Enreg., Authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWELFTH day of JULY, 1928, at ELEVEN o'clock a.m., (Daylight Saving Time), will be sold by public auction at our office, 101, St. Peter Street, Quebec, the following property as follows:

One lot of land situated on the south-east side of Grande Allee, in the City of Quebec; bounded towards the North-West by Grande-Allée, to the North-East by lot No. 49a subdivision of No. 4437, to the South-East by a lane bearing No. 105 same subdivisions and to the South-West by lot No. 50b of same subdivisions, measuring 22 feet and 6 inches width by 120 feet depth, containing an area of 2700 feet, English measure, without warranty, said property being lots Nos. 49b and

subdivisions du lot No 4437 aux plan et livre de renvoi officiels pour le Quartier Montcalm de la Cité de Québec—avec maison dessus érigée, circonstances et dépendances.

Cet immeuble sera vendu au plus haut et dernier enchérisseur.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C. et aussi à l'article 20, paragraphe 4a, c, b, de la loi de Faillite, qui équivaut à une vente par le shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau des syndics soussignés.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Les syndics,

BEDARD & BELANGER.

Bureau: 101, rue St-Pierre.

Québec, le 30 mai 1928.

2901—23-2

Province de Québec, District de Montréal, No 164.

Dans l'affaire de Vital Méthot, Montréal, Que., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que le ONZIEME jour de JUILLET 1928, à ONZE heures de l'avant-midi (heure nouvelle), sera vendu au bureau du shérif de Montréal, Palais de Justice, Montréal, l'immeuble suivant:

DESCRIPTION

Un lot de terre ayant front sur la rue Jeanne-d'Arc, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro deux cent sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-trois (183-207) des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Visitation—avec bâtisses dessus en construction.

Les titres et certificats seront visibles au bureau du syndic. Cette vente est faite conformément à un jugement de la Cour Supérieure, division de faillite, en date du 6 juin 1928, et il sera donné à la dite vente l'effet du décret.

Le syndic,

J.-G. DUHAMEL.

Bureau: Suite 96,

92 rue Notre-Dame Est, Montréal.

2905—23-2

Vente par licitation

Canada, Province de Québec, District de Québec, No 5381 de 1927, dans la Cour Supérieure. Lorenzo Guay, Demandeur; vs Joseph Maurice, Défendeur.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Québec, dans le district de Québec, le 11 mai 1928, dans une cause dans laquelle Lorenzo Guay, de la ville de Lauzon, commis, est demandeur, et Joseph Maurice, du même lieu, employé de chemin de fer, est défendeur, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir: Une propriété portant le No 73 du cadastre officiel de la paroisse de St-Joseph-de-Lévis—avec circonstances et dépendances; l'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGTIEME jour de JUIN prochain, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la ville de Québec, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé

50a subdivisions of lot No. 4437, on the plan and book of references for Montcalm Ward of the City of Quebec—with house thereon constructed, circumstances and dependencies.

This property will be sold to the highest and last bidder.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 of the C. C. P., and also to article 20, paragraph 4, a, b, c, of the Bankruptcy Act, which gives this sale the effect of a sheriff's sale.

Titles and certificates may be examined at any time at the office of the undersigned trustees.

Terms of payment: Cash.

BEDARD & BELANGER,

Trustees.

Office: 101, St. Peter St.,

Quebec, May 30th, 1928.

2902—23-2

Province of Quebec, District of Montreal, No. 164.

In the matter of Vital Methot, Montreal, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on the ELEVENTH day of JULY, 1928, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time), there will be sold at the office of the sheriff of Montreal, Court House, Montreal, the following immovable:

DESCRIPTION

A lot of land fronting on Jeanne d'Arc Street, in the City of Montreal, known and designated under number two hundred and seven of the official subdivision of original lot number one hundred and eighty three (183-207), on the official plan and book of reference of the village of Côte de la Visitation—with the buildings thereon under construction.

The titles and certificates may be seen at the office of the trustee. This sale is made pursuant to a judgment of the Superior Court, sitting in Bankruptcy, dated the 6th of June, 1928, and shall have the effect of a sheriff's sale.

J. G. DUHAMEL,

Trustee.

Office: Room 96,

92, Notre Dame East, Montreal.

2906—23-2

Sale by licitation

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, No. 5381 of 1927. In the Superior Court. Lorenzo Guay, Plaintiff; vs Joseph Maurice, Defendant.

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Quebec, in the district of Quebec, the 11th of May, 1928, in a cause in which Lorenzo Guay, of the town of Lauzon, clerk, is plaintiff, and Joseph Maurice, of the same place, railway employee, is defendant, ordering the licitation of a certain immovable designated as follows, to wit: A property bearing the No. 73 of the official cadastre for the parish of St. Joseph de Lévis—with circumstances and dependencies; the above described immovable will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTIETH day of JUNE next, sitting the Court, in the Court Room of the Court House of the City of Quebec, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges

au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses du droit de le faire.

Québec, 2 mai 1928.

Les procureurs du demandeur,
2659—21-2 BERNIER & DE BILLY.

deposited in the office of the Prothonotary of said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Quebec, May 2, 1928.

2660—21-2 BERNIER & DE BILLY,
Attorneys for Plaintiff.

VENTES PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir:) SIFROY COULOMBE, demandeur; vs
No 113.) BE, demandeur; vs
FAIDA HOULE, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre située dans le 2e rang de la Paroisse de Ste-Anne-du-Sault, de la contenance de 5 $\frac{3}{4}$ arpents de large sur 18 arpents de profondeur, plus ou moins, et connue et désignée comme étant les lots Nos 124 et 125 du cadastre officiel du canton de Bulstrode—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Ste-Anne-du-Sault (Daveluyville), le ONZIEME jour de JUILLET prochain (1928), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 9 juin 1928. 2915—23-2
[Première publication, le 9 juin 1928]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir:) L.-P. GUEVREMONT, demandeur; vs
No 86.) AMAN COTE, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Une terre de la contenance d'environ deux arpents de front sur la profondeur de la concession et faisant partie du lot No dix du 5e rang du cadastre officiel du canton de Simpson; bornée des deux bouts par les cordons des rangs, du côté sud-est par Paul Proulx et du côté nord-ouest par Ernest Côté—avec les bâtisses y érigées.

2. L'arpent et quart sud-est du lot No onze du 4e rang du susdit cadastre officiel du canton de Simpson—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Cyrille-de-Wendover, le VINGT ET UNIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, G.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 15 mai, 1928. 2511—20-2
[Première publication, 19 mai, 1928]

SHERIFF'S SALES ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit:) SIFROY COULOMBE, Plaintiff; vs
No. 113.) FAIDA HOULE, defendant.

As belonging to said defendant:

A piece of land situated in the 2nd range of the Parish of Ste Anne du Sault, containing 5 $\frac{3}{4}$ arpents in width by 18 arpents in depth, more or less, and known and designated as being the lots Nos. 124 and 125 of the official plan and book of reference for the Township of Bulstrode—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Ste Anne du Sault (Daveluyville), on the ELEVENTH day of JULY next (1928), at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 9th of June, 1928, 2916—23-2
[First publication, June 9, 1928]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit:) L. P. GUEVREMONT, plaintiff; vs
No 86.) AMAN COTE, defendant.

As belonging to said defendant:

1. A piece of land, containing about two arpents in width by the depth of the concession and forming part of lot No. ten of the 5th range of the Township of Simpson; bounded at both ends by the concessions lines, on the Southeast side by Paul Proulx and on the Northwest side by Ernest Côté—with the buildings therein erected.

2. The Southeast arpent and a quarter of the lot. No eleven of the 4th range of said official plan for the township of Simpson—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Cyrille de Wendover, on the TWENTY FIRST day of JUNE next (1928), at eleven o'clock in the forenoon.

J.-E. GIROUARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 15th May, 1928. 2512—20-2
[First publication, 19 May, 1928]

CHICOUTIMI

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } LE PRET HYPOTHE-
No 8098. } CAIRE, corpora-
tion légale ayant son principal bureau d'affaires
en la cité de Québec, demanderesse; contre
J.-VALLERE VACHON, de Jonquière, défende-
ur; et FRANÇOIS REGIA VINETTE et
PAUL DUFRESNE, tous deux de la cité de
Montréal, comptables, en leur qualité de Syndics
conjointes à la faillite de J.-Vallère Vachon, étaient
mis en cause.

Tout ce lopin de terre situé en la ville de Jon-
quière et connu et désigné au cadastre officiel du
canton de Jonquière sous le numéro vingt-cinq-B-
quatre-vingt-onze (25-B-91), dans le rang trois
du dit canton, lequel mesure soixante-seize pieds
de largeur du sud au nord pour le côté ouest, en
suivant la course actuelle de la rue Saint-Domi-
nique, et cent un pieds et huit pouces au bout de
la profondeur, qui est de soixante-dix pieds de l'est
à l'ouest, côté nord, et soixante-quinze pieds de
l'ouest à l'est pour le côté sud et de là à l'angle
droit vers le sud, sur une distance de trente-trois
pieds, et de ce point courant est, sur une distance
de trente pieds, borné au nord et à l'ouest par des
rues, à l'est par le terrain de MM. Daniel Boyle,
Albert Moxon et Philippe Larouche, et au
sud partie par le terrain de Louis Vendal, ou re-
présentants, et partie par le terrain desdits
Boyle, Moxon et Larouche—avec toutes les bâ-
tisses dessus construites, circonstances et dépen-
dances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Jon-
quière, LUNDI, le DIX-HUITIEME jour de
JUN prochain, 1928, à DIX heures de l'avant-
midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Chicoutimi, 15 mai, 1928. ELZ. BOIVIN.
[Première publication, 19 mai, 1928]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } WILLIAM PED-
No 2132. } NEAULT, ren-
tier, de la paroisse de Jonquière, demandeur;
contre LUCIEN BOUILLON, de Jonquière,
défendeur.

Un lopin de terre ou emplacement—avec toutes
les bâtisses y érigées, circonstances et dépendan-
ces, connu et désigné au cadastre officiel du can-
ton Jonquière, comme formant partie du lot nu-
méro vingt-cinq-A (ptie 25-A), dans le rang trois
dudit canton, lequel terrain est de figure irréguli-
ère, et mesure cinquante-cinq pieds de largeur
au bout de la profondeur, qui est de cent cinquante-
quatre pieds pour le côté sud et cent vingt-deux
pieds pour le côté nord, et est borné au nord par le
terrain de Jos. Beaulieu, à l'est par le terrain
d'Hector Brassard, au sud par le terrain de Henri
Jalbert et à l'ouest par la rue Saint-Dominique.

Pour être vendu à la porte de l'église de Jon-
quière, MARDI, le DIX-NEUVIEME jour de
JUN prochain (1928), à DIX heures de l'avant-
midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Chicoutimi, 27 avril 1928. ELZ. BOIVIN.
[Première publication, 19 mai 1928]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } LE PRET HYO-
No. 8098. } THECAIRE, a law-
ful corporation having its principal place of
business in the city of Quebec, plaintiff; against
J. VALLERE VACHON, of Jonquière, defend-
ant; and FRANÇOIS REGIA VINETTE and
PAUL DUFRESNE, both of the city of Montreal
accountants, in their quality of joint trustees of
the bankruptcy of J. Vallère Vachon, are *mis*
en cause.

All that parcel of land situate in the town of
Jonquière and known and designated on the
official cadastre for the township of Jonquière
under the number twenty five-B-ninety one
(25-B-91), in range three of the said township,
which measures seventy six feet in width from
South to North, on the West side, following the
actual course of Saint Dominique Street, and
one hundred and one feet and eight inches at
the end of the depth, which is seventy feet from
East to West, North, side and seventy five feet
from West to East on the South side; and thence
at a right angle towards the South for a distance
of thirty three feet, and from the said point
running East for a distance of thirty feet; bound-
ed on the North and West by streets, on the East
by the land of Messrs. Daniel Boyle, Albert
Moxon and Philippe Larouche, and on the
South partly by the land of Louis Vendal or
representatives and partly by the land of the
said Boyle, Moxon and Larouche—with all the
buildings thereon erected, circumstances and
dependencies.

To be sold at the church door of Jonquière, on
MONDAY, the EIGHTEENTH day of JUNE
next, 1928, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ELZ. BOIVIN,
Chicoutimi, May 15, 1928. Sheriff.
[First publication; 19 May, 1928]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } WILLIAM PED-
No. 2132. } NEAULT, annui-
tant, of the parish of Jonquière, Plaintiff; against
LUCIEN BOUILLON, of Jonquière, Defendant.

A parcel of land or emplacement—with all the
buildings thereon erected, circumstances and de-
pendencies, known and designated on the official
cadastre of the township of Jonquière, as forming
part of lot number twenty five-A (Pt. 25-A), in the
third range of the said township, which land is of
irregular outline and measures fifty-five feet in
width at the end of the depth, which is of one
hundred and fifty four feet for the south side and
one hundred and twenty two feet for the north
side and is bounded on the North by the land of
Jos. Beaulieu, on the East by the land of Hector
Brassard, on the South by the land of Henri Jal-
bert and on the West by Saint Dominique Street.

To be sold at the door of the church of Jon-
quière, on TUESDAY, the NINETEENTH day
of JUNE next, 1928, at TEN o'clock in the fore-
noon.

Sheriff's office, ELZ BOIVIN,
Chicoutimi, April 27, 1928. Sheriff.
[First publication, May 19, 1928]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Kamouraska.*Rivière-du-Loup, à savoir: } ELIAS LABRIE,
No 11196. } cultivateur, de

de la paroisse de St-Jean-Baptiste de l'Isle-Verte, demandeur; contre LA BRIQUETERIE BARBEL, LTÉE, corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires en la paroisse de l'Isle-Verte, et GEORGES DUBOIS, marchand, de la cité de Québec, défendeurs, à savoir:

Les bâtisses érigées sur un terrain de trois cent quatre-vingts pieds du nord au sud, sur cent quatre-vingts pieds de l'est à l'ouest; borné au sud au chemin public, au nord, à l'est et à l'ouest par Elias Labrie, faisant partie du lot numéro deux cent cinquante-deux (ptie 252) du cadastre officiel de la paroisse de l'Isle-Verte—avec toutes les machineries et machines installées dans les dites bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc ou séparément, au choix du saisissant, à la porte de l'église de la paroisse de l'Isle-Verte, le ONZIEME jour de JUILLET prochain 1928, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-O. GIRARD.

Rivière-du-Loup, 6 juin 1928. 2899—23-2

[Première publication, le 9 juin 1928]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Kamouraska.*Rivière du Loup, to wit: } ELIAS LABRIE,
No. 11196. } farmer, of the

parish of St. Jean-Baptiste de l'Isle Verte, Plaintiff against LA BRIQUETERIE BARBEL, LTÉE, a body politic and corporate having its principal place of business in the parish of l'Isle Verte, and GEORGES DUBOIS, merchant, of the city of Quebec, Defendants, to wit:

The buildings erected on a lot of land of three hundred and eighty feet from North to South by one hundred and eighty feet from East to West; bounded on the South by the public road, on the North, East and West by Elias Labrie, forming part of lot number two hundred and fifty two (Pt. 252) on the official cadastre of the parish of l'Isle Verte—with all the machinery and machines installed in the said buildings, circumstances and dependencies.

To be sold in block or separately, at the option of the seizing party, at the door of the church of the parish of l'Isle Verte, the ELEVENTH of JULY next, 1928, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. O. GIRARD,

Sheriff's office, Sheriff.

Rivière du Loup, June 6, 1928. 2900—23-2

[First publication, June 9, 1928]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*Montréal, à savoir: } DAME MARGARET
No F-35114. } JOHNSTON, veuve

de William Checketts, demanderesse; vs THOMAS-JOHN STARK, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur à ses trois enfants mineurs, Irène-Margaret Stark, John-Norman-Meiklen Stark et Lorne-Elizabeth Stark, défendeur.

Un certain lot de terre situé dans la ville de St-Lambert, connu et désigné sous le No 2588 de la subdivision officielle du lot No 162, aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de St-Antoine-de-Longueuil, le dit lot mesurant 40 pieds de front par 110 pieds de profondeur, le tout plus ou moins, mesure anglaise; borné en front par la rue Bird, en arrière par le lot No officiel 162-93, d'un côté par les lots Nos officiels 162-2589 et 162-2590 et de l'autre côté par les lots Nos officiels 162-96, 96a et 97, aux dits plan et livre de renvoi officiels—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le DOUZIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.

Montréal, 5 juin 1928. 2893—23-2

[Première publication, le 9 juin 1928]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*Montreal, to wit: } DAME MARGARET
No. F-35114. } JOHNSTON, widow of

William Checketts, plaintiff; vs THOMAS JOHN STARK, both personally and in his quality of tutor to his three minor children, Irene Margaret Stark, John Norman Meiklen Stark and Lorne Elizabeth Stark, defendant.

A certain lot of land situate in the town of St. Lambert, known and designated under the No. 2588 of the official subdivision of lot No. 162, on the official plan and book of reference for the parish of St. Antoine de Longueuil, the said lot measuring 40 feet in front by 110 feet in depth, all more or less, English measure; bounded in front by Bird Street, in the rear by official lot No. 162-93, on one side by official lots Nos. 162-2589 and 162-2590, and on the other side by the official lots Nos. 162-96, 96a and 97, on the said official plan and book of reference—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office of the county of Chambly, at Longueuil, on the TWELFTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office, Sheriff.

Montreal, June 5, 1928. 2894—23-2

[First publication, June 9, 1928]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*Montréal, à savoir: } ZOTIQUE LAMER, de
No C-26860. } la ville de St-Lau-

rent, comté de Jacques-Cartier, dans le district de Montréal, propriétaire, Demandeur; vs REV.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*Montreal, to wit: } ZOTIQUE LAMER, of
No. C-26860. } the town of St. Lau-

rent, County of Jacques Cartier, in the district of Montreal, proprietor, Plaintiff; vs REV. JEAN

JEAN-BAPTISTE MEILLEUR, membre du clergé, autrefois des cité et district de Montréal et maintenant de lieux inconnus, Défendeur.

Un lot ou parcelle de terre situé dans le village de St-Laurent, ayant front sur la rue de l'Église, contenant soixante-six pieds et demi en front et les profondeurs suivantes, à savoir: quatre-vingt-dix-huit pieds dans une ligne et quatre-vingt-seize pieds dans l'autre ligne, plus ou moins, mesure anglaise, étant la subdivision officielle quatre cent cinquante-trois (453-58) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier—avec tous les édifices y érigés, portant les numéros civiques 6 et 8 de la dite rue de l'Église.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, le 5 juin 1928. 2895—23-2
[Première publication, le 9 juin 1928]

BAPTISTE MEILLEUR, clergyman, formerly of the city and district of Montreal and now of parts unknown, Defendant.

A lot or parcel of land situate in the Village of St. Laurent, fronting on De l'Église Street, containing sixty six feet and one half frontage and the following depth, namely, ninety eight feet in one line and ninety six feet in the other line, more or less, English measure, being the official subdivision number four hundred and fifty three (453-58), on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent, in the County of Jacques Cartier—with all the buildings thereon constructed, bearing civic Nos. 6 and 8 of said De l'Église Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, June 5th, 1928. 2896—23-2
[First publication, June 9, 1928]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **RAOUL - A. MASSON**,
No D-27996. } **et al., ES-**
QUAL., Demandeurs; vs **L'IMMOBILIERE**
D'OUTRE-MER, LIMITEE, Défenderesse.

Un emplacement situé dans le quartier Ste-Marie de la Cité de Montréal, formant le coin nord-est des rues Demontigny et Dorion, et composé:

1. Du lot numéro cinq cent quarante-deux (542) aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Ste-Marie, mesurant cinquante pieds de largeur par cinquante-quatre pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins;

2. Du résidu du lot numéro cinq cent quarante-trois (543) aux dits plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Marie, mesurant cinquante-quatre pieds de front sur la rue Demontigny, par trente-cinq pieds de profondeur, sur la rue Dorion, le tout mesure anglaise, plus ou moins; borné au sud-est par la rue Dorion, en front au nord-est, par la rue Demontigny, étant partie ou le résidu du dit lot numéro cinq cent quarante-trois pris pour l'élargissement de la rue Demontigny, tel qu'actuellement homologué; en arrière, par le lot numéro cinq cent quarante-deux, ci-dessus décrit—avec les bâtisses dessus érigées, portant les numéros 1031 à 1037 de la dite rue Demontigny-Est;

Avec tous les droits, intérêts et prétentions qu'a et peut avoir la dite débitrice dans et sur la lisière de terre connue et désignée sous le numéro cinq cent quarante et un-A de la subdivision officielle du lot originaire cinq cent quarante et un, aux plan et livre de renvoi officiels susdits, ayant une superficie de dix-neuf pieds et demi, mesure anglaise—avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$1,300.00 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Demers, daté le 5 juin 1928.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, 5 juin 1928. 2897—23-2
[Première publication, le 9 juin 1928]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **RAOUL A. MASSON**,
No. D-27996. } **et al., ES-**
QUAL., Plaintiffs; vs **L'IMMOBILIERE D'OUTRE-MER,**
LIMITEE, Defendant.

An emplacement situate in St. Mary's Ward, in the city of Montreal, forming the northeast corner of Demontigny and Dorion Streets, and composed of:

1. Lot number five hundred and forty two (542) on the official plan and book of reference for said St. Mary's Ward, measuring fifty feet in width by fifty four feet in depth, English measure, more or less;

2. The residue of lot number five hundred and forty three (543) on said official plan and book of reference for St. Mary's Ward, measuring fifty four feet in front on Demontigny Street by thirty five feet in depth on Dorion Street, the whole English measure, more or less; bounded on the Southeast by Dorion Street, in front on the Northeast by Demontigny Street, being part or the residue of said lot number five hundred and forty three taken for the widening of Demontigny Street, such as actually homologated, in the rear by lot number five hundred and forty two, hereinabove described—with the buildings thereon erected, bearing numbers 1031 to 1037 of said Demontigny Street-East;

With all the rights, interests and pretensions which the said debtor has or may have in and upon the strip of land known and designated under number five hundred and forty one-A of the official subdivision of the original lot five hundred and forty one, on the aforesaid official plan and book of reference, containing nineteen and one half feet in area, English measure—with the servitudes active and passive, apparent or occult, attached to the said immovable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,300.00 shall be required from each and every bidder, pursuant to judgment of Hon. Justice Demers, dated June 5, 1928.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, June 5, 1928. 2898—23-2
[First publication, June 9, 1928]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **M**ONKLANDS, LIMITED, corporation légalement constituée, ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse; vs **E**ASTERN REALTIES, LIMITED, corporation légalement constituée, ayant son siège d'affaires dans les cité et district de Montréal, défenderesse.

Un certain emplacement ayant front sur les avenues Glencairn et Mira, Monklands, et connu comme étant les subdivisions numéros cent soixante et onze, cent soixante-douze, cent soixante-treize, cent soixante-quatorze, cent soixante-quinze, cent soixante-seize, cent quatre-vingt, cent quatre-vingt-un, cent quatre-vingt-deux, cent quatre-vingt-trois, cent quatre-vingt-quatre et cent quatre-vingt-cinq du lot numéro cent cinquante (150-171, 172, 173, 174, 175, 176, 180, 181, 182, 183, 184 et 185) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 14 mai 1928. 2507—20-2
[Première publication, le 19 mai 1928]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **L**ES COMMISSAIRES D'ECOLES pour la municipalité de Sainte-Jeanne-de-Chantal, corporation légalement constituée ayant son principal bureau d'affaires dans la ville de Pointe-Claire, district de Montréal, demandeurs; vs **D**ENNIS M. Long, des cité et district de Montréal, défendeur.

La moitié sud du lot de terre situé dans la ville de Dorval, connu sous le No 18 de la subdivision du lot No 1, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Lachine, contenant cinquante pieds de largeur par cent soixante (160) pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; borné en front à l'ouest par le chemin de l'Avenue des Sources, en arrière à l'est par partie du lot No 30 de la subdivision du lot originaire No. 1, d'un côté au sud par le No 17 de la subdivision du lot originaire No 1 et de l'autre côté par le reste du dit lot No 18—avec les bâtisses dessus érigées et les servitudes actives et passives s'y rattachant.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de 227.50 sera exigé de tout offrant au enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. juge Coderre, daté le 10 mai 1928.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 15 mai 1928. 2529—20-2
[Première publication, 19 mai, 1928]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **D**A M E JOSEPHINE DEMERS, des cité et district de Montréal, veuve de Sévère Thi-

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) **M**ONKLANDS, LIMITED, No. 26333.) **M**ONKLANDS, LIMITED, a body politic and corporate having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; vs **E**ASTERN REALTIES, LIMITED, a body politic and corporate having its principal place of business in the city and district of Montreal, Defendant.

That certain emplacement fronting on Glencairn and Mira Avenues, Monklands, and being known as subdivisions one hundred and seventy one, one hundred and seventy two, one hundred and seventy three, one hundred and seventy four, one hundred and seventy five, one hundred and seventy six, one hundred and eighty, one hundred and eighty one, one hundred and eighty two, one hundred and eighty three, one hundred and eighty four and one hundred and eighty five of lot number one hundred and fifty (150-171, 172, 173, 174, 175, 176, 180, 181, 182, 183, 184 and 185) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, May 14th., 1928. 2508—20-2
[First publication, May 19, 1928]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) **T**HE SCHOOL COMMISSIONERS for the municipality of Sainte Jeanne de Chantal, a duly constituted corporation having its principal place of business in the town of Pointe Claire, district of Montreal, plaintiffs; vs **D**ENNIS M. LONG, of the city and district of Montreal, defendant.

The South half of the lot of land situate in the town of Dorval, known under No 18 of the subdivision of lot No 1, on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Lachine, measuring fifty feet in width by one hundred and sixty (160) feet in depth, English measure, more or less; bounded in front towards the West by the road of l'Avenue des Sources, in the rear towards the East by part of lot No. 30 of the subdivision of primitive lot No. 1, on one side towards the South by the No. 17 of the subdivision of primitive lot No. 1, and on the other side by the residue of the said lot No. 18—with the buildings thereon erected and the active and passive servitudes attached thereto.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$227.50 shall be exacted from each and every bidder, in accordance with judgment of the Hon. Judge Coderre, dated the 10th of May, 1928.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 15, 1928. 2530—20-2
[First publication, 19 May, 1928]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) **D**A M E JOSEPHINE DEMERS, of the City and District of Montreal, widow of Sévère Thi-

bault, demanderesse; vs DEMOISELLE T. Thibault, plaintiff; vs MISS T. McCaffrey, spinster, of the same place, defendant.

Les six-dixièmes indivis d'un emplacement situé à Montréal, étant les lots numéros mille trois cent soixante-quatorze et mille trois cent soixante-quinze, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne—avec bâtisses dessus construites portant les numéros municipaux 142 à 150 de la rue McCord.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$200.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. juge Coderre, daté le 7 mai 1928.

Bureau du shérif, Montréal, 15 mai 1928.
[Première publication, 19 mai, 1928]
2531—20-2

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

The undivided six tenths of an emplacement situate in Montreal, being lots numbers thirteen hundred and seventy four and thirteen hundred and seventy five, on the official plan and book of reference for Sainte Ann's Ward—with buildings thereon erected bearing the municipal numbers 142- to 150 of McCord Street.

To be sold at my office in the City of Montreal, on the TWENTY FIRST day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$200.00 shall be exacted from each and every bidder, in accordance with judgment of the Hon. Judge Coderre, dated the 7th of May, 1928.

Sheriff's office, Montreal, May 15, 1928.
[First publication, May 19, 1928]
2532—20-2

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

PONTIAC

Cour Supérieure.—District de Pontiac.

Province de Québec, } HARVEY STEELE,
District de Pontiac, } Demandeur; vs
No 3114. } HENRY-E. WOOD,
Défendeur.

Tous les édifices qui se trouvent sur les lots numéros neuf-A et neuf-B, dans le septième Rang du canton de Onslow, excepté les édifices appartenant au demandeur et érigés sur une partie des dits lots numéros neuf-A et neuf-B, plus amplement décrits dans un acte de vente enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Pontiac, sous le No 35839, Vol. B, Lib. 27, aussi les dits lots numéros neuf-A et neuf-B, dans le septième Rang du canton de Onslow, dans le district de Pontiac, d'après les plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Onslow, en autant que tous les minéraux et droits miniers y contenus sont concernés par l'acte de vente ci-dessus mentionné.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac, dans le village de Campbell's Bay, Qué., le DIX-NEUVIÈME jour de JUIN 1928, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Campbell's Bay, Qué., le 14 mai 1928.
[Première publication, le 19 mai 1928]
2509—20-2

Le shérif,
BERNARD-J. SLOAN.

Superior Court.—District of Pontiac.

Province of Quebec, } HARVEY STEELE,
District of Pontiac, } Plaintiff; vs
No. 3114. } HENRY E. WOOD,
Defendant.

All these buildings on lots numbers nine-A and nine-B, in the seventh range of the Township of Onslow, except those buildings belonging to Plaintiff, and erected on part of said lots numbers nine-A and nine-B, fully described in deed of sale registered in the Registry office of the Registration Division of the County of Pontiac, under No. 35839, Vol. B, Lib. 27, also the said lots numbers nine-A and nine-B, in the seventh Range of the Township of Onslow, in the District of Pontiac, according to the official plan and book of reference of the said Township of Onslow, in so far as all the mineral and mining rights therein contained are concerned as per the above mentioned deed of sale.

To be sold at the Registrar's office for the County of Pontiac, in the Village of Campbell's Bay, Que., on the NINETEENTH day of JUNE, 1928, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Campbell's Bay, Que., May 14th, 1928.
[First publication, May 19, 1928]
2510—20-2

BERNARD J. SLOAN,
Sheriff.

PONTIAC

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } LA CITE DE QUEBEC;
No 3302. (25). } contre JOSEPH JAC-
QUES, à savoir:

La subdivision No 863 (huit cent soixante-trois) du lot No 509 (cinq cent neuf) du cadastre officiel pour Saint-Roch-Nord, maintenant quartier Limoilou, de la Cité de Québec, étant un emplacement situé sur l'avenue Berthiaume—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;
No. 3302. (25). } against JOSEPH JAC-
QUES, to wit:

Subdivision No. 863 (eight hundred and sixty three) of lot No. 509 (five hundred and nine), on the official cadastre for Saint Roch North, now Limoilou Ward of the city of Quebec, being an emplacement situate on Berthiaume Avenue—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office in the city of Quebec,

Québec, le TRENTIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. (Heure solaire.) the THIRTIETH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time).

Le shérif, CLEOPHAS BLOUIN, Sheriff's office, CLEOPHAS BLOUIN, Sheriff.
 Québec, ce 23 mai 1928. 2691—21-2 Québec, May 23, 1928. 2692—21-2
 [Première publication, le 26 mai 1928] [First publication, May 26, 1928]
 [Deuxième publication, le 9 juin 1928] [Second publication, June 9, 1928]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } DANS une cause of
 No 5389. } CHARLES DUTIL,
 cultivateur, de Saint-Agapit, comté de Lotbinière, était demandeur, et JOSEPH DUTIL, GAUDIOSE DEMERS, DR. VICTOR DEMERS et NAZAIRE-E. DEMERS, tous de Saint-Agapit, comté de Lotbinière, étaient défendeurs; les dits défendeurs contre le dit demandeur, CHARLES DUTIL, à savoir:

La partie est du lot No 162 (cent soixante-deux) située dans la deuxième concession dans la paroisse de Saint-Agapit, comté de Lotbinière, du cadastre officiel pour la dite paroisse de Saint-Agapit, formant un triangle et contenant à peu près quatre-vingt-dix arpents en superficie; bornée à l'ouest à l'autre partie du dit lot No 162, appartenant à Joseph Carrier, au nord-est à la concession du premier rang et au sud-est aux propriétés de la paroisse de Saint-Giles—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Agapit, comté de Lotbinière, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. (Heure solaire).

Le shérif, CLEOPHAS BLOUIN, Sheriff's office, CLEOPHAS BLOUIN, Sheriff.
 Québec, 23 mai 1928. 2693—21-2 Québec, May 23, 1928. 2694—21-2
 [Première publication, le 26 mai 1928] [First publication, May 26, 1928]
 [Deuxième publication, le 9 juin 1928] [Second publication, June 9, 1928]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } IN a cause wherein CHAR-
 No. 5289. } LES DUTIL, farmer, of
 Saint Agapit, county of Lotbinière, was Plaintiff; and JOSEPH DUTIL, GAUDIOSE DEMERS, DR. VICTOR DEMERS and NAZAIRE E. DEMERS, all of Saint Agapit, county of Lotbinière, were Defendants; the said defendants against the said plaintiff CHARLES DUTIL, to wit:

The east part of lot No. 162 (one hundred and sixty two) situate in the second concession of the parish of Saint Agapit, county of Lotbinière, on the official cadastre for the parish of Saint Agapit, forming a triangle and containing about ninety arpents in superficies; bounded on the West by the other part of said lot No. 162, belonging to Joseph Carrier, on the Northeast by the concession of the first range and on the Southeast by the property of the parish of Saint Giles—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Saint Agapit, county of Lotbinière, the TWENTY NINTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

CLEOPHAS BLOUIN, Sheriff's office, CLEOPHAS BLOUIN, Sheriff.
 Québec, May 23, 1928. 2694—21-2 Québec, May 23, 1928. 2694—21-2
 [First publication, May 26, 1928] [First publication, May 26, 1928]
 [Second publication, June 9, 1928] [Second publication, June 9, 1928]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, } INTERNATIONAL
 No 570-28. } HARVESTER CO.,
 LTD.; vs L. DE GONZAGUE LEVESQUE, à savoir:

Tous droits d'occupation, de défrichement, de préemption, d'améliorations et autres que le dit L. de G. Lévesque a et peut avoir sur le lot No vingt-deux, rang deux, canton Langis—avec bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Vianney, canton Langis, le VINGTIEME jour de JUIN 1928, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif, CHS D'ANJOU, Sheriff's office, CHS D'ANJOU, Sheriff.
 Rimouski, 15 mai, 1928. Rimouski, May 15, 1928.
 [Première publication, 19 mai 1928] [First publication, May 19, 1928]
 2535—20-2 2536—20-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, } J.-H. LAFERTÉ; vs
 No 482. } J. ANTHIME COTÉ,
 à savoir:

La moitié indivise du lot No quarante-huit, au cadastre officiel du rang un du canton Blais—avec bâtisses.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } INTERNATIONAL
 No. 570-28. } HARVESTER CO.,
 LTD.; vs L. DE GONZAGUE LEVESQUE, to wit:

All the occupation, clearing, pre-emption, improvement and other rights which the said L. de G. Lévesque has and may have on the lot number twenty two, range two, township of Langis—with buildings.

To be sold at the church door of Saint Vianney, township of Langis, on the TWENTIETH day of JUNE 1928, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHS D'ANJOU, Sheriff's office, CHS D'ANJOU, Sheriff.
 Rimouski, May 15, 1928. Rimouski, May 15, 1928.
 [First publication, May 19, 1928] [First publication, May 19, 1928]
 2536—20-2 2536—20-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } J. H. LAFERTE; vs
 No. 482. } J. ANTHIME COTE,
 to wit:

The undivided half of lot number forty eight on the official cadastre of range one of the township of Blais—with buildings.

To be sold at the Registrar's Office of Amqui,

d'Amqui, le VINGTIEME jour de JUIN 1928, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif,
Rimouski, 15 mai 1928.
[Première publication, 19 mai 1928]
2537—20-2

Le shérif,
CHS D'ANJOU.
2537—20-2

the TWENTIETH day of JUNE, 1928, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Rimouski, May 15, 1928.
[First publication, May 19, 1928]
2538—20-2

CHS D'ANJOU,
Sheriff.
2538—20-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

District de Rimouski, } D A M A S E T H I -
No 808. } BAULT; vs FRAN-
ÇOIS THIBAUT, savoir:

Parties des lots vingt-trois et vingt-quatre au Cadastre officiel du rang trois nord-ouest du Canton Lepage, de forme irrégulière, contenant deux acres en superficie; borné à l'est au Lac Pitre, à l'ouest à la route, au nord à la décharge du Lac Pitre et au sud au chemin de front—avec moulin à scie, machineries et accessoires du dit moulin, et autres bâtisses, circonstances et dépendances; à distraire l'emplacement de J.-E. Beaulieu.

Pour être vendues au bureau d'enregistrement d'Amqui, le VINGTIEME jour de JUIN 1928, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif,
Rimouski, 15 mai 1928.
[Première publication, le 19 mai 1928]

Le shérif,
CHS D'ANJOU.
2539—20-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Mandat de Saisie.

District de Rimouski, } L A CORPORATION
No 3. } DE LA VILLE DE
RIMOUSKI; vs LES HERITIERS DE J.-N.
POULIOT, savoir:

Les lots Nos trois cent cinquante-trois, trois cent cinquante-quatre, trois cent cinquante-cinq, trois cent cinquante-six et parties des lots Nos trois cent cinquante, trois cent cinquante-deux et trois cent cinquante-sept au cadastre officiel de la Ville de Rimouski, mesurant environ 220 pieds de front sur environ 200 pieds de profondeur; bornés en front à la rue Ste-Marie, à l'ouest à Michel Lavoie et Dame J.-C. Légaré, au nord à Emile Pouliot, Napoléon Rioux et Adèle Gauvreau, à l'est à Josué Gagné et Dame Samuel Côté. Sujet à la rente foncière annuelle de \$25.00.

Pour être vendus au Bureau du Shérif, en la Ville de Rimouski, le QUATORZIEME jour de JUILLET 1928, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,
Rimouski, 6 juin 1928.
[Première publication, 9 juin 1928]

Le shérif,
CHS D'ANJOU.
2541—23-2

Arrêté en Conseil

COPIE DU RAPPORT d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 23 mai 1928, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 25 mai 1928.

Concernant la modification d'un article des règlements des Bois et Forêts.

L'Honorable Ministre des Terres et Forêts, dans un mémoire en date du 23 mai, (1928), expose:

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Rimouski, } D A M A S E T H I -
No. 808. } BAULT; vs FRAN-
ÇOIS THIBAUT, to wit:

Parts of lots twenty three and twenty four on the official cadastre of range three Northwest of the township of Lepage, of irregular outline, containing two acres in superficies; bounded on the East by the lake Pitre, on the West by the road, on the North by the discharge of lake Pitre and on the South by the front road—with a sawmill, machinery and accessories of the said mill, and other buildings, circumstances and dependencies; to be deducted therefrom the emplacement of J. E. Beaulieu.

To be sold at the Registrar's Office of Amqui, the TWENTIETH day of JUNE, 1928, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office,
Rimouski, May 15, 1928.
[First publication, May 19, 1928]

CHS D'ANJOU,
Sheriff.
2540—20-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Warrant of Seizure.

District of Rimouski, } T H E CORPORATION
No 3. } OF THE
TOWN OF RIMOUSKI; vs THE HEIRS OF
J. N. POULIOT, to wit:

The lots numbers three hundred and fifty three, three hundred and fifty four, three hundred and fifty five, three hundred and fifty six and parts of lots numbers three hundred and fifty, three hundred and fifty two and three hundred and fifty seven on the official cadastre for the Town of Rimouski, measuring about 220 feet in front by about 200 feet in depth; bounded in front by Ste. Marie Street, on the West by Michel Lavoie and Dame J. C. Légaré, on the North by Emile Pouliot, Napoléon Rioux and Adèle Gauvreau, on the East by Josué Gagné and Dame Samuel Côté. Subject to the annual ground rent of \$25.00.

To be sold at the Sheriff's Office in the Town of Rimouski, on the FOURTEENTH day of JULY, 1928, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,
Rimouski, June 6, 1928.
[First publication, June 9, 1928]

CHS D'ANJOU,
Sheriff.
2542—23-2

Order in Council

COPY OF REPORT of a Committee of the Honourable Executive Council dated the 23rd of May, 1928, approved by the Lieutenant Governor the 25th of May, 1928.

Respecting the modification of an article of the Woods and Forests Regulations.

The Honourable the Minister of Lands and Forests, in a memorandum dated the 23rd of May, 1928, sets forth:

Qu'il importe de remplacer l'article "2" des règlements des Bois et Forêts, approuvés le 26 avril, 1910, par le suivant:

"Telle licence expire le 30 avril suivant son émission, mais le licencié qui s'est conformé aux règlements existants a, jusqu'au premier septembre suivant, droit au renouvellement de sa licence et chaque licence ainsi renouvelée a son effet à compter du premier de mai de l'année pour laquelle elle a été renouvelée.

"Pour toute infraction à la loi ou aux règlements, il perd ce droit; mais le Ministre des Terres et Forêts peut permettre le renouvellement sur le paiement de la rente foncière et de toute autre pénalité qu'il lui plaira d'imposer."

Certifié,
Le greffier du Conseil Exécutif,
A. MORISSET.
2909

That it is expedient to replace article "2" of the Woods and Forests Regulations, approved the 26th of April, 1910, by the following:

"Licenses expire on the 30th of April following the date of their issue, but the licensee who has complied with existing regulations is entitled, up to the first of September following, to a renewal of his license and every license thus renewed has its effect from the first of May of the year for which it was renewed.

"For any infringement of the law or the regulations, he shall forfeit such right, but the Minister of Lands and Forests may permit the renewal of the license on payment of the ground rent and of any other penalty he may be pleased to impose."

Certified,
A. MORISSET,
Clerk of Executive Council.
2910

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]
N. PERODEAU.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne, d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION

J.-A. HUDON, }
Assistant-Procureur- } ATTENDU que, par
Général-Suppléant. } la section 3 de la
loi 18 George V, chapitre }
80, il est décrété que la dite loi entrera en vigueur }
à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur }
en conseil de fixer par proclamation;

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer l'entrée en vigueur de la dite loi à compter de la date de la présente proclamation:

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, et conformément aux dispositions de la section 3 de la dite loi, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que la Loi de la commission des accidents du travail (Statuts refondus, 1925, chapitre 275), telle qu'éditée par la section 1 de la loi 18 George V, chapitre 80, soit mise en vigueur à compter de la présente proclamation.

DE TOUT CE QUE DESSUS tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, de Notre province de QUÉBEC, ce NEUVIÈME jour de JUIN, en l'année mil neuf cent vingt-huit de l'ère chrétienne et de Notre règne la dix-neuvième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.
2911

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]
N. PERODEAU.

GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

J. A. HUDON, }
Acting Deputy } WHEREAS, under sec-
Attorney General. } tion 3 of the Act 18
George V, chapter 80, }
it is ordered that the said Act shall come into }
force on the day which it may please the Lieut- }
enant-Governor in Council to fix by proclama- }
tion;

WHEREAS it is expedient to fix the date of the present proclamation as the date of the coming into force of the said Act:

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, and in conformity with the provisions of section 3 of the said Act, We have ordered and enacted and do hereby order and enact that the Act respecting the Workmen's Compensation Commission (Revised Statutes, 1925, chapter 275), as enacted by section 1 of the Act 18 George V, chapter 80, be put into force from and after the present proclamation.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, in Our said Province, this NINTH day of JUNE, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty eight and in the nineteenth year of Our Reign.

By command,
C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
2912

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

N. PERODEAU.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne, d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION

J.-A. HUDON,
Assistant-Procureur-
Général-Suppléant. } ATTENDU que, par l'article 4 de la loi 18 George V, chapitre 71, il est décrété que la dite loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation;

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer la date de l'entrée en vigueur de la dite loi au 11 juin 1928:

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, et conformément aux dispositions de l'article 4 de la dite loi, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que la loi 18 George V, chapitre 71, modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations relativement à certains enregistrements, soit mise en vigueur à compter du onze juin mil neuf cent vingt-huit.

DE TOUT CE QUE DESSUS tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'hôtel du gouvernement, en Notre Cité de QUEBEC, de Notre province de QUEBEC, ce NEUVIEME jour de JUIN, en l'année mil neuf cent vingt-huit de l'ère chrétienne et de Notre règne la dix-neuvième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

2913

C.-J. SIMARD.

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

N. PERODEAU.

GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

J. A. HUDON,
Acting Deputy
Attorney General. } WHEREAS, under article 4 of the Act 18 George V, chapter 71,

it is ordered that the said Act shall come into force on the day which it may please the Lieutenant-Governor in Council to fix by proclamation;

WHEREAS it is expedient to fix the 11th of June, 1928, as the date of the coming into force of the said Act:

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council and in conformity with the provisions of article 4 of the said Act, We have ordered and enacted and do hereby order and enact that the Act 18 George V, chapter 71, amending the Special Corporate Powers Act with respect to certain registrations, be put into force from and after the eleventh of June, one thousand nine hundred and twenty eight.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, in Our said Province, this NINTH day of JUNE, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty eight and in the nineteenth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

2914

Assistant Provincial Secretary.

Index de la Gazette Officielle
de Québec, No 23

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Brillon vs Petit.....	2038
" Carrier vs Dion.....	2037
" Cossette vs Veillet.....	2037
" Desjardins vs Fleury.....	2037
" Goulet vs Desmarais.....	2038
" Grenier vs Poirier.....	2038
" Lauzon vs Théoret.....	2038
" Levine vs Slabotsky.....	2038
" Orenbach vs White.....	2038
" Pronovost vs Veillette.....	2037
" Therrien vs Dauphinais.....	2037

ANNONCEURS:—Avis aux..... 2005

Index of the Quebec Official
Gazette, No. 23

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Brillon vs Petit.....	2038
" Carrier vs Dion.....	2037
" Cossette vs Veillet.....	2037
" Desjardins vs Fleury.....	2037
" Goulet vs Desmarais.....	2038
" Grenier vs Poirier.....	2038
" Lauzon vs Théoret.....	2038
" Levine vs Slabotsky.....	2038
" Orenbach vs White.....	2038
" Pronovost vs Veillette.....	2037
" Therrien vs Dauphinais.....	2037

ADVERTISERS:—Notice to..... 2005

ARRÊTÉ-EN-CONSEIL:—

Concernant la modification d'un article
des règlements des Bois et Forêts..... 2053

ASSURANCES:—

Hudson Bay Insurance Co..... 2035

AVIS DIVERS:—

International Holding and Investment
Co., Ltd..... 2039
Ontario Paper Company..... 2040
St. Lawrence Paper Mills Co., Ltd..... 2040
Syndics de la paroisse de Sainte-Anne-
des-Monts..... 2039
The Barrett Co., Ltd..... 2039

BUREAU-CHEF:—

Greene Stabell Mines, Ltd..... 2041
The Montreal Dental Supply and Manu-
facturing Co., Ltd..... 2041

CHARTRE—ABANDON DE:—

Geo. Bois & Company, Ltd..... 2041

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Notre-Dame-du-Nord..... 2036
Sainte-Marguerite-Marie..... 2036

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS:—

Avis aux mesureurs de bois..... 2036

LETTRES PATENTES:—

Bishop, Read & Company..... 2006
Brière & Bisson, Limitée..... 2009
Bryce Gold Mines Syndicate, Inc..... 2011
Carling Distributing, Limited..... 2012
Gaspé Sea Products, Ltd..... 2013
J. A. Franœur & Compagnie, Ltée..... 2014
James Thom & Company, Ltd..... 2016
La Renardière Pasteur, Ltée—The Pas-
teur Fox's Burrow, Ltd..... 2017
Les Ingénieurs Associés, Ltée—Associated
Engineers, Ltd..... 2018
London Canadian Investment Corpora-
tion..... 2020
Menuiserie Moderne, Limitée..... 2026
Notre-Dame-de-Grâce Tennis Club, Inc..... 2028
Shaw and Shaw Co., Ltd..... 2031
Sullivan Gold Mines, Ltd..... 2032
The Montreal Baked Bean Co., Ltd..... 2033

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Hôtel New Balmoral, Limitée..... 2034
L. Prefontaine Auto and Airplane Corp.,
Ltd..... 2035

LIQUIDATION, AVIS DE:—

Montmorency Power Company..... 2042
The Dominion Gresham Guarantee &
Casualty Co..... 2042

MINUTES DE NOTAIRE:—

Courtois, J.-Hormisdas..... 2042
Fortier de La Bruère..... 2042

ORDER-IN-COUNCIL:—

Respecting the modification of an article
of the Woods and Forests Regulations. 2053

INSURANCES:—

Hudson Bay Insurance Co..... 2035

MISCELLANEOUS NOTICES:—

International Holding and Investment
Co., Ltd..... 2039
Ontario Paper Company..... 2040
St. Lawrence Paper Mills Co., Ltd..... 2040
Trustees of the parish of Sainte Anne des
Monts..... 2039
The Barrett Co., Ltd..... 2039

CHIEF-OFFICE:—

Greene Stabell Mines, Ltd..... 2041
The Montreal Dental Supply and Manu-
facturing Co., Ltd..... 2041

CHARTER—SURRENDER OF:—

Geo. Bois & Company, Ltd..... 2041

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Notre-Dame-du-Nord..... 2036
Sainte-Marguerite-Marie..... 2036

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS:—

Notice to the log scalers..... 2036

LETTERS PATENT:—

Bishop, Read & Company..... 2006
Brière & Bisson, Limitée..... 2009
Bryce Gold Mines Syndicate, Inc..... 2011
Carling Distributing, Limited..... 2012
Gaspé Sea Products, Ltd..... 2013
J. A. Franœur & Compagnie, Ltée..... 2014
James Thom & Company, Ltd..... 2016
La Renardière Pasteur, Ltée—The Pas-
teur Fox's Burrow, Ltd..... 2017
Les Ingénieurs Associés, Ltée—Associated
Engineers, Ltd..... 2018
London Canadian Investment Corpora-
tion..... 2020
Menuiserie Moderne, Limitée..... 2026
Notre-Dame-de-Grâce Tennis Club, Inc..... 2028
Shaw and Shaw Co., Ltd..... 2031
Sullivan Gold Mines, Ltd..... 2032
The Montreal Baked Bean Co., Ltd..... 2033

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Hôtel New Balmoral, Limitée..... 2034
L. Prefontaine Auto and Airplane Corp.,
Ltd..... 2035

WINDING UP NOTICE:—

Montmorency Power Company..... 2042
The Dominion Gresham Guarantee &
Casualty Co..... 2042

NOTARIAL MINUTES:—

Courtois, J.-Hormisdas..... 2042
Fortier, de La Bruère..... 2042

PROCLAMATIONS:—

Loi de la commission des accidents du travail.....	2054
Loi des pouvoirs spéciaux.....	2055

RATIFICATION DE TITRE:—

Deslauriers, Ernest.....	2042
--------------------------	------

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Guay, Alfred.....	2044
Is Bilodeau & Cie, Enrg.....	2044
Méthot, Vital.....	2045
St-Pierre, Evariste.....	2043

VENTE PAR LICITATION:—

Guay vs Maurice.....	2045
----------------------	------

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ARTHABASKA :—

Coulombe vs Houle.....	2046
Guèvremont vs Côté.....	2046

CHICOUTIMI :—

Le Prêt Hypothécaire vs Vachon.....	2047
Pedneault vs Bouillon.....	2047

KAMOURASKA :—

Labrie vs La Briqueterie Barbel, Ltée et al.....	2048
--	------

MONTRÉAL :—

Commissaires d'écoles de Sainte-Jeanne-de-Chantal vs Long.....	2050
Demers vs McCaffrey.....	2050
Johnston vs Stark.....	2048
Lamer vs Meilleur.....	2048
Masson et al vs L'Immobilier d'Outre-Mer, Ltée.....	2049
Monklands, Ltd. vs Eastern Realities, Ltd	2050

PONTIAC :—

Steele vs Wood.....	2051
---------------------	------

QUÉBEC :—

Cité de Québec vs Jacques.....	2051
Dutil vs Dutil et al.....	2052

RIMOUSKI :—

International Harvester Co., Ltd. vs Lévesque.....	2052
Laferté vs Côté.....	2052
Thibault vs Thibault.....	2053
Ville de Rimouski vs héritiers J.-N. Pouliot.....	2053

PROCLAMATIONS:—

Act respecting the Workmen's Compensation Commission.....	2054
Special Corporate Powers Act.....	2055

CONFIRMATION OF TITLE:—

Deslauriers, Ernest.....	2042
--------------------------	------

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Guay, Alfred.....	2044
Is Bilodeau & Cie, Enrg.....	2044
Méthot, Vital.....	2045
St-Pierre, Evariste.....	2043

SALES BY LICITATION:—

Guay vs Maurice.....	2045
----------------------	------

SHERIFF'S SALES :—

ARTHABASKA :—

Coulombe vs Houle.....	2046
Guèvremont vs Côté.....	2046

CHICOUTIMI :—

Le Prêt Hypothécaire vs Vachon.....	2047
Pedneault vs Bouillon.....	2047

KAMOURASKA :—

Labrie vs La Briqueterie Barbel, Ltée et al.....	2048
--	------

MONTREAL :—

School Commissioners of Sainte Jeanne de Chantal vs Long.....	2050
Demers vs McCaffrey.....	2050
Johnston vs Stark.....	2048
Lamer vs Meilleur.....	2048
Masson et al vs L'Immobilier d'Outre-Mer, Ltée.....	2049
Monklands, Ltd. vs Eastern Realities, Ltd	2050

PONTIAC :—

Steele vs Wood.....	2051
---------------------	------

QUEBEC :—

City of Quebec vs Jacques.....	2051
Dutil vs Dutil et al.....	2052

RIMOUSKI :—

International Harvester Co., Ltd. vs Lévesque.....	2052
Laferté vs Côté.....	2052
Thibault vs Thibault.....	2053
Town of Rimouski vs heirs J. N. Pouliot.....	2053

